



# MEDIAPART

L'INFO PART DE LÀ

## Sommaire

À LA UNE

### Le Qatar met Arnaud Lagardère sous tutelle

LE MARDI 3 AVRIL 2012 | PAR MARTINE ORANGE

- |       |   |       |   |
|-------|---|-------|---|
| p. 5  | Islam radical : des expulsions expéditives<br>PAR LOUISE FESSARD  | p. 25 | A Bruxelles, la campagne de Nicolas Sarkozy « l'anti-Européen » exaspère<br>PAR LUDOVIC LAMANT              |
| p. 6  | Souleymane Bachir Diagne : « Rien de grand ne se joue plus chez vous »<br>PAR ANTOINE PERRAUD               | p. 27 | Les ministres déserteurs de la campagne priés de s'activer<br>PAR MARINE TURCHI                             |
| p. 8  | L'islam radical en prison est beaucoup plus surveillé<br>PAR JOSEPH CONFAVREUX                              | p. 29 | Vestric-et-Candiac: «Sarkozy est venu pour se faire mousser»<br>PAR VALENTINE OBERTI                        |
| p. 10 | Autisme : un courrier embarrassant pour un centre toujours cité en exemple<br>PAR SOPHIE DUFAU              | p. 31 | Dans l'Essonne, Mélenchon veut mobiliser les quartiers populaires<br>PAR LÉNAÏG BREDOUX                     |
| p. 14 | Un patron de bar agressé par un responsable FN et ses militants<br>PAR MARINE TURCHI                        | p. 32 | Pour les banlieues, Hollande veut créer un grand ministère de l'égalité<br>PAR STÉPHANE ALLIÈS              |
| p. 15 | Flashball : à Nantes, la police éborgne, la justice relaxe<br>PAR CARINE FOUTEAU                            | p. 34 | MediaPorte: «Sarko et la génération jeunes pop»<br>PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART                            |
| p. 15 | Plate-forme d'Elgin : Total aurait pu anticiper l'accident<br>PAR MICHEL DE PRACONTAL                       | p. 34 | 2007-2012: le mirage de la « France de propriétaires »<br>PAR ELLEN SALVI                                   |
| p. 17 | En primaire, «on bricole comme on peut»<br>PAR LUCIE DELAPORTE  | p. 37 | L'œil de Patrick Artinian. Nicolas Sarkozy, les jeunes et le « droit des victimes »<br>PAR PATRICK ARTINIAN |
| p. 19 | Patrick Braouezec : « Sortir les quartiers de l'état d'exception »<br>PAR FRANÇOIS BONNET ET CARINE FOUTEAU | p. 37 | Pinocchio, conte défait<br>PAR DOMINIQUE BRY  |
| p. 22 | Dans le quartier du Prepaou, à Istres, « la présidentielle, c'est du marketing »<br>PAR RACHIDA EL AZZOUZI  | p. 40 | Le courant alternatif de la poésie peut-il se faire politique ?<br>PAR PATRICE BERAY                        |
|       |   | p. 41 | L'affaire Sarkozy<br>PAR EDWY PLENEL  |

À LA UNE

### Le Qatar met Arnaud Lagardère sous tutelle

LE MARDI 3 AVRIL 2012 | PAR MARTINE ORANGE

Depuis quinze jours, le monde des affaires se perd en conjectures. Que cherche le fonds souverain du Qatar, le Qatari investment authority (QIA) dans Lagardère ? Actionnaire du groupe de

médias et de sports depuis 2006, celui-ci a brusquement décidé de se renforcer. Fin décembre, il a annoncé avoir porté sa participation de 6,7 % à 10,07 % du capital. Fin mars, il a renouvelé l'opération pour prendre 12,83 % du capital et 10,05 % des droits de vote, ce qui en fait le premier actionnaire du groupe, devant Arnaud Lagardère. Même si le pouvoir de celui-ci est toujours protégé par le statut de commandite, il ne peut ignorer l'avertissement.

**Dix-huit mois après la tentative de prise d'assaut par le financier Wyser-Pratte**, la conduite de son groupe est à nouveau en question. Mais cette fois, le monde des affaires n'est plus prêt de se mobiliser pour le défendre. « *Claude Bébear* (l'ex-président d'Axa – ndlr) et *Michel Pébereau* (ancien président de BNPParibas – ndlr) avaient volé à son secours, par fidélité à son père, *Jean-Luc Lagardère*. Leurs successeurs ne se sentent plus tenus par cette mémoire. D'autant qu'Arnaud Lagardère a beaucoup déçu. Il s'est discrédité tout seul », explique un connaisseur du dossier. « **La publicité sur ses amours avec un mannequin belge à l'été dernier lui a porté un tort considérable** », insiste-t-il. Chacun donc est aux fenêtres pour regarder ce qui va se passer sur le groupe, en s'interrogeant sur les intentions du Qatar, toujours très discret sur ses buts.



Philippe Camus, bien que vivant aux Etats-Unis, reste un des hommes forts du groupe. Il relativise le geste des Qataris. « *C'est une opération amicale et purement financière. Ils ont fait une moyenne à la baisse. Quand ils sont entrés en 2006, l'action valait 70 euros, elle n'en vaut plus que 23 euros. Se renforcer aujourd'hui leur permet donc de diminuer la perte sur leur investissement, qui a pu les décevoir jusqu'à présent* », explique-t-il. Avant d'ajouter : « *Mais tout s'est fait en concertation avec le groupe. Ce renforcement illustre juste l'intérêt du Qatar pour l'Europe et la France en particulier. Ils ont aussi investi ces dernières semaines dans Total, LVMH, Vivendi.* »

Le caractère amical de l'investissement qatari laisse dubitatif un banquier qui connaît bien le dossier. « *En 2006, leur entrée dans le groupe avait été précédée par de très longues négociations. Là, le groupe a été totalement pris par surprise. QIA semble avoir acheté des blocs d'actions hors marché. À ma connaissance, alors que les statuts imposent à tout acheteur de faire connaître leur position à chaque montée de 1 %, ils n'ont fait aucune déclaration. Arnaud Lagardère a découvert leur nouveau poids quand le fonds a fait sa déclaration officielle* », raconte-t-il. Interrogé sur le fait de savoir si le Qatar avait déclaré les franchissements de 1 % comme le prévoient les statuts, le groupe Lagardère n'a pas répondu.

À l'appui de sa démonstration, ce banquier cite l'exigence présentée par le fonds souverain : celui-ci a demandé d'avoir un représentant au conseil de surveillance du groupe Lagardère. Jamais le fonds souverain du Qatar n'a formulé une telle demande dans les groupes où il investit, préférant les discussions discrètes mais tout aussi efficaces avec les dirigeants. Arnaud Lagardère

ne peut ignorer cette différence de traitement : « *Les Qataris montrent clairement qu'ils ont envie de prendre les choses en main. Cela va changer beaucoup de choses pour Arnaud Lagardère. Jusqu'alors, le conseil de surveillance de Lagardère tenait de la réunion de famille : tous les administrateurs sont liés d'une façon ou d'une autre à Arnaud ou à son père. En assemblée générale aussi, leur position de premier actionnaire du groupe va leur permettre de peser sur les débats* », poursuit ce banquier. « *Avec 13 %, le Qatar tient déjà Lagardère. Arnaud est mis sous tutelle* », ajoute un observateur.

## Positions d'influence

Mais que veut faire le fonds souverain du Qatar de cette nouvelle influence ? Car, pour beaucoup, le groupe Lagardère est devenu un objet volant non identifié. « *Il est faux de dire qu'Arnaud n'avait pas de stratégie. Au départ, il en avait une, même si on ne l'approuvait pas. Il voulait se recentrer sur le numérique et le sport et retirer le groupe de la Bourse, dans une optique très patrimoniale. Il s'est beaucoup endetté personnellement pour monter dans le capital. Mais en 2008, il s'est retrouvé étranglé, avec la chute du cours. Depuis, il n'ose plus bouger, tétanisé par son endettement* », explique un ancien responsable du groupe. Endetté à hauteur de plus de 300 millions d'euros, Arnaud Lagardère a cédé à nouveau 0,3 % du capital pour honorer ses crédits, fin mars, juste au moment où le Qatar montait dans son groupe.

Depuis, Arnaud Lagardère s'est mis aux abonnés absents dans son groupe. « *Il n'y a plus que Dominique d'Hinin* (directeur financier – ndlr) *pour veiller sur l'ensemble. Il fait ce qu'il peut mais il n'a pas tous les pouvoirs de décision* », relève un banquier. Le groupe donne l'impression d'un bateau qui roule sur son erre. Il s'est débarrassé de la distribution de la presse en France (ex-NMPP), a vendu toute son activité de presse magazine à l'étranger. Il se dit toujours vendeur de sa participation de 7,5 % dans EADS, reste bloqué avec 20 % dans Canal+, et ne parvient pas à décoller dans le sport sur lequel il a beaucoup misé. Dans ses comptes 2011, le groupe a dû passer une dépréciation de 550 millions d'euros sur un investissement total de 1,1 milliard d'euros dans le sport et de 310 pour sa participation dans Canal+. Conséquence : le groupe a affiché une perte de 707 millions d'euros.

En se penchant sur le dossier, certains banquiers d'affaires ne voient qu'une solution pour le groupe : la vente par appartements, la somme des parties ayant pour eux plus de valeur que le tout. « *Ceux qui pensent que le fonds du Qatar va se comporter comme un hedge fund américain vont être déçus. Ce n'est pas du tout dans leur habitude d'investir pour vendre à l'encan. Ce sont des investisseurs très rationnels. Leur entrée peut même être interprétée comme la perpétuation du groupe Lagardère. Car ce qui les intéresse, c'est l'influence politique de ce groupe, qu'ils peuvent finalement acquérir à moindre frais* », insiste un proche du dossier.

Héritage de Jean-Luc Lagardère, ce groupe exerce de fait des positions d'influence sans commune mesure avec son poids économique. La première, à laquelle tout le monde pense, est naturellement EADS : Lagardère, par des tours de passe-passe incroyables couverts par la complicité politique, est devenu le représentant des intérêts français dans le groupe aéronautique. Figurant parmi les premiers clients d'Airbus, l'émirat n'a jamais caché son intérêt de devenir actionnaire du groupe. À l'automne dernier, il s'est porté candidat pour le rachat de la participation de Daimler, l'autre grand co-actionnaire privé d'EADS. L'État allemand, devenu très sourcilieux de l'équilibre franco-allemand au sein du groupe, a bloqué la vente. À défaut de trouver un autre repreneur, Berlin est devenu actionnaire en direct d'EADS, revenant ainsi sur tous ses principes affichés sur l'État actionnaire. **Depuis, il a encore augmenté sa participation à 12 % dans le groupe** et ambitionne d'arriver au même niveau que l'Etat français, actionnaire à hauteur de 15 %.

Le climat ne cessant de se tendre entre Paris et Berlin sur ce dossier emblématique – chacun soupçonnant l'autre de ne pas respecter une stricte égalité –, le poids de Lagardère avec ses 7,5 % risque de devenir décisif. Jusqu'alors, Arnaud Lagardère n'a vu dans cette participation qu'une protection ultime de son groupe en cas d'assaut. La présence renforcée du Qatar pourrait changer la donne. Par l'intermédiaire de Lagardère, l'émirat peut avoir les moyens de peser sur l'évolution d'un groupe dans lequel il n'a jamais pu entrer directement. L'État français va en tout cas se retrouver avec un partenaire qui peut avoir un rôle de bascule entre la France et l'Allemagne.

### Arnaud Lagardère, président honorifique

Moins spectaculaire, la presse dans le groupe Lagardère a aussi un poids important. *« La présence de Lagardère dans la presse est maintenant réduite. Mais l'ensemble Paris-Match-Europe1-Journal du dimanche représente, malgré tout, une influence politique notable. Aucun gouvernement ne peut les ignorer »*, souligne un ancien dirigeant du groupe. Complété par quelques petites chaînes de télévision, cette position ne peut, là encore, désintéresser le Qatar, fondateur de la puissante chaîne Al-Jazira.

Enfin, au-delà de l'édition et de la distribution (Relay), le groupe Lagardère a des activités sportives. Le rachat remarqué du Paris Saint-Germain, comme le rachat des droits audiovisuels des grands matchs de football par sa chaîne, qui a brisé pour l'occasion la suprématie de Canal+, illustrent les ambitions de l'émirat. Selon Vincent Chaudel, expert en économie du sport au

cabinet de conseil Kurt Salmon, le Qatar donne *« une dimension étatique au sport en faisant une vitrine à dimension domestique et internationale »*.



Déjà, Philippe Camus rêve à ce que l'émirat pourrait apporter au groupe dans ce domaine où il n'a jamais réussi, faute de taille et de moyens suffisants. *« Il y a cinq ans, nous avons déjà eu l'idée de développer des affaires ensemble. Nous avons alors parlé de chaînes de télévisions pour les enfants. Le projet n'a pas eu de suite. Aujourd'hui, des projets communs dans le sport peuvent les intéresser. Dans ce domaine où la taille compte tant, cela aurait beaucoup de sens. En plus, c'est un développement très adapté au groupe, dans le développement numérique où il veut aller. Car le sport est en temps réel et c'est une activité qui peut facilement se monétiser »*, explique-t-il.

Dans cette quête d'influence en France, l'appui d'un groupe comme Lagardère est essentiel pour le Qatar. Car les centres d'intérêt de l'émirat sont sévèrement contrôlés par l'Etat. Seul, il ne pourrait aller très loin : la loi interdit à tout groupe étranger à l'Union européenne de contrôler plus de 20 % d'un journal ou d'une chaîne de télévision. EADS, comme indiqué, est sous surveillance permanente. Et même le sport pourrait devenir un domaine sensible, si un acteur y investissait d'une manière trop massive et trop voyante.

Mais pour arriver à ses fins, le fonds souverain doit avoir l'assurance que le groupe Lagardère abandonne sa direction erratique des dernières années pour être géré comme il l'entend. *« Peu de changements sont prévisibles dans les activités du groupe. En revanche, l'équilibre des pouvoirs et des responsabilités internes risque d'être profondément modifié »*, pronostique un banquier. *« Finalement, après quelques années d'errance, le groupe Lagardère devrait arriver à la solution préconisée à la mort de Jean-Luc. À l'époque, Philippe Camus avait proposé à Arnaud de devenir un président non exécutif, tandis que lui aurait pris la direction opérationnelle. Arnaud avait refusé, voulant conduire seul le groupe. Aujourd'hui, il semble que l'on revienne à ce schéma »*, analyse un autre grand connaisseur du groupe. *« Cela permettrait une sortie honorable pour Arnaud Lagardère. On lui garantirait une solution pour son endettement et il resterait président honoraire »*, poursuit un ancien responsable du groupe.

## Des liens si étroits

Spontanément, les personnes au fait du dossier citent à nouveau le nom de Philippe Camus pour prendre la direction du groupe. Son passé, sa connaissance du groupe, son expertise le désignent, selon eux, comme le candidat le plus raisonnable. De plus, l'association du premier actionnaire professionnel (QIA) et du premier actionnaire individuel (Philippe Camus, actionnaire à hauteur de 4 %) leur semble naturelle pour conduire le groupe. Le fait que Philippe Camus ait mené cet hiver une campagne discrète mais très déterminée pour prendre la présidence d'EADS en lieu et place d'Arnaud Lagardère leur laisse à penser que lui-même se prépare à cette idée. Le Qatar est-il d'accord avec ce schéma ? Réponse dans les prochains mois.



Derrière tous ces bouleversements en cours dans le groupe Lagardère, certains ne peuvent s'empêcher de voir la main du pouvoir. « Comment imaginer que l'Élysée ait pu se désintéresser

de l'évolution du groupe et du sort d'Arnaud ? », relève un autre banquier. « Non, il n'y a pas d'enjeux politico-légaux. Le Qatar s'est décidé tout seul », assure un familier des couloirs de l'Élysée. Il est un des seuls à le soutenir.

Fantasme ou réalité ? Les autres ne peuvent s'empêcher de rappeler les liens étroits qui existent entre le Qatar et Nicolas Sarkozy. À mi-voix, ils évoquent cette relation qui en quelques années a hissé le Qatar **au rang d'interlocuteur diplomatique privilégié de la France au Moyen-Orient**, d'investisseur préféré du régime en France, allant jusqu'à lui accorder un régime d'exemption fiscale sur le territoire. Sans parler des voyages officiels, officieux et privés à Doha de tous les proches du chef de l'Etat et les ministres influents du gouvernement, tout au long de ce quinquennat. « Au moment des assassinats de Toulouse, c'est avec le gouvernement qatari que Nicolas Sarkozy a discuté la non-diffusion par Al-Jazira des bandes filmées par Mohamed Merah », relève un observateur, pour souligner la proximité entre le chef de l'Etat et l'émirat.

« Au vu de leurs relations, il est inimaginable que l'émirat n'ait pas informé l'Élysée très amont de ses intentions, voire qu'ils ne se soient pas entendus sur le schéma ensemble. Lagardère comme le Qatar sont des sujets qui comptent à l'Élysée », insiste un autre connaisseur. Tirant des plans sur la comète, ce dernier se demande même si, au cas où Nicolas Sarkozy serait battu, ce ne serait pas avec le Qatar qu'il irait « faire de l'argent », comme il se l'est promis après la fin de sa carrière politique.



## Islam radical : des expulsions expéditives

PAR LOUISE FESSARD  
LE MARDI 3 AVRIL 2012

Le ministre de l'intérieur Claude Guéant a annoncé lundi 2 avril que l'expulsion de trois imams radicaux et de deux militants islamistes étrangers, tous installés en région parisienne, serait suivie d'autres expulsions « dans les jours et semaines à venir ». En assumant le lien direct fait avec les tueries de Toulouse et Montauban perpétrées par un jeune Français, Mohamed Merah. « Ce qui s'est passé dans notre pays voici deux semaines seulement justifie que nous soyons encore plus vigilants que d'habitude », **a-t-il expliqué.**



Une politique qui « n'est pas nouvelle », selon le ministère de l'intérieur qui rappelle que 34 « terroristes et islamistes radicaux » ont fait l'objet de telles mesures administratives depuis 2007 (tandis que 32 autres ont fait l'objet d'interdictions judiciaires du territoire français sur la même période). *Le Monde* cite lui « 135 islamistes et 31 imams » qui, d'après le gouvernement, auraient été expulsés depuis le 11 septembre 2001.

Mais cette fois, la procédure utilisée est particulièrement expéditive, et même contraire à l'État de droit, selon le secrétaire général du Syndicat des avocats (SAF).

Signe du caractère très politique de ces expulsions, habituellement gérées par les préfets, le chef de l'État **a affirmé**, le 30 mars, être lui-même « intervenu directement pour que des prédicateurs qui prennent notre système de valeurs pour cible permanente restent chez eux, nous n'en voulons pas sur le territoire de la République française ».

Nicolas Sarkozy a annoncé la couleur : « Nous allons faire accélérer les procédures d'expulsion pour motif d'ordre public. Les extrémistes jouent de notre formalisme administratif, notre devoir est d'être plus efficace. »

De fait, deux des cinq étrangers concernés, un militant islamiste algérien et un imam malien, ont été renvoyés dans leur pays d'origine dès le 2 avril. « Cela veut dire que le ministère de l'intérieur avait organisé les avions avant même la notification des arrêtés d'expulsion, afin que les personnes expulsées n'aient aucune possibilité de saisir un juge », remarque Me Didier Liger, secrétaire général du syndicat des avocats de France (SAF).

Cette procédure expéditive **est réservée** aux « cas d'urgence absolue », impliquant une « nécessité impérieuse pour la sûreté de l'État ou la sécurité publique » ou des « comportements de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de l'État ou liés à des activités à caractère terroriste, ou constituant des actes de provocation explicite et délibérée à la discrimination, à la haine ou à la violence ».

### « Juste des notes blanches de la DCRI »

Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile **prévoit** la possibilité pour les préfets et le ministre de l'intérieur d'expulser des personnes dont « la présence en France (...) constitue une menace grave pour l'ordre public ». Mais celles-ci sont normalement convoquées devant une commission d'expulsion, composée de trois magistrats (deux du tribunal correctionnel et un administratif) qui examinent les faits reprochés ainsi que la situation personnelle de l'intéressé.

Depuis quand réside-t-il en France ? Est-il marié ? A-t-il des enfants qui dépendent de lui ? Son état de santé nécessite-t-il une prise en charge impossible dans son pays de renvoi ? Autant de conditions, qui sauf cas particulièrement graves (actes terroristes par exemple), peuvent interdire son expulsion. L'avis de la commission n'est que consultatif :

l'autorité administrative peut décider de ne pas le suivre mais, au moins, elle prend sa décision en connaissance de cause.

Une procédure contradictoire que le ministère de l'intérieur a jugée superflue concernant Ali Belhadad, un Algérien condamné en 1997 à dix-huit mois d'emprisonnement pour son rôle dans les attentats de Marrakech de 1994, et Almany Baradji, un imam malien exerçant dans un foyer parisien et qui aurait tenu des propos antisémites. « Là, on est véritablement en dehors de l'État de droit, remarque Me Didier Liger. Il n'y a pas d'interrogatoire, pas de droits de la défense, pas de possibilité d'argumenter. Dans ce genre de cas, sauf quand les gens ont été auparavant condamnés et qu'on dispose donc de leur dossier judiciaire, il n'y a pratiquement rien dans les dossiers, juste des notes blanches de la DCRI, non signées, affirmant qu'untel a été vu en compagnie d'untel, etc. »

*Le Figaro* a justement mis son nez dans ces notes de police (sans préciser le service qui les avait produites). Selon le quotidien, Ali Belhadad, présenterait « un profil d'ancien terroriste ». « Soupçonné de fréquenter depuis novembre 2011 d'extrémistes, Belhadad aurait en outre participé le 12 février dernier à une "réunion organisée dans un restaurant par un ancien détenu de Guantanamo". Autour de la table, se trouvaient aussi un terroriste impliqué dans l'affaire dite du commando de Francfort visant les marchés de Noël à Strasbourg en 2000 ainsi qu'un "vétéran des camps d'entraînement d'al-Qaïda" », poursuit *Le Figaro*.

Quant à l'imam malien, il est, toujours selon *Le Figaro*, fiché comme « antisémite revendiqué et fervent défenseur du port du voile intégral ». Le quotidien rapporte également qu'il lui est notamment reproché d'avoir « incité 300 jeunes femmes de la communauté africaine soninké à se voiler intégralement », lors d'une conférence, en mai 2007, à la Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). « On sait trop que de propos comme cela peuvent

entraîner des comportements radicaux qui vont jusqu'à l'attentat », a justifié Claude Guéant lundi.

Ce dernier cas d'expulsion aurait cependant, selon Me Didier Liger, toutes les chances d'être annulé si un recours était déposé devant un tribunal administratif. « S'il s'agit juste de prêches intégristes salafistes, la nécessité impérieuse de l'expulsion n'est pas caractérisée, estime-t-il. Ces arrêtés d'expulsions sont sérieusement contrôlés par le Conseil d'État et les précédents se sont tous traduits par des annulations. L'expulsion ne peut pas être basée uniquement sur des présomptions et des hypothèses, il faut établir des faits ! »

Le dernier arrêté ministériel d'expulsion concerne Saad Nasser Alshatry, un autre imam, saoudien, qui prêchait à la mosquée des Mureaux (Yvelines). Absent de France, il « se verra refuser l'accès au territoire et la délivrance de visa », indique le ministère de l'intérieur.

Les deux derniers hommes, qui ont des liens familiaux en France, passeront eux devant la commission d'expulsion, le 4 mai selon RTL. L'un d'eux, un imam turc, Yusuf Yuksel, promouvait dans ses prêches « la haine du monde occidental et des juifs », selon le communiqué du ministère de l'intérieur. Un Tunisien de 39 ans, Malek Drine, aurait lui promu publiquement « le rejet du monde occidental et le meurtre des personnes qui se détourneraient de l'Islam ». Rencontré lundi soir par RTL à la mosquée d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), Malek Drine, un « père de famille dont la femme doit accoucher en août », niait avoir tenu ces propos.

Ces expulsions font suite au coup de filet dans les milieux islamistes du 30 mars. Treize des dix-neuf personnes interpellées, appartenant au mouvement salutiste Forsane Alizza, ont été présentées mardi 3 avril à un juge antiterroriste, à l'issue d'une garde à vue de 96 heures. Ils sont soupçonnés, selon *Le Monde* du 4 avril, d'avoir préparé des actions terroristes, dont l'enlèvement d'un magistrat lyonnais, Albert Lévy, placé sous protection judiciaire.

L'ensemble de ces opérations, largement médiatisées, crée une certaine confusion entre d'une part des expulsions motivées par des raisons d'ordre public et d'autre part une information judiciaire confiée le 8 mars à des juges antiterroristes. **Le JDD** imputait ainsi les tentatives d'enlèvements aux musulmans intégristes expulsés.

« Si ces personnes expulsées sont véritablement dangereuses pour la sécurité publique et que la police dispose depuis longtemps d'éléments sur eux, on peut se demander pourquoi on a attendu des mois pour les expulser », s'interroge de son côté Me Didier Liger.

## Souleymane Bachir Diagne : « Rien de grand ne se joue plus chez vous »

PAR ANTOINE PERRAUD  
LE MARDI 3 AVRIL 2012

**Souleymane Bachir Diagne**, professeur d'études francophones et de philosophie à l'université Columbia de New York, avait été filmé (dans la vidéo ci-dessous) lors d'un passage à Paris, en décembre 2010, pour un article de Mediapart consacré à « l'islam comme chiffon rouge ». Né en 1955 au Sénégal, ancien élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, agrégé de philosophie, docteur d'État, professeur invité au Collège de France, membre du Conseil du futur de l'Unesco, Souleymane Bachir Diagne a reçu en 2011 le prix Edouard Glissant, qui récompense chaque année depuis 2002 un auteur ou un artiste fidèle aux valeurs de l'écrivain martiniquais, pour traiter de la diversité culturelle, des relations Nord-Sud, de la raison post-coloniale, du métissage et de toutes les formes d'émancipation.

Maîtrisant parfaitement l'anglais, l'arabe et le français, Souleymane Bachir Diagne se veut à cheval entre les sciences et la philosophie. Il s'est abreuvé aux sources occidentales comme africaines du savoir, jonglant avec les langues et les cultures plurielles du Sénégal. Ses deux derniers ouvrages sont : *Comment philosopher en islam ?* (Panama, 2008) et *Bergson*

*postcolonial – L'élan vital dans la pensée de Léopold Sédar Senghor et de Mohamed Iqbal* (CNRS, 2011).

Après l'affaire Mohamed Merah de Toulouse, dont les effets sur l'opinion ne relèvent pas uniquement des simples sondages électoraux, et alors que la patrie des droits de l'homme dérive toujours un peu plus vers les fantasmes sécuritaires charriant le racisme et la crainte d'un islam réduit au rôle d'épouvantail, nous avons interrogé Souleymane Bachir Diagne. Son regard, de biais mais aigu, pourrait aider la République à se ressaisir...

**Comment considérez-vous la France ?**



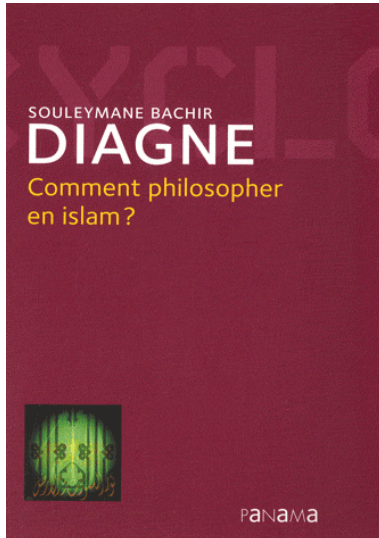
**Souleymane Bachir Diagne.** Je demeure marqué par un sondage, parmi tous ceux qui sont tombés ces temps derniers, selon lequel un bon tiers de l'électorat, en France, envisagerait de voter pour l'extrême droite. Il y a là quelque chose de trouble, non seulement du fait que le rejet et la stigmatisation de l'étranger apparaissent plus ou moins acceptés, mais aussi parce que la plupart des candidats semblent tétanisés par un tel état de fait.

Nous l'avons constaté jusque dans leur approbation tacite de l'exploitation faite de la tragédie de Toulouse, qui consistait à transformer un tel drame, dont les origines tenaient de l'aberration, en une menace permanente pour la sécurité de la France.

**En y voyant de l'aberration, renoncez-vous à penser l'événement ?**

J'ai été, en tout état de cause, effaré par la furie homicide. Et je ne peux suivre certaines explications mécaniques parfois avancées pour interpréter le geste

du meurtrier, en particulier le chômage : à ce compte, le monde aurait déjà sombré dans le chaos !



Cependant, il faut toujours demander à comprendre. Il faut rendre raison de l'aberration, mais pas en agitant une menace imminente, qui plonge le peuple dans l'effroi et le rend reconnaissant envers un président protecteur...

Personnellement, je ressens une double peine, un désarroi multiplié, en tant qu'intellectuel musulman. À l'infinie souffrance éprouvée pour les victimes et leurs proches, s'ajoutent les accusations et les soupçons à l'encontre de l'islam et de l'immigration.

Même si je ne m'identifiais pas à de telles figures, les regards extérieurs m'y assigneraient. Il est douloureux de se sentir ainsi fixé, jugé, banni, par certains secteurs de la société agités par une droite et une extrême droite, qui trouvent expédient de manœuvrer en ce sens. Au point de prendre en otage la campagne électorale...

#### **Qu'est-ce qui vous semble dégradé ?**

La possibilité même de réfléchir à un autre monde, de sortir d'une crise permanente, d'échapper à l'emprise de la finance sur le politique. TV5 demeure, à New York, ma source audiovisuelle principale et j'ai pu mesurer l'autre jour, en regardant Eva Joly, à quel point elle soulevait, difficilement, dans l'indifférence, des questions cruciales pour

l'avenir, comme l'aide au développement dont elle souhaiterait qu'elle atteignît des niveaux scandinaves.

Ces interrogations sont balayées, pour remettre sur le tapis l'affaire Mohamed Merah, que la France semble condamnée à traîner, sinon traiter, jusqu'à l'élection...

#### **Qu'est-ce que cela dit de nous ?**

Aimé Césaire l'a énoncé voilà déjà plus d'un demi-siècle : ce qui peut arriver de pire à une nation, c'est une « *crise d'initiative* ». Or d'une manière diffuse et pesante, rien de grand ne se joue plus chez vous. Les observateurs en viennent à parler d'une « *abstention active* ». Votre énergie semble happée par un fait divers atroce et surexploité, alors que le nucléaire dans le sillage du Fukushima, le changement climatique, voire la construction européenne, devraient être au centre de vos préoccupations.

#### **Des stéréotypes toujours attisés**

##### **Y a-t-il, selon vous, une meilleure santé démocratique outre-Atlantique ?**

Les populations musulmanes et issues de l'immigration sont bien mieux intégrées en Amérique, même si elles se sentent parfois réprouvées, comme on a pu le constater lors de l'attentat manqué de Times Square en mai 2010, par exemple.

Une surveillance spéciale et accrue s'exerce à l'encontre des musulmans. Une association d'étudiants musulmans, la **MSA**, fut examinée sous toutes les coutures par le FBI. Les campus ont réagi dans une sorte d'unanimité, condamnant de telles atteintes aux libertés, obligeant les autorités universitaires à monter au créneau. C'est un bon signe que de se montrer ainsi attaché aux droits de tous, plutôt que de laisser s'indigner les seuls groupes concernés.

Toutefois, en Amérique aussi se fait jour une plus grande tolérance à l'intolérance dont l'islam fait l'objet...

##### **Côté français, le legs colonial aggrave-t-il la situation ?**

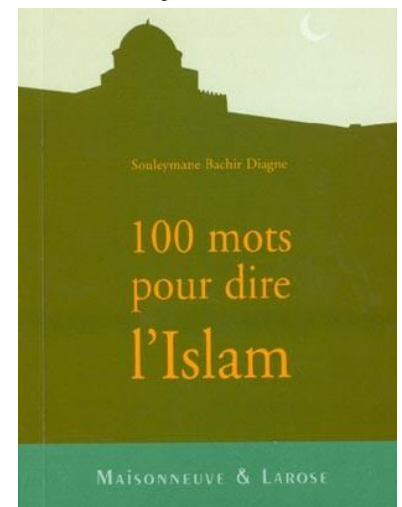
Le facteur colonial et post-colonial pèse sur une France qui n'a pas su faire face à son passé, en particulier pour ce qui touche à la guerre d'Algérie. Le ping-

pong macabre qui s'est joué autour de la dépouille de Mohamed Merah, français considéré avec de plus en plus d'insistance comme algérien au grand étonnement de l'Algérie, fut, hélas !, parfaitement emblématique.

##### **Un président français né en 1955 aurait pu échapper à de telles œillères, non ?**

Nicolas Sarkozy me semble jouer cette carte de l'idéologie française de manière cynique et pragmatique même si, au fond, une telle politique ne correspond sans doute pas à sa modernité décomplexée, délestée du fardeau de la mémoire coloniale. Mais il compte avec la réalité de son parti et de son électorat. Et pour triompher, il croit devoir capter, à intervalles réguliers, les mémoires d'extrême droite, qui ont à peine besoin d'être réactivées sur le sujet pour embrayer...

##### **Avez-vous l'occasion de ressentir cette moisissure française ?**



L'inhospitalité n'a pas cours dans le milieu universitaire français que je fréquente lors de mes déplacements. Cependant, je reste en contact avec des amis immigrés, ou des étudiants sénégalais, qui me font comprendre que la France dans laquelle ils tâchent de vivre n'a rien à voir avec celle dans laquelle j'ai poursuivi mes études. Je n'ai pas la nationalité française, mais j'ai le sentiment de faire partie de la culture française. Eux, non. Ils sont regardés autrement et atteints par des événements



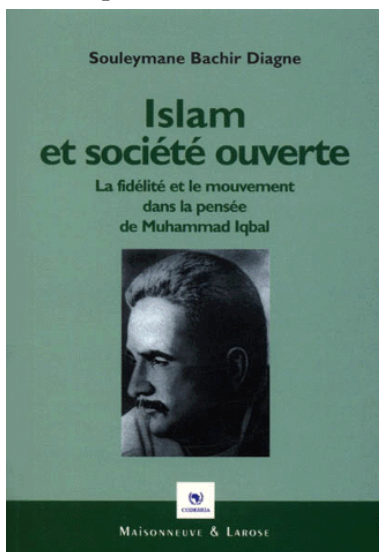
qui autorisent trop de Français à faire flèche de tout bois contre les immigrés et l'islam.

### **Manque-t-il des voix fortes et audibles propres à cet islam de France ?**

Oui. Mon oui est franc et massif, tant il en va des valeurs humanistes universelles. Longtemps, j'ai été agacé de devoir proclamer à tout bout de champ que les crimes commis par certains islamistes, ou prétendus tels, n'avaient rien à voir avec l'islam : n'était-ce pas, finalement, une façon de laisser mettre en accusation l'islam que j'entendais soustraire à de tels réquisitoires ?

Il n'existe certes pas une tradition capable de rassembler différentes communautés musulmanes pour défiler de concert et dire non. Il faut pourtant qu'apparaisse un islam des Lumières, aux antipodes de l'ignorance et du fanatisme.

### **Est-ce une question de confiance ?**



De confiance mutuelle et de confiance en soi. Sur ce dernier point, les intellectuels musulmans ont un rôle important à jouer, pour renvoyer une image de soi, un discours clair, auxquels les croyants pourront s'identifier en se montrant attachés aux valeurs universelles de leur religion.

Mais il faut aussi que la société d'accueil cesse de vivre dans des stéréotypes toujours attisés : l'islam serait un monde où les femmes vivraient un enfer permanent et où les hommes seraient sadiques.

Tous les Français qui se persuadent que l'islam s'avère à jamais une société fermée vivent eux-mêmes dans une société profondément close...

## **L'islam radical en prison est beaucoup plus surveillé**

PAR JOSEPH CONFAVREUX  
LE MARDI 3 AVRIL 2012

*Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.*

Le trajet de Mohamed Merah, qui serait allé de la petite délinquance au terrorisme en passant par la case prison, puis le coup de filet déclenché vendredi dernier dans les milieux de l'islam radical, interrogent les liens possibles entre radicalisation religieuse, radicalisation meurtrière et milieu carcéral.

D'après le sociologue Farhad Khosrokhavar, les tenants d'un islam radical qui se trouvent aujourd'hui incarcérés ne sont pourtant pas les mêmes que les djihadistes des décennies précédentes, et sont très étroitement surveillés, sans guère de capacité opérationnelle à tisser des réseaux criminels.

Farhad Khosrokhavar est directeur d'études à l'EHESS. Il est notamment auteur de *L'Islam dans les prisons*, éd. Balland, en 2004, et de *Quand Al Qaïda parle : témoignages derrière les barreaux*, chez Grasset, en 2006. Il mène actuellement une enquête sur les phénomènes de radicalisation dans les prisons.

### **Quelle est la présence de l'islam dans les prisons françaises ?**

On ne dispose pas de statistiques officielles en la matière – il est interdit de distinguer les gens par leur confession – mais on peut estimer que la moitié des détenus français sont de confession musulmane, ce qui ne signifie pas qu'ils sont tous pratiquants. Rappelons que les musulmans représentent 7 % à 8 % de la population française. En fait, les musulmans en prison désignent surtout les habitants masculins des banlieues (les

femmes sont très peu nombreuses), parmi lesquels les jeunes, entre 18 et 35 ans, forment la grande majorité.

L'islam est perçu, dans les prisons, comme une religion des opprimés. Et il porte une idéologie anti-impérialiste, exacerbée par le soutien aux Palestiniens. Beaucoup de jeunes des banlieues qui se retrouvent en prison disent se sentir en France comme les Palestiniens en Israël. De même qu'en Grande-Bretagne, beaucoup de musulmans emprisonnés se vivent comme les Kashmiri en territoire indien.

Cette victimisation est, en ce qui concerne cette comparaison, imaginaire, mais il existe une part réelle liée à la situation sociale et aux formes de stigmatisation, de racisme et d'islamophobie alimentées par l'extrême droite, dont le discours s'est banalisé à droite. D'où cette promotion de l'islam comme une religion refuge pour les opprimés et cette association intime entre islam et lutte contre un Occident jugé pervers.

*Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.*

### **Existe-t-il un islam de la prison qui serait plus radical ou intégriste que l'islam de France ou l'Islam en France ?**

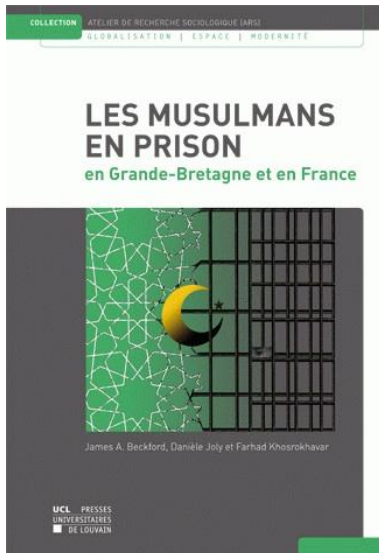
Non. La seule spécificité de cet islam carcéral réside dans le fait que l'écrasante majorité de ceux qui s'en réclament appartiennent aux couches populaires formées par les jeunes de banlieue, très nombreux en prison. Il n'inclut donc pas l'islam des classes moyennes musulmanes, qui y sont beaucoup plus rares, et qui est un islam plus construit et instruit. L'immense majorité de ceux qui, en prison, se réclament de l'islam sont jeunes et ont un niveau d'instruction peu élevé.

### **Le fait de se trouver en détention empêche-t-il de vivre sa foi musulmane ?**

Le problème essentiel est la pénurie d'imams, d'aumôniers musulmans, ce qui n'est pas le cas par exemple en Grande-Bretagne, qui compte plusieurs imams pour ses quelques détenus chiites. En France, on en compte, officiellement, 151. La situation s'est améliorée par rapport



à mon enquête de 2004, où ils étaient seulement une centaine. Mais c'est à mettre en regard du nombre d'aumôniers catholiques, qui sont entre 600 et 700. On reste donc très loin du compte, et rapporté au nombre de détenus, il en faudrait au moins deux ou plutôt trois fois plus.



Cette absence d'aumôniers musulmans pousse de nombreuses prisons à interdire la prière collective du vendredi, non comme une mesure vexatoire, mais par peur que le sermon aille dans le sens du radicalisme religieux ou de la révolte. Ce phénomène est ressenti avec beaucoup de frustration par de nombreux détenus, qui se sentent en position d'infériorité, notamment, parfois, par rapport aux rares détenus de confession juive qui disposent d'un nombre suffisant d'encadrants religieux et peuvent célébrer le shabbat, ou encore les chrétiens qui peuvent avoir la messe le dimanche. Certains utilisent cet argument pour dénoncer une stigmatisation de l'islam.

### « Les prisons ne sont pas des lieux où la radicalisation serait aisée »

**Dans votre enquête de 2004, vous faisiez le constat qu'en refusant de reconnaître davantage l'islam dans l'espace carcéral, l'administration livrait souvent les détenus à des**

### **leaders islamistes radicaux sur lesquels personne n'a prise. Est-ce toujours le cas ?**

A partir de 2007-2008, il s'est produit une petite révolution silencieuse en prison avec la centralisation des données sur les formes de radicalisation, pas seulement religieuses, avec construction d'indice, paramétrage, identification systématiques des individus et des groupes, présence d'officiers dans chaque prison pour collecter ces données... Tout est homogénéisé et envoyé à l'administration centrale et ne dépend donc pas de l'initiative du directeur.

Les prisons ne sont donc pas des lieux où la radicalisation ou l'endoctrinement par des théories extrémistes seraient aisés. L'observation y est très poussée. Même s'il peut encore, comme partout, y avoir des manques, ce serait faux de dire qu'il y a un vide en la matière. C'est une contre-vérité démagogique que d'affirmer le contraire. Si une chose marche dans les prisons, c'est bien l'observation de ces phénomènes. Quand un détenu est perçu comme dangereux et prosélyte, on le fait changer de cellule, d'étage, voire de prison, avec la volonté d'empêcher toute constitution de réseaux. Et cela de manière systématique. C'est un vrai changement par rapport à 2004, où j'ai eu le sentiment que l'absence d'imams et d'observations entraînait des dérapages qui pouvaient aller loin.

### **Peut-on estimer le nombre d'islamistes radicaux partisans de la violence qui se trouvent aujourd'hui en prison ?**

C'est difficile à dire, mais si on ajoute ceux qui sont condamnés pour association de malfaiteurs en vue d'une action terroriste, et ceux que l'administration soupçonne de nourrir des visions ou des projets tels, je dirais moins de deux cents. Ils ne sont donc pas très nombreux, et ils sont sous surveillance. Ils se déplacent sans cesse avec un surveillant et leur capacité d'action est bien moindre qu'à l'extérieur. Une radicalisation meurtrière en prison, à l'instar de celle qu'aurait connue Mohamed Merah, est-elle un phénomène exceptionnel ?

Il me semble qu'il faut distinguer deux catégories de détenus. Les détenus condamnés à de lourdes peines pour des entreprises à but terroriste dans les années 1990 commencent à se faire vieux pour le djihad et sont souvent devenus plus critiques vis-à-vis de leur engagement d'il y a une ou deux décennies. Pour les détenus plus jeunes, souvent condamnés à des peines de moins d'une dizaine d'années, il me semble y avoir une prise de conscience que la voie de la violence pure ne produit pas les effets escomptés. Le printemps arabe a renforcé ce sentiment en ayant des résultats probants et en abattant des régimes que trente années d'islamisme armé n'avaient pas affaiblis.



En prison et au-dehors, les groupes explicitement djihadistes ont été neutralisés. Mais il y a des groupes hyper-fondamentalistes qui ne créent pas nécessairement le djihadisme, mais peuvent pousser certains esprits fragiles à la violence en les désocialisant et en offrant une voie alternative à la société française, à huis clos.

Ces groupes salafistes, que je qualifie plutôt de néo-salafistes pour les distinguer des djihadistes de la génération précédente, ne sont généralement pas violents. Ils sont quêtistes, ils cherchent à se séparer des autres, comme une élite. Ils représentent un islam sectaire, mais qui

exerce une attraction par sa dénomination islamiste et puriste. Une infime minorité d'entre eux peut trébucher. C'est un nouveau danger, mais qui n'est pas semblable à celui des réseaux armés qui mettaient en cause la démocratie et la république.

On constate un changement dans le profil psychologique de ceux qui passent à la violence. La plupart des djihadistes des années 1980 ou 1990 ne montraient pas de troubles mentaux et ils appartenaient plutôt à des classes moyennes dans le monde musulman et, en Europe, surtout à des classes exclues et, plus rarement, des couches moyennes. Chez eux, il y avait aussi, surtout chez les convertis, une réaction anti-impérialiste, comme les gauchistes des années 1970. A présent, j'ai l'impression que ce sont les plus fragiles psychologiquement qui se tournent vers la violence armée, même si les personnes concernées ne sont pas suffisamment nombreuses pour qu'on puisse totalement généraliser.

Ces réseaux néo-salafistes qui vont dans le sens de l'hyper-fondamentalisme ne prônent pas la violence directement mais peuvent aboutir à un résultat identique, même si le rôle de ces groupes sectaires a changé de nature. Avant, ils allaient directement vers la violence, là ils peuvent l'induire.

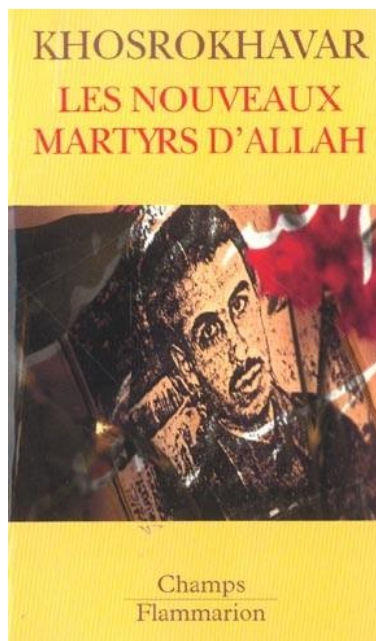
Dans le cas de Mohamed Merah, même s'il a été au Pakistan ou en Afghanistan, un pays où les djihadistes se méfient beaucoup de ces jeunes gens venus d'Europe qu'ils pensent, souvent à juste titre, pouvoir être des espions, le fait de s'être réclamé d'Al Qaïda peut procéder d'une forme d'auto-glorification. C'est une façon de se donner des lettres de noblesse, même s'il a pu y avoir des liens directs.

## **Idéologie de groupe, action solitaire**

**Que pensez-vous de cette idée d'autoradicalisation avancée dans le cas de Mohamed Merah ?**

C'est probable. C'est un phénomène que les sociologues observent depuis quelques années. En novembre 2009, Nidal Malik Hassan, un sous-officier américain, a tué 13 personnes et en a blessé 29 sur la base militaire de Fort Hood, sans appartenir à un réseau, même s'il avait été en contact avec un djihadiste américano-arabe basé au Yémen, Anwar al-Awlaqi, tué plus tard, en septembre 2011, par les Américains.

L'autoradicalisation ne signifie pas que l'individu qui va devenir un « loup solitaire » se radicalise à l'écart des autres. Il est souvent en contact idéologique avec un ou des groupes, notamment grâce à internet. Mais son action est solitaire, et ne s'inscrit pas dans un réseau, comme c'était par exemple le cas pour les attentats de Madrid. Depuis 2005, toutes les tentatives de constituer un groupe terroriste qui puisse agir en réseau se sont soldées par un échec. Plusieurs réseaux ont été démantelés avant le passage à l'acte. Le modèle du loup solitaire est le seul qui ait une chance de vraiment fonctionner.



**Quelle lecture faites-vous alors des coups de filets lancés récemment dans les milieux de l'islam extrémiste, notamment du groupe Forsane Alizza ? Constituent-ils un véritable danger ?**

S'en prendre à un groupe islamiste comme Forsane Alizza me paraît d'abord symbolique, surtout qu'il existe de très nombreux groupes semblables, qui se constituent sans cesse, et souvent à l'extérieur des frontières françaises. Mais, pour moi, ce ne sont pas des réseaux djihadistes, même s'ils peuvent inciter à la violence indirectement et influencer des esprits fragiles, car ils ont un discours anti-occidental exacerbé. Pour le moment, ces groupes ne montrent pas de signe flagrant de vouloir passer à la violence armée ou au djihad. Il y a beaucoup de rodomontades dans leur attitude.

On les a arrêtés à la fois parce qu'il y a la peur légitime d'un dérapage après les crimes de Mohamed Merah et parce que c'est une période électorale où ce genre d'action est toujours rentable. En troisième lieu, et c'est d'ailleurs une tendance indépendante de la France qu'on retrouve aux Etats-Unis notamment, on procède à ce type d'arrestations pour faire peur à ceux qui seraient tentés par les armes. Aux Etats-Unis, on a même incité des personnes à se lancer dans l'action pour les arrêter aussitôt et, ainsi, conditionner les autres.

## **Autisme : un courrier embarrassant pour un centre toujours cité en exemple**

PAR SOPHIE DUFAU  
LE MARDI 3 AVRIL 2012

C'est une plainte bien embarrassante. Il y a un peu moins de dix mois, Fernando Ramos, père de deux enfants autistes, a adressé un courrier à l'agence régionale de santé (ARS) du Nord-Pas-de-Calais afin, raconte-t-il, « d'ouvrir les yeux des pouvoirs publics sur les méthodes utilisées par le centre Camus de Villeneuve-d'Ascq ». Selon lui, certaines pratiques employées ici relevaient « de la maltraitance ». La lettre reçue le 7 juillet 2011 par le directeur général de l'ARS a déclenché le 25 août et 9 septembre 2011 la visite de quatre membres de

l'équipe d'inspection (IGR). Lesquels ont remis leur rapport le 29 février 2012. Révélé aujourd'hui par Mediapart, il conclut que ce centre présente des «dysfonctionnements» constituant «des facteurs de risques de maltraitance susceptibles d'avoir des répercussions sur les enfants accueillis»...

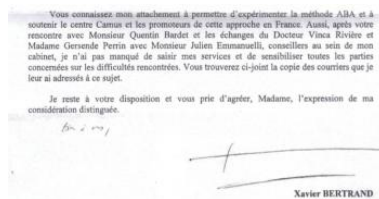
C'est une plainte bien embarrassante parce que le centre Camus n'est pas une simple structure accueillant des enfants présentant des «troubles sévères du comportement». C'est la tête de pont, en France, de la prise en charge des enfants autistes via la méthode comportementale ABA – pour *Applied Behavior Analysis*, ou en français, analyse appliquée du comportement (lire par exemple [ici](#) ou [là](#)). Ce centre, qui a ouvert ses portes en juin 2008, a été largement présenté au grand public à l'automne de cette année-là, lorsque l'acteur Francis Perrin a eu carte blanche dans l'émission *Envoyé spécial* de France-2 pour présenter la méthode et les professionnels qui prenaient en charge son fils Louis, «un enfant presque comme les autres».

Vidéo disponible sur [mediapart.fr](http://mediapart.fr)



De plus, en cette année 2012 où l'autisme a été déclaré **Grande cause nationale** et où la Haute autorité de Santé a, dans son rapport remis en mars dernier, classé l'ABA dans les «*interventions recommandées*» dans la prise en charge des personnes présentant des troubles envahissants du développement, c'est très souvent vers ce centre que les médias se tournent pour illustrer la prise en charge des enfants par les méthodes comportementales ou éducatives, comme le fait par exemple *Sciences et avenir* dans son numéro avril 2012.

Le centre Camus a été créé par Vinca Rivière (que l'on voit sur la vidéo ci-dessus aux côtés de Francis Perrin), maître de conférences à l'université de Lille 3, qui se targue d'avoir fait entrer en France cette méthode comportementale. Emanation de l'association Pas-à-Pas qui en assure la gestion et dont Vinca Rivière est la trésorière, ce centre est fortement soutenu par Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé, ainsi qu'en témoigne **une lettre de juin 2011**.



Enfin, le centre Camus accueille aujourd'hui vingt enfants et attend, pour fin mai ou début juin 2012, l'autorisation de poursuivre ses activités sous le statut d'établissement expérimental sous lequel il fonctionne aujourd'hui. C'est dans ce contexte qu'est arrivée la plainte de ce parent.

### 5 000 euros de formation

Fernando Ramos a deux filles : l'une née en mai 2003 et l'autre en mai 2004. Dès 2006, de l'Auvergne où il vit, cet ouvrier se paie une formation à la méthode ABA avec des psychologues dépêchées par l'association Pas-à-Pas. Un enseignement qui lui a coûté quelque 5 000 euros, auxquels s'ajoutent environ 600 euros par mois pour les supervisions des psychologues, sans compter les frais de déplacement. En 2007, apprenant que cette association allait créer le centre Camus, ce père divorcé déménage dans le Nord, habité par «l'espoir dans cette prise en charge qui promettait la rémission et un accès à une vie normale pour mes filles et toute la famille».

Au début, la plus jeune des filles est contente d'aller au centre et à l'école, au point d'ailleurs que le temps scolaire est augmenté afin de permettre «le développement des interactions sociales». Mais quelque vingt mois plus tard, tout se dégrade. Le père constate «une

régression» de sa fille cadette : «*Elle ne voulait plus aller au centre ; elle a eu une poussée gigantesque d'eczéma ; elle était redevenue incontinente et se faisait dessus jusqu'à dix fois par jour...*» Elle, que des vidéos montrent à l'arrivée dans ce centre calme et gentille, était devenue agressive : «*Elle jetait les objets pendant les séances, elle commençait aussi à taper les intervenants*», raconte-t-il. Fin 2010 et début 2011, ce père alerte alors la direction du centre en estimant qu'il y avait un problème de prise en charge.

Ainsi écrit-il dans sa lettre : «*La mère de mes filles de passage dans le Nord pendant les vacances d'avril est repartie en pleurant lorsqu'elle a vu la psychologue assise sur Alicia pendant 45min dans les toilettes pour ne plus qu'elle bouge.*» Pour que l'enfant ne jette plus d'objet, une procédure dite «de blocage» était employée, consistant à lui serrer les bras le long du corps : «*Tous les soirs je récupérai ma fille avec de très nombreux bleus sur les bras et poignets*», poursuit-il dans sa plainte.

La mère de mes filles de passage dans le nord pendant les vacances d'avril est repartie en pleurant lorsqu'elle a vu la psychologue assise sur Alicia pendant 45min dans les toilettes pour ne plus qu'elle bouge. J'ai demandé qu'on modifie la façon de bloquer l'enfant car on pouvait lui faire très mal, ce qui a été fait, mais tous les soirs je récupérai ma fille avec de très nombreux bleus sur les bras et poignets

De même, il raconte que sa fille a été pendant deux mois régulièrement consignée, dans un coin d'une pièce murée par un matelas afin qu'elle ne se cogne pas, et dans le noir absolu, selon la procédure dite du «time out».

Les punitions, Fernando Ramos ne les conteste pas. Cela, dit-il, «*fait partie de la méthode*», même s'il «*faut mettre le moins souvent possible l'enfant en échec*».

L'ABA consiste en un programme de techniques de modification du comportement et de développement de compétences. Toute «*réponse correcte est renforcée positivement c'est-à-dire suivie immédiatement par quelque chose de plaisant pour l'enfant (jouet, bravo...)*». En revanche, les comportements inappropriés «*sont explicitement non renforcés et on procède à l'extinction : le comportement inadéquat est ignoré de façon systématique. Il va alors s'éteindre*».



de lui-même puisqu'il n'est jamais renforcé ni socialement, ni d'aucune façon», est-il expliqué sur **ce site de promotion de la méthode**.

Voici en images ce que cela donne :

Sur cette vidéo de promotion du centre Camus, nulle trace des «procédures punitives» dénoncées par Fernando Ramos.

Pourtant, Vinca Rivière ne les conteste pas non plus : rencontrée dans le centre de Villeneuve-d'Ascq le 27 mars dernier, elle explique que «le time out, c'est une procédure de punition» se reprenant immédiatement en précisant que «littéralement, c'est une "mise au calme"». Exemple : «Si un enfant a des troubles du comportement associé à des stimulations sensorielles, comme par exemple la lumière, on va faire en sorte que ces stimulations-là ne l'atteignent pas. On va alors réduire la lumière.» Plus concrètement ? Elle précise qu'ici, faute de salle particulière, «on occulte la fenêtre». «Il y a des institutions qui mettent un chapeau sur la tête pour occulter la lumière», poursuit-elle, voire une cagoule sur la tête de l'enfant.

### « Punition par choc électrique »

Pour bien faire comprendre la méthode ABA, elle prend un autre exemple : «En analyse du comportement, il y a des procédures de punition par choc électrique. Tout le monde trouve ça scandaleux, mais c'est accepté par le gouvernement hollandais sous certaines procédures pour des troubles sévères et en derniers recours. Ce qu'on appelle "choc électrique", on le présente en formation en faisant sucer une pile de 9 volts : ça picote la langue. Mais ça suffit à changer un comportement, je l'ai vu en Hollande, et l'efficacité en est démontrée depuis les années 50. La personne au comportement inapproprié (là, explique-t-elle, une femme qui se tapait violemment le menton) porte en permanence à la taille une ceinture reliée à un émetteur placé sur sa cuisse.» A distance, «l'éducateur actionne le dispositif grâce à sa télécommande dès qu'elle émet le comportement. Ça produit

effectivement un choc. Mais l'important est de voir que cette personne, qui ne pouvait plus rien faire, a diminué son comportement et a pu faire autre chose. On a des cas d'adulte qui ont acquis davantage d'autonomie avec ça. Cette punition-là, elle est efficace si le comportement diminue rapidement, sinon, ce n'est pas une bonne punition. Donc si ça ne diminue pas, on arrête, on va pas mettre du 80 volts ! Mais en France, dès qu'on parle de ça, on pense à Vol au-dessus d'un nid de coucou...», le film de Milos Forman. Les inspecteurs mandatés par l'Agence régionale de santé du Nord-Pas-de-Calais n'ont pas recueilli ce type d'explication. Ils ont simplement examiné les faits relatés par la plainte de Fernando Ramos. Toutefois, leur enquête auprès du personnel confirme que « les hématomes (constatés sur les bras de la fillette) sont consécutifs aux blocages exercés par l'éducateur » et que des temps de time-out, solution pourtant dite « extrême », ont bien été mis en place.

Ils constatent aussi que le père de l'enfant n'a pas signé le programme «diminuer les comportements inadaptés» et que rien ne précise dans les comptes-rendus de réunion dans quelles conditions s'est effectué le time out. Enfin, ils notent que la pratique a continué même après que le père, qui nous raconte en avoir appris l'existence par une éducatrice, en a demandé l'arrêt. «Tous ces manquements sont constitutifs de facteurs de risque de maltraitance», concluent les inspecteurs.

CONCLUSION
L'inspection visait à examiner la qualité de la prise en charge des enfants et des jeunes accueillis au SACS, à travers l'analyse de l'organisation et du fonctionnement du service.
Les investigations menées par l'équipe d'inspection mettent en évidence des défaillances dans l'organisation et le fonctionnement du SACS, affectant la prise en charge des enfants et constituant, pour certains, des facteurs de risque de maltraitance, notamment :
<ul style="list-style-type: none"><li>• insuffisance dans la circulation de l'information, y compris en direction des parents ;</li><li>• insuffisance de contrôle de l'organisation du travail et des tâches répétitives ;</li><li>• insuffisance de supervision des pratiques professionnelles ;</li><li>• absence de formalisation des protocoles de gestion des situations d'urgence et de crise ;</li><li>• absence de partenariat avec d'autres structures ou professionnels de santé ;</li><li>• absence de démarche de prévention et de lutte contre la maltraitance.</li></ul>
Ces dysfonctionnements constituent des facteurs de risque de maltraitance susceptibles d'avoir des répercussions sur les enfants accueillis, ainsi qu'en atteste l'analyse des pièces relatives à la prise en charge de la fille cadette de M. R.

A l'évocation d'une plainte d'un parent, Vinca Rivière balaie les accusations : «Des parents en colère, je peux vous dire que, malheureusement, c'est courant... On voit bien la douleur des parents. Mais quand on dit que l'on a 50 % de résultats, on répète qu'on ne fait pas du 100 %. Maintenant, il y a aussi les problèmes sociaux, les parents qui divorcent... Ça

a aussi des conséquences, mais comment aider ? On n'a pas forcément les moyens. Mais nos intervenants, ils sont tout le temps supervisés, ils savent utiliser la punition.»

L'encadrement, la formation. C'est pourtant là aussi que le bât blesse.

### Un fonctionnement en vase clos

Lors d'une réunion des délégués du personnel, en avril 2011, les éducateurs et les intervenants font part de « leur impression d'être délaissés » et « l'ensemble des salariés constate qu'il y a un manque de supervision ».

Selon les conclusions de l'inspection, « les éducateurs et intervenants nouvellement embauchés bénéficient de deux jours de formation théorique » puis de trois jours d'observation, suivis trois à quatre semaines plus tard d'une formation de deux jours. Sur le papier. Car dans les faits, cette seconde formation « n'a pas été instaurée ».

En outre, certains parents se plaignent, en conseil de la vie sociale, qu'un turn-over important perturbe la prise en charge. En effet, depuis l'ouverture du centre, presque la moitié du personnel intervenant auprès des enfants a démissionné et « les arrêts maladie sont journaliers », constatent les inspecteurs au vu des registres de 2010 et 2011. Vinca Rivière rétorque que « dans les structures expérimentales, le turn-over est toujours important. Car l'exigence n'est pas la même que dans les autres structures. (...) Ici, pour assurer la supervision, on demande à chacun de se filmer. Chaque enfant a un caméscope avec lui, et les éducateurs doivent se filmer pour évaluer leur travail et son efficacité sur l'enfant. Alors certes, quand on met une caméra, au début ça fait drôle, mais c'est pour vérifier que les procédures sont bien utilisées. »

Les parents se plaignent aussi de ne pas être informés que des stagiaires interviennent auprès de leurs enfants. Fernando Ramos lui a compté dix-sept intervenants en un an auprès de sa fille. «Ceci est ce qui ressortait des plannings, mais ceux-ci n'étant pas fiables, elle

*en a eu beaucoup plus, écrit-il dans sa plainte. Sans compter les stagiaires qui venaient sans l'accord des parents faire des expérimentations sur les enfants, sans aucun contrôle de la direction, les parents n'ont jamais les résultats de tout ça, nos enfants servent de cobayes.»*

Assurant proposer pour chaque enfant, à raison d'au moins 30 heures par semaine, la présence constante « d'un, deux, trois, voire quatre adultes dans un cas très difficile », ce centre a naturellement besoin de beaucoup de personnel. Alors durant toute l'année scolaire, des stagiaires en Master 2 "Psychologie spécialité analyse expérimentale appliquée au comportement" de l'université de Lille 3 «assurent des missions d'intervention auprès des enfants et des tâches propres au psychologue», notent les inspecteurs.

Car ce centre entretient des liens très étroits avec l'université de Lille 3 : dans cette université, Vinca Rivière est responsable d'une part du master "Analyse expérimentale et appliquée du comportement" et d'autre part du diplôme universitaire (DU) "Analyse du comportement appliqué aux troubles du développement et du comportement". Elle espère de plus obtenir le 6 avril prochain, à l'issue d'un conseil d'administration de l'université, l'ouverture d'une licence professionnelle. «C'est le ministre de l'enseignement supérieur qui l'a demandée», précise-t-elle, reconnaissant que «ce n'est pas la voie normale» pour obtenir la création d'une licence pro, et que le ministère, s'il peut tout à fait suggérer la création d'un diplôme, est dans ce cas passé outre les réserves d'universitaires locaux.

Au moment de l'inspection de l'ARS, tous les psychologues travaillant au centre Camus étaient titulaires du Master 2 et avaient réalisé leurs stages au sein de l'association Pas-à-Pas, et notamment au centre Camus. C'est le cas du directeur adjoint, Olivier Cartigny, beau-fils de Vinca Rivière, nommé à ce poste en janvier 2010 après avoir travaillé au centre Camus comme intervenant durant ses études.

De plus, la majorité des crédits de la formation des éducateurs et intervenants du centre est utilisée pour l'inscription au DU. Enfin, pour ce qui est de la supervision des professionnels du centre Camus, elle est assurée par l'université de Lille 3 en la personne de la trésorière de l'association Pas-à-Pas, Vinca Rivière. Bref, un système en vase clos qui fait dire aux inspecteurs que «les professionnels ne disposent pas d'un recours externe pour exprimer les difficultés rencontrées dans l'exercice de leur fonction » et qu'il est nécessaire d'organiser une supervision externe afin que chacun puisse s'exprimer librement, « hors du cadre hiérarchique ».

### **80 000 euros par enfant et par an**

Mais l'ouverture n'est pas le fort de cette structure. Ici, aucune pluridisciplinarité dans la prise en charge des enfants, contrairement aux recommandations de la Haute autorité de santé. Pas de partenariat non plus avec des structures extérieures, alors que comme le rappelait déjà une première rencontre avec les agents de l'ARS en début 2011, la loi oblige les structures expérimentales à passer des conventions avec d'autres professionnels de santé.

Mais devant le souhait de parents de voir intervenir kinésithérapeute, orthophoniste, ergothérapeute, et autres enseignants de français ou mathématiques, Vinca Rivière rétorque qu'«ici, c'est l'ABA et rien d'autre». Et tant pis si la Haute autorité de santé recommande aux parents d'être «vigilants vis-à-vis des méthodes exigeant une exclusivité de traitement».

En cette fin mars 2012, à Villeneuve-d'Ascq, elle s'en explique : «Il y a les parents qui veulent faire ça, ça et ça... mais ce n'est pas possible, ce n'est pas dans le protocole scientifique et ça peut avoir des conséquences sur la mise en place du traitement. On ne fera pas entrer dans le centre des professionnels qui n'ont pas de connaissance en analyse du comportement.» Si elle reconnaît, qu'à l'étranger, les centres accueillent, par exemple, des orthophonistes, elle précise

que « nous, en France, on ne les prend pas parce qu'ils n'ont pas la même approche scientifique que nous. On veut que les orthophonistes partent dans notre formation à l'université. La base, c'est notre formation.»

A regarder l'organigramme, le centre Camus a pourtant bien un médecin : c'est la sœur de Vinca Rivière, qui y officie trois heures par semaine et s'assure que « les vaccins sont bien à jour », que l'enfant dort bien, grandit bien..., «un suivi somatique tel qu'on peut le faire pour n'importe quel enfant».

Pourtant le centre, dont les locaux sont gracieusement mis à disposition par la ville de Villeneuve-d'Ascq, est financièrement très bien doté. Ici, le budget de fonctionnement alloué par le ministère de la santé s'élève à plus de 80 000 euros par enfant et par an. A titre de comparaison, non loin de là, un Itep (Institut thérapeutique éducatif et pédagogique) accueillant 35 enfants majoritairement autistes fonctionne lui avec quelque 45 000 euros par enfant et par an.

«Notre prix, c'est le prix de l'efficacité», rétorque Vinca Rivière, qui assure qu'avec sa méthode «50 % des enfants qui seront pris avant l'âge de 4 ans n'auront plus besoin de suivi au bout de 2 ou 3 ans». L'an passé, au centre de Villeneuve-d'Ascq, on ne comptait que quatre enfants dans le groupe des 3-6 ans, et aucun dans le groupe de 0-3 ans. De plus, en vertu d'une procédure «dérogatoire» exceptionnelle, l'admission des enfants se fait sur dossier sélectionné par le centre lui-même, la Maison départementale des personnes handicapées ne pouvant s'opposer à ses choix. Enfin, «le gros souci pour pouvoir voir l'efficacité» selon Vinca Rivière, c'est qu'il faut connaître «les techniques d'observation du traitement comportemental». Autrement dit, à ses yeux, seuls les professionnels formés à sa méthode sont aptes à juger de ses résultats.

Pas de chance pour la fille de Fernando Ramos. Elle avait 21 mois quand elle rencontra pour la première fois les psychologues de l'association Pas-à-Pas.

Aujourd'hui, estime son papa, *«elle est dans une impasse»* : retourné vivre en Auvergne, il n'a jamais eu connaissance du devenir de sa fille. Et n'a pas non plus trouvé de structure qui lui convienne pour accueillir sa fille. Il veille donc seul à ses apprentissages et à la modification de son comportement.

Et l'agence régionale de santé confirme que l'autorisation du centre Camus sera renouvelée.

## Un patron de bar agressé par un responsable FN et ses militants

PAR MARINE TURCHI  
LE MARDI 3 AVRIL 2012

Des militants du Front national, dont le secrétaire départemental du FN de la Haute-Vienne, ont été interpellés par la police dans la nuit de dimanche à lundi, après une violente agression dans un bar de Limoges, comme l'a révélé mardi le site local **lepopulaire.fr**. Ils sont poursuivis pour violences volontaires aggravées.

Dimanche 1er avril. Vincent Gérard, le patron départemental du FN, organise une réunion avec des militants frontistes dans une salle communale, à Limoges (Haute-Vienne). L'occasion aussi pour cette figure locale du FN - candidat aux élections régionales de 2010 et aux cantonales de 2011, **pressenti** pour être candidat aux législatives de 2012 -, de fêter les 20 ans de la création de son entreprise d'électricité, basée dans le nord du département.

Le début de soirée est arrosé. Peu avant minuit, quatre d'entre eux font irruption au «Duc Etienne», un bar dans le centre-ville historique de Limoges. Au comptoir, quelques jeunes habitués. A une table, une équipe de trentenaires termine ses verres après la fin du tournage d'un court métrage.



*«Je ne les avais jamais vus (les militants du FN - Ndlr). Ils se sont dirigés vers l'équipe de tournage. Ils ont crié "communistes de merde", "gaucho de merde", "on va tous vous exterminer", des choses comme cela. L'un avait une batte de baseball. Ils portaient tous un pin's avec la flamme du FN. Ils voulaient casser du communiste»,* rapporte à Mediapart le gérant du bar, Franck Biscarrat. Un client appelle la police. Le militant avec la batte est placé en cellule de dégrisement. Il écope d'un rappel à la loi pour port d'armes et d'une contravention pour «ivresse publique et manifeste». *«Vous êtes des petits flics de merde, et ça va pas se passer comme ça, nous on fait de la politique»,* aurait lancé l'un de ses camarades en sortant sa carte du Front national, selon le patron du bar.

Les trois individus s'en vont. Le patron du bar et son employé rangent le bar pour la fermeture. Mais trois quarts d'heure plus tard, ils reviennent. Cette fois avec une matraque télescopique et un couteau. *«Ils sont revenus en courant, mon serveur rangeait la terrasse, il s'est échappé. Je me suis mis à l'entrée du bar pour bloquer l'entrée. L'un a essayé de me mettre des coups de couteau dans le ventre. Je me suis pris un coup de matraque, raconte Franck Biscarrat. Mon serveur est revenu, on s'est enfermés dans le bar. Je n'avais jamais vu cela de ma vie!»,* explique-t-il. Une version confirmée à Mediapart par la police.

Les trois individus sont rattrapés dans la rue par la police. Ils passent la nuit en garde à vue. L'un est mis hors de cause. Les deux autres sont convoqués le 19 juillet devant le tribunal correctionnel de Limoges. Vincent Gérard pour «violence sous la menace d'une arme et port d'arme», son camarade pour «violence avec arme et port d'arme». Le gérant, dont le nez a été cassé, bénéficie d'une incapacité temporaire de travail (ITT) de six jours.

Le bar est connu pour être historiquement *«de tendance gauche»*, explique à Mediapart un journaliste de la presse locale. Plusieurs altercations ont déjà eu lieu entre red skins et skinheads.

Mais pas des rixes telles que celle-ci. *«C'est un bar de quartier, il y a de tout, des jeunes, des musiciens, des habitants du quartier»,* raconte le gérant, qui assure qu'il n'avait jamais vu ces militants frontistes auparavant. Il apprendra le lendemain que l'homme au couteau était Vincent Gérard, qui devait porter les couleurs du FN aux législatives de juin. *«Ils avaient deux grammes, ils ont picolé pour se donner le courage de venir faire ce qu'ils ont fait»,* explique le gérant.

Contacté par Mediapart mardi après-midi, Vincent Gérard ne cache pas son embarras: *«C'est un incident mineur, banal. Il n'y a rien à dire, c'est banal»,* répète-t-il, évoquant *«un petit accrochage entre des gens de chez eux et des gens de chez nous»*. La nuit en garde à vue et les poursuites? *«C'est normal, c'est la procédure»*. Le responsable frontiste estime surtout qu'il *«était au mauvais endroit, au mauvais moment»*. *«Je ne connaissais pas ce bar. Je n'ai porté aucun coup. Si j'avais su que j'allais me retrouver dans une rixe... Je le regrette, j'ai dit que j'étais désolé»,* explique-t-il. *«On est allés boire une bière. Vous savez, c'est le truc bête, vous allez boire un dernier verre...»*. Une explication qui ne convainc pas le gérant du bar: *«Quand vous allez boire un verre, vous prenez votre bate de baseball, vous?»*.

Un lien avec le meeting de Jean-Luc Mélenchon, le 4 avril, à Limoges? *«Je ne mettrai pas le côté politique en avant dans cette histoire»,* insiste Vincent Gérard. Il reconnaît qu'il avait *«fait une réunion dans l'après-midi»*, mais affirme qu'il n'y avait qu'un militant frontiste avec lui dans le bar. Ils étaient pourtant tous les quatre frontistes, selon le gérant et un membre de la police. Vincent Gérard dit militer au FN *«depuis cinq ans»*. A Nations presse, le site d'extrême droite, il précisait **en décembre dernier** militer *«depuis trente ans»*. Il abrège la conversation: *«Je ne tiens pas à m'expliquer sur le sujet. C'est malheureux»*.

Sollicité par Mediapart, Alain Vizier, directeur de communication du FN, ne répond pas: *«Un candidat aux*



législatives? Moi je m'occupe de la présidentielle déjà!», réplique-t-il, avant de renvoyer la balle au secrétariat général. Steeve Briois, secrétaire général du FN, n'a pas retourné notre appel (lire notre «Boîte noire»).

«Je comptais être candidat aux législatives sur la première circonscription, nous verrons si cela est toujours possible», a confié Vincent Gérard au site **lepopulaire.fr**.

## Flashball : à Nantes, la police éborgne, la justice relaxe

PAR CARINE FOUTEAU  
LE MARDI 3 AVRIL 2012

Cagoulé, protégé par sa tenue de service, le policier muni d'un LBD 40x46, sorte de flashball nouvelle génération, a visé un manifestant et tiré. Il l'a blessé au point de lui faire perdre à tout jamais la vue d'un œil. Au moment des faits, le 27 novembre 2007, lors d'une mobilisation contre la loi sur les universités, la victime était mineure. Des grilles métalliques la séparaient du tireur.

Après deux jours d'audience début mars, le tribunal correctionnel de Nantes a prononcé, mardi 3 avril 2012, la relaxe du policier mis en cause, Mathieu Léglise. Il a reconnu que le prévenu était à l'origine du tir, ce que ce dernier a nié le temps du procès, mais ne lui a infligé aucune sanction.

Pour justifier son verdict, le tribunal a mis en avant le fait que le policier « n'a pas de formation approfondie en matière juridique », qu'en ce qui concerne l'arme, il « a suivi une formation d'à peine une journée » et qu'« il (lui) a été enseigné que, dès lors qu'il y a jet de projectiles, les conditions de la légitime défense sont nécessairement réunies ».

Selon le tribunal, l'enjeu n'est donc pas de savoir si des projectiles ont bel et bien été lancés, si oui, de quel type, et si cela autorisait en retour l'usage de cette arme en expérimentation. « Il n'y a pas lieu de s'intéresser de manière différenciée

à la question de la proportionnalité de la riposte à la menace ni à celle de la nécessité de l'usage de l'arme », assure le jugement (**le lire dans son intégralité**).

Suivant le réquisitoire du parquet, il a fait valoir que la responsabilité pénale du brigadier ne peut être engagée dans la mesure où il a exécuté un ordre qui n'était pas « manifestement illégal ». Selon **l'article 122-4 du Code pénal**, « n'est pas pénalement responsable la personne qui accomplit un acte commandé par l'autorité légitime, sauf si cet acte est manifestement illégal ».

### «C'est un permis de crever les yeux»

Au cours de l'audience (**lire notre article**), le représentant du ministère public, Yann Richard, tout à sa volonté de couvrir la hiérarchie, avait applaudi le « courage » du commissaire qui « a revendiqué la décision du tir » et ramené le fonctionnaire de police à un simple exécutant : « Monsieur Léglise est un gardien de la paix. Il est là pour exécuter, pour aller au contact. Comment aurait-il pu dire que l'acte était illégal alors que toute sa hiérarchie dit le contraire ? »

L'avocat du policier, Laurent-Franck Liénard, avait même veillé à rabaisser intellectuellement son client en le décrivant comme ne maîtrisant pas les notions juridiques au centre du procès pour lui dénier toute responsabilité.

Catherine Glon, l'avocate du plaignant, Pierre Douillard, et de sa famille, avait, elle, montré que sans riposte « nécessaire et proportionnée », l'usage de l'arme était injustifiable. Ou alors, avait-elle demandé, « est-ce l'autorisation de tirer n'importe où et n'importe comment ? »

« C'est un permis de crever les yeux », résume l'avocate à l'issue du verdict. « Cette décision est extrêmement problématique dans un État démocratique », ajoute Pierre-Yves Launay, qui représentait l'accusation, ce mardi, au tribunal correctionnel de Nantes.

« Nous sommes face à un policier équipé d'une arme très dangereuse, insiste-t-il, mais la justice l'excuse au motif qu'il n'a pas été suffisamment formé et malin pour en faire un usage normal et légal. C'est comme donner un pistolet à un enfant. » « C'est très inquiétant, poursuit-il, car cela autorise les policiers à faire usage de leurs armes en toute impunité. »

Dans un communiqué (le lire sous l'onglet Prolonger), les parents de Pierre déconstruisent ce jugement « quatre fois paradoxal ». « Cette relaxe est une triste nouvelle, car l'impunité profite à une personnalité de récidiviste qui a reconnu avoir tiré à neuf reprises (...) sur une foule de fêtards en septembre 2007, avant de mutiler Pierre », indiquent-ils.

À propos du policier : « S'il est si bête (ce que nous ne croyons pas), la conclusion logique n'aurait-elle pas été de lui retirer son port d'armes létales ? », s'interrogent-ils.

Leur bataille, que le tribunal avait saluée à l'audience, ne se termine pas là pour autant. Aussitôt, ils ont annoncé leur intention de se tourner vers la justice administrative afin de mettre en cause la hiérarchie policière, ainsi que vers la Cour européenne des droits de l'homme.

Une des premières en la matière, cette décision est déterminante, puisqu'elle risque de servir de référence dans des procès à venir. Or les victimes du flashball, sous quelque forme que ce soit, sont nombreuses, de même que les victimes des violences policières en général.

## Plate-forme d'Elgin : Total aurait pu anticiper l'accident

PAR MICHEL DE PRACONTAL

LE MARDI 3 AVRIL 2012



La fuite de gaz se poursuit, mardi 3 avril, à la plate-forme d'Elgin, exploitée par Total en mer du Nord britannique, à environ 240 km à l'est d'Aberdeen. Depuis le 25 mars, une quantité de gaz, estimée par Total à environ 200.000 mètres cubes de gaz par jour, s'échappe du puits et forme un nuage autour de la plate-forme, principalement constitué de méthane. La société pétrolière « *prépare activement les opérations* » destinées à arrêter la fuite, mais est incapable d'indiquer un calendrier précis de ces opérations. Selon le service de communication de Total, interrogé par Mediapart, elles devraient débiter « *dès que les conditions de sécurité seront réunies et que Total sera autorisé à intervenir par la HSE, la Health and Safety Executive* (Autorité de sûreté britannique – ndlr) ».

Mediapart n'a pu obtenir de réponse précise à la question de savoir quelles conditions de sécurité devaient être remplies ni quels risques exacts impliquaient les opérations prévues par Total. La compagnie envisage deux approches. La première consiste à tenter de bloquer la fuite en injectant de la boue lourde dans le puits, à partir d'une barge flottante. Cela suppose d'envoyer une équipe sur la plate-forme, qui a été évacuée le 25 mars. Le danger d'explosion est moins menaçant depuis que la torchère de la plate-forme s'est éteinte spontanément, le 31 mars. Mais il est clair que l'accès à l'installation n'est à ce jour pas sécurisé. Si l'opération réussit, elle pourrait stopper la fuite en une semaine environ.

L'autre approche, moins risquée, demande un délai beaucoup plus long, qui pourrait atteindre six mois, et coûterait une somme de l'ordre de 3 milliards de dollars (2,25 milliards d'euros). Il s'agit de forer deux

puits de secours afin de canaliser la fuite. Total ne privilégie pas l'une des deux stratégies, mais souhaite les exécuter toutes les deux en parallèle, afin de perdre le moins de temps possible. Il est vrai que selon les propres estimations de la compagnie, l'accident coûte à Total de l'ordre de 2,5 millions de dollars par jour (1,9 million d'euros). Sans compter le coût pour l'environnement, inconnu à ce jour, même si l'on peut présumer que l'accident d'Elgin sera de moindre ampleur que celui qui a frappé en 2010 la plate-forme Deepwater Horizon de BP, dans le Golfe du Mexique.

Le 2 avril, l'association Greenpeace a envoyé un bateau à 3,7 kilomètres de la plate-forme d'Elgin, afin de prélever des échantillons d'air et d'eau de mer. Les résultats des analyses seront connus dans une dizaine de jours. Les membres de Greenpeace présents à bord du *Koenigin Juliana* ont constaté la présence d'une nappe d'hydrocarbures à la surface de l'eau, mais son importance exacte reste à déterminer.

Au-delà de son impact environnemental, l'accident soulève une série de questions auxquelles Total n'a donné que des réponses très incomplètes. D'abord, d'où provient la fuite ? D'après les explications de la compagnie pétrolière, le gaz s'échappe d'un puits qui a été percé en 1997 et qui est fermé depuis environ un an. De plus, le gaz ne viendrait pas du gisement exploité par Total, qui se trouve à 5 500 mètres de profondeur, mais d'une couche de roches située à 4 000 mètres. Du gaz piégé dans cette formation rocheuse aurait migré vers le puits, pour s'échapper par la tête du puits, au niveau de la plate-forme.

Qu'est-ce qui a déclenché ce phénomène de migration ? Quelle quantité de gaz peut s'échapper par le puits ? Total est incapable d'expliquer ce scénario qui ne s'est jamais produit auparavant. C'est du moins ce qu'affirme son service de communication. Pourtant, comme on le verra plus loin, il semble que la société pétrolière en sache plus qu'elle ne veut bien le dire.

## « Clairement, les choses ne se sont pas passées comme ils nous l'avaient dit »

Une autre interrogation porte sur la manière dont Total a géré cette crise qui a commencé il y a plus d'un mois. C'est en effet le 25 février que les agents travaillant sur la plate-forme ont constaté des anomalies de température et de pression dans les « annulaires », les espaces entre les tubages qui constituent l'architecture du puits. À la suite de cette observation, il a été décidé de « tuer » le puits, autrement dit de le boucher en injectant de la boue.

Mais l'opération a échoué. Selon un **employé de l'équipe de maintenance cité par *Le Monde***, un violent bruit d'explosion a retenti sur la plate-forme le dimanche, à 12 h 20, suivi d'une fuite de liquide noirâtre puis de gaz. Et cela, alors que les responsables de Total affirmaient le matin même que si du gaz s'échappait, il ne remonterait pas jusqu'à la surface, mais s'évacuerait par une faille située à 1 000 mètres de profondeur.

« *Ils ont voulu nous rassurer ; clairement, les choses ne se sont pas passées comme ils nous l'avaient dit* », affirme l'interlocuteur du *Monde*. Selon Jake Molloy, chef de la section pétrole et gaz offshore du syndicat RMT (Rail, Maritime and Transport), Total a sous-estimé le problème et n'a pas tenu compte des avertissements de ses employés. « *Les travailleurs se sont vu répéter qu'un défaut dans l'annulaire C (l'espace autour du tubage) ne pouvait pas se produire, et que même si cela arrivait, la conception du puits empêcherait qu'il y ait une fuite de gaz* », a **déclaré Molloy à l'agence Reuters, le 30 mars**.

Il semble donc que Total n'ait pas pris la mesure de la situation fin février. Or, ce manque de clairvoyance est d'autant plus surprenant que la compagnie pétrolière était apparemment avertie des difficultés particulières de ce type de forage. Le gisement de gaz d'Elgin-Franklin se caractérise en effet par des conditions de température et de pression très élevées (près de 200°C et 1100 bars). Des

conditions extrêmes qui rendent l'activité de forage très complexe et soumise à de nombreuses incertitudes.

Ces difficultés ont été décrites dans un **article paru en octobre 2011** dans le *Journal of Petroleum Technology* et signé d'un des spécialistes du forage chez Total, Jean-Louis Bergerot. Dès les premières lignes, l'auteur souligne que ce type de forage "HP/HT", autrement dit à haute pression et haute température, « *reste un défi, malgré des années d'expérience* ». Il explique que sur un site comme Elgin, les puits sont exposés « *à de multiples menaces* », notamment le sable qui érode les équipements. D'autres phénomènes provoquent des déformations des puits.

Selon Bergerot, des mesures ont montré que la plupart des « liners » en production du site d'Elgin ont perdu jusqu'à 60 % de leur diamètre intérieur ! Et ces déformations s'aggravent avec le temps, le contour du puits prenant une forme plus ou moins sinusoïdale au lieu de rester cylindrique.

Selon l'**hebdomadaire britannique New Scientist**, qui cite l'article de Bergerot, ces déformations résultent probablement de l'activité d'extraction du gaz : « *La baisse de pression due à l'extraction du gaz déforme les couches calcaires au-dessus. Comme les puits doivent traverser ces couches calcaires pour atteindre le gisements en-dessous, ils sont eux aussi déformés.* »

La fuite actuelle peut aussi résulter du même enchaînement causal : on sait en effet que la source du gaz qui s'échappe est une poche de méthane piégée dans une couche calcaire au-dessus du gisement. On ne peut exclure que ce soient les déformations de la couche calcaire qui aient conduit le méthane à migrer dans le puits fuyard, lequel avait été fermé il y a un an, et scellé en profondeur (un schéma des couches géologiques concernées figure dans le **document de Total visible ici**).

En d'autres termes, il est possible que l'accident en cours soit une conséquence inévitable de ce type de forage gazier "HP/HT", selon des mécanismes que la

firme Total avait elle-même analysés. La demande de gaz naturel a augmenté régulièrement au cours des trois dernières décennies, et la production mondiale a plus que doublé pendant cette période. Cela explique que les producteurs comme Total se soient mis à puiser dans des réserves de plus en plus difficilement accessibles. Mais cette escalade a ses limites, comme le démontre l'accident d'Elgin.

## En primaire, «on bricole comme on peut»

PAR LUCIE DELAPORTE  
LE MARDI 3 AVRIL 2012

Cadre bucolique, potager attenant, l'école primaire de Bois-le-Roi, petit hameau de l'Eure, accueille six classes dans des conditions à première vue idéales. Si contrairement à bon nombre d'écoles du premier degré, rurales en particulier, cette école n'a pas été touchée par les récentes vagues de fermetures de classes, c'est uniquement parce que ses effectifs explosent. Ce village, comme ceux alentour, situé en pleine forêt mais à une heure et demie de Paris, est de plus en plus prisé par des jeunes couples qui ne parviennent plus à se loger en Ile-de-France. Ici, le foncier est plus abordable et ils peuvent s'offrir le rêve de la maison individuelle. Les demandes de scolarisation dans cette école en regroupement de communes avec le village voisin n'ont cessé d'augmenter ces dernières années. Résultat, comme les moyens ne suivent pas, l'école déborde...



«*On bricole comme on peut !*» résume Mélodie Riou, institutrice de 34 ans, originaire de Toulouse. Cela fait trois ans qu'une classe a cours dans un préfabriqué faute de disposer de suffisamment de

salles. «*C'est du provisoire qui dure*», souffle une collègue en salle des profs. Comme le dortoir était devenu trop petit, la salle de motricité a été transformée en dortoir depuis la dernière rentrée. Pour la cantine, idem. La salle des fêtes du village, à quelques rues de l'école, accueille à midi 70 enfants. Un système D qui repose aussi sur l'implication de l'équipe.

«*J'ai même eu une classe de 36 élèves !*» précise cette institutrice qui sait très bien qu'avec un tel effectif, la qualité de l'enseignement n'est plus garantie. Alors que tous les experts s'accordent à dire que le niveau primaire est fondamental dans la scolarité, la France est l'un des pays qui y investit le moins. A l'arrivée au collège, près de 20 % des élèves ont des difficultés importantes en français et en maths, et pour beaucoup leur destin scolaire est déjà scellé. La situation que décrit aujourd'hui la jeune femme n'a rien d'exceptionnel. D'ailleurs, il y a encore quatre ans, lorsqu'elle travaillait dans une école de deux classes, elle avait déjà écopé d'une classe de 35 élèves de primaire sur trois niveaux. Là encore, difficile de s'occuper convenablement de tous les élèves.

Tout ne résulte d'ailleurs pas du coup de froid budgétaire sur l'éducation depuis 2007, précise néanmoins Mélodie Riou, qui enseigne en primaire depuis plus de dix ans : «*C'est aussi le choix politique des communes qui accordent des permis de construire sans toujours regarder si et comment l'école peut suivre. Il n'y a pas d'anticipation, elles font dans l'urgence.*» Dans cette petite commune rurale, les besoins qui incombent à l'école sont devenus très importants. «*Nous avons pas mal de parents qui travaillent dans la banlieue parisienne. Ils déposent leurs enfants à 7 heures et viennent les chercher à 19 heures.*» Assurer convenablement l'encadrement des enfants, dans ce contexte de pénurie, n'est pas toujours évident, admet-elle.



## « Des choses qui auraient été inimaginables il y a quelques années »

Cette campagne électorale donne lieu néanmoins à une satisfaction : *« Pour une fois, l'école est dans le débat. Cela dit, je trouve quand même dommage que cela tourne plus autour de la question du travail des enseignants – on ne travaillerait pas suffisamment – que sur la question des moyens qu'on veut bien mettre pour l'école. »* Les Rased, ces enseignants spécialisés en difficulté scolaire, tout comme les psychologues scolaires, ont été laminés depuis cinq ans, considérés comme un poste d'économie d'autant plus appréciable qu'il n'est pas immédiatement visible par les parents...

Mélanie Riou, qui se dit très attachée à son métier, décrit pourtant une école primaire qui jongle pour assurer parfois le strict minimum. *« J'ai un élève qui attend depuis un an une place en CLIS (classe d'intégration scolaire pour les élèves handicapés). On s'arrange comme on peut pour le faire progresser. »* Derrière le discours de la rue de Grenelle assurant sur tous les tons que la question des moyens était secondaire dans l'éducation, les économies drastiques depuis cinq ans ont pourtant bel et bien grippé la machine : *« On nous a par exemple alloué des heures d'AVS (assistant(e) vie scolaire), parce qu'il y avait un besoin, mais après cela il n'y a pas eu de recrutement faute d'argent. »*

Comme bon nombre de ces collègues, ce qui la blesse le plus, c'est l'image des enseignants dans la société. *« Aujourd'hui on entend des choses pas bien plaisantes », assure-t-elle. « Dans ma profession, j'ai très rarement été confrontée à de la paresse. J'ai toujours vu des gens très impliqués au contraire, qui ne comptent pas leurs heures. »* Les instituteurs n'hésitent d'ailleurs pas à prendre sur leur propre budget pour faire fonctionner l'école. *« Un tiers des livres qui sont dans la classe viennent de chez moi. Ça, c'est mon ordinateur personnel », pointe-t-elle d'un geste, en expliquant que cet*

investissement personnel passe aussi par des petits riens : *« C'est le 10<sup>e</sup> tube de colle que j'achète avec mes sous ! »*



Selon elle, cette défiance envers le monde enseignant est entretenue par un certain discours politique. *« L'instit qui fait ses heures et s'en va, je n'ai jamais vu ça. Quand j'entends Sarkozy dire qu'il donnera une prime à ceux qui font plus que leur temps de service, cela me fait sourire. Nous, on est bien au-delà. En plus lorsque j'ai demandé à rester dans ma classe pour pouvoir travailler en dehors des heures de cours, cela m'a été refusé par le maire pour un problème de responsabilité civile », souligne-t-elle.*

Loin des discours, le quotidien que raconte Mélanie Riou est celui d'une école qui peine à joindre les deux bouts et demande toujours plus à ses enseignants. *« Pour la formation, nous sommes convoqués à Evreux. Les frais de déplacements, c'est pour nous. Comme on a râté, ils ont répondu que ce serait facultatif ! L'inspection académique a décidé qu'elle ne serait pas obligatoire mais fortement conseillée. C'est quand même bizarre », s'agace-t-elle avant de résumer : « Ces dernières années, on bricole sans arrêt. »* A l'entendre, la dégradation s'est vraiment fait ressentir ces trois dernières années. *« Comme il n'y a pas de psychologue scolaire, une famille a été contrainte de déboursier trois cents euros pour avoir une expertise, un bilan psychologique, pour que leur enfant ait la chance de pouvoir redoubler ! Ce sont des choses qui auraient été inimaginables il y a quelques années. »*

## Dans l'éducation, les choses se dégradent trop rapidement

Proche du syndicat Snuipp-FSU, elle explique ne plus participer aux mouvements de grève d'une journée qui, selon elle, *« ne servent à rien »*, mais espère plutôt en un nouveau regard de la classe politique sur les enseignants : *« Ce qu'on attend, c'est d'être reconsidérés dans notre travail. Que cesse la méfiance permanente à notre endroit comme ces vaines polémiques sur les méthodes d'apprentissage de la lecture qui font », explique-t-elle, que les enseignants se sentent parfois « surveillés, épiés dans leur travail »...*

Quand on pâtit d'une pénurie de moyens, les sorties médiatiques du ministre de l'éducation proposant telle ou telle mesure déconnectée des besoins réels agacent forcément. *« Bien sûr, on n'applique pas tout..., reconnaît-elle. La maxime quotidienne (petite leçon de morale prônée par Luc Chatel - NDLR), je ne la fais pas. Cela dit, je me souviens qu'une inspectrice m'avait dit : "Madame Riou, une fonctionnaire, ça fonctionne ou ça démissionne". »*

Elle se dit tout à fait prête à revenir sur la semaine de quatre jours – dont on a beaucoup dit qu'elle avait surtout profité aux maîtres d'école. Pour elle, l'emploi du temps actuel des jeunes enfants est déjà surchargé. *« Une heure de sport nous a été récemment encore rajoutée sans rien enlever par ailleurs. On est donc au-delà de l'emploi du temps. Du coup, nous sommes obligés de faire des récréations à thème, par exemple en consacrant 15 minutes aux mathématiques. »*

Si les journées des élèves de primaire devaient être raccourcies (comme le propose notamment le candidat socialiste), il faudrait toutefois, selon elle, régler le problème du financement des temps périscolaires. *« Nos communes ne pourront pas toutes payer des activités périscolaires intéressantes. Pour les écoles rurales, ce sera difficile. Affréter un car, payer du personnel pour s'occuper des enfants, cela coûte cher. »*

A quelques semaines du scrutin présidentiel, elle dit hésiter encore entre le vote de conviction et le vote utile : *«Le PS, je ne le trouve pas assez courageux sur un certain nombre de sujets. Alors qu'est-ce que ça va donner quand ils seront au pouvoir ?»* s'interroge-t-elle à voix haute avant d'ajouter : *«Mais bon, on a trop subi ce gouvernement. Dans l'éducation, les choses se dégradent trop et trop rapidement. Il faut que ça change ! Jamais on n'a ressenti un tel enjeu autour de l'école en période d'élection.»*

## Patrick Braouezec : « Sortir les quartiers de l'état d'exception »

PAR FRANÇOIS BONNET ET CARINE FOUTEAU  
LE MARDI 3 AVRIL 2012

Député de Seine-Saint-Denis, Patrick Braouezec, maire de Saint-Denis de 1991 à 2004, est de nouveau candidat, sous les couleurs du Front de gauche, aux élections législatives de 2012. *«Je repars, alors que je voulais passer la main, car nous n'avons pas su créer les conditions pour que la relève vienne de la diversité»*, indique-t-il à Mediapart.

Président de **Plaine commune**, agglomération représentant près de 400.000 habitants, cet ex-refondateur qui a quitté le PCF en 2010 soutient Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle.

Entretien à l'occasion de la publication d'un livre en forme de programme, *Mais où va la ville populaire?* aux éditions de l'Aube. Il y est question de l'avenir de la politique de la ville, des effets de la rénovation urbaine sur les quartiers

populaires et de la responsabilité de la gauche dans le manque de renouvellement des élus.



**Vous avez été pressenti en 1997 pour être ministre de la ville sous Jospin. Êtes-vous en lice en cas de victoire du candidat socialiste à l'élection présidentielle ?**

Je ne suis candidat à rien. En 1997, de nombreux articles évoquaient cette possibilité à la ville ou aux sports. Je sais que les dernières lignes droites se font dans les appareils politiques. J'évite de faire des plans sur la comète.

**Est-ce qu'un tel ministère a encore un sens au regard de plus de vingt ans d'échec de la politique de la ville à droite comme à gauche ?**

Cela a du sens, mais il faut changer la vision que l'on a de ce ministère. Il faut cesser de morceler les activités. L'une des périodes les plus favorables au développement des quartiers populaires a été celle des contrats de ville sous Simone Veil car les quartiers en difficulté n'étaient pas stigmatisés. Les subventions étaient ciblées, mais la vision était plus large. La ville doit être considérée comme un corps entier où chacune des fonctions humaines est prise en compte, du logement à l'emploi en passant par la formation.

**Le principe de politiques transversales a toujours été au centre des préoccupations des délégations interministérielles. En quoi est-ce une nouveauté ?**

Michel Delebarre (ministre de la ville de 1990 à 1992) a le premier défendu cette orientation, mais celle-ci s'est ensuite effilochée. Un secrétariat d'État sous la tutelle du ministère du logement, comme

c'est le cas depuis cinq ans, ne suffit pas. Il est indispensable qu'un ministère de la ville soit transversal. Plus que le droit à la ville, c'est le droit à la centralité qui est aujourd'hui revendiqué. Ce qui compte, c'est d'avoir dans un périmètre de 2 à 3 kilomètres l'ensemble de la gamme des activités. Cela passe par la polycentralité, avec la création de plusieurs pôles dans Paris métropole.

**Vous prônez la fin des politiques spécifiques vécues comme stigmatisantes, au profit de politiques sociales générales s'adressant à des populations plutôt qu'à des territoires. Pourquoi ?**

Je suis favorable aux politiques de droit commun, mais avec des politiques de rattrapage dans un premier temps. Le ministre de la ville doit pouvoir avoir un regard sur l'ensemble des politiques menées, il doit pouvoir alerter le gouvernement et cibler, flécher des investissements. On n'a pas forcément besoin de tout au même endroit. Les maires ne doivent pas concentrer tous les pouvoirs, l'État non plus. Il faut penser à des formules de co-pilotage.

En 1981, mon prédécesseur à la mairie de Saint-Denis (Marcelin Berthelot) m'avait demandé de quitter l'enseignement pour mettre en place les missions locales. Cela devait être une mesure transitoire. Or elles sont toujours là. De même, il faudrait supprimer petit à petit les zones franches urbaines pour sortir les quartiers de l'état d'exception dans lequel ils se trouvent. Les zones franches ont marché dans les endroits où il y avait déjà de l'activité. À Épinay, Stains et La Courneuve, les effets sont très limités.

**En tendant vers le droit commun, dans une visée égalitaire, ne renonce-t-on pas à l'égalité réelle, dans la mesure où l'on cessera de donner plus à ceux qui ont moins ?**

Aujourd'hui, on ne donne pas plus à ceux qui ont moins. On est dans un processus de rééquilibrage et de rattrapage de retard. Ceux qui ont moins ont toujours moins. Quand j'étais maire de Saint-

Denis (de 1991 à 2004), le directeur départemental de La Poste est venu se présenter. Il venait de Versailles, où il y avait sept agences postales pour 78.000 habitants. À Saint-Denis, où vivaient alors 90.000 habitants, nous n'en avions que quatre. Pour combler l'écart, nous devons prévoir des investissements publics supplémentaires, plus de postes, plus d'écoles.

Contrairement à ce que l'on pense, le département de la Seine-Saint-Denis n'est pas mieux loti que les autres. Je me souviens d'un inspecteur d'académie qui venait du fin fond de la France, où les effectifs d'enseignants n'avaient rien à avoir avec ceux de ce département. Il faut être aussi volontariste à l'égard du monde de l'entreprise privée, parfois moins d'ailleurs des chefs d'entreprise que des salariés qui ont des réticences. Cela passe par des rencontres au cours desquelles je présente la démarche, j'explique le territoire, comme je viens de le faire avec les salariés de l'école Louis-Lumière.

De la même manière, quand on a décidé d'installer le lycée Suger à Franc-Moisin, cela a créé un débat y compris au sein de la majorité municipale à Saint-Denis. On a dû convaincre les profs. Il faut briser l'idée qu'on en fait toujours plus pour des quartiers qui ont déjà beaucoup. Ce n'est pas vrai.

**Cette idée vient du fait qu'en matière de rénovation urbaine, de très gros budgets ont été engagés en direction de certains quartiers...**

Beaucoup d'argent a été dépensé. Mais pour 100 euros de bâti, seuls 5 ont été consacrés au social. À Plaine commune, on réfléchit à l'étape d'après. Pour nous, l'ANRU 2 doit mettre l'accent sur les questions socio-économiques, sur la manière de réintroduire de l'activité, comment on accompagne les associations susceptibles de faire de l'économie sociale et solidaire, comment on crée des passerelles entre les jeunes et les organismes de formation. Même les États-Unis, dans leur programme de

requalification urbaine, répartissent 70 % pour le bâti et 30 % pour le développement social.

**Les milliards d'euros consacrés à la rénovation urbaine au cours de la décennie n'ont-ils pas contribué à dépolitiser le débat en achetant le consensus ?**

Le débat politique n'a pas été occulté. On a résisté à certaines volontés du gouvernement de démolir. On n'a démoli que ce qui n'était pas récupérable en termes de requalification. La question s'est posée de manière identique avec le Stade de France : la droite vous propose des financements. Est-ce que vous refusez parce que c'est la droite ? Christian Blanc (secrétaire d'État au Grand Paris de 2008 à 2010) m'a contacté et on s'est mis d'accord sur des objectifs partagés dans le cadre d'un contrat de développement territorial. On a dit : "Banco, on y va." Quel que soit le gouvernement, je ne priverai pas le territoire et sa population d'une perspective d'espoir, de changement concret.

**Y a-t-il encore des sujets de clivage entre la droite et la gauche ? Si oui, où se logent-ils ?**

Il y en a, bien sûr. Ils se nichent dans les objectifs qu'on se fixe et la manière de procéder. Certains maires ont un but assumé de substitution : faire venir des classes moyennes en chassant les plus pauvres. Le clivage gauche-droite est là. Parfois, il traverse aussi la gauche. Le débat, que l'on retrouve à l'échelon du Grand Paris, est celui de la ville inclusive et de la ville exclusive.

**Comment faire pour éviter que la «requalification urbaine» se fasse au détriment des plus démunis par exemple à La Plaine-Saint-Denis ?**

On propose du logement social adapté aux populations concernées par des opérations de démolition d'habitat ancien pour leur permettre, si elles le souhaitent, de rester sur le territoire. On propose du relogement sur le territoire de Plaine commune. Y compris les sans-papiers ne doivent pas être chassés du territoire.

**La plupart des villes de la petite couronne encouragent le processus de gentrification qui accompagne la rénovation urbaine...**

Quand Jean-Pierre Brard (apparenté communiste) était maire de Montreuil, nous étions déjà en désaccord sur cette question. Par exemple sur les foyers de migrants : à Saint-Denis, nous avons toujours permis aux gens de rester sur place, tandis qu'à Montreuil, la municipalité avait acheté des hôtels à l'extérieur de la ville pour reloger ces personnes.

**Plaine commune, que vous présidez, a sa part de responsabilité. Vos choix stratégiques ne se lisent-ils pas dans les milliers de mètres carrés de bureaux en construction, le projet démesuré du Centre nautique ou l'installation d'un centre commercial hors de la portée des ménages à bas revenus ? Vous dites vous-même dans votre livre que ce territoire anciennement industriel va devenir la troisième place de bureaux après Paris et La Défense...**

La mutation est réelle. Mais, parallèlement, nous avons une convention avec l'État prévoyant que pour avoir les agréments de construction de bureaux, nous devons proposer tant de surfaces d'habitat. Depuis 1935, quasiment aucun logement n'avait été construit sur le territoire de La Plaine. Que ce soit près du Stade de France ou de l'Académie Fratellini, on a à la fois du logement social et de l'accession à la propriété et je vous défie de voir la différence.

On est en train de réaliser le projet urbain de La Plaine conçu au début des années 1990 où l'on retrouve toutes les fonctions humaines, effectivement avec une dominante bureaux au niveau des activités, encore qu'il ne faut pas négliger les métiers liés au cinéma, à la télé ou aux jeux numériques. Avec l'arrivée de SFR, d'Orange et de T-Systems, nous allons être le plus grand pôle européen et peut-être mondial de téléphonie, avec 12.000 à 13.000 salariés.



**Ces emplois ne correspondent pas aux qualifications des habitants sur place. Est-ce que cela ne produit pas de la frustration ?**

Imaginez-vous une seule seconde que l'on dise aux entreprises : "Venez chez nous mais licenciez vos salariés et embauchez ici" ? C'est infaisable ! Je suis réaliste ! Le travail avec les employeurs se fait en amont. Par exemple, avec SFR, on a commencé à identifier les emplois à venir, à regarder la pyramide des âges pour localiser les départs. Avec le rectorat, les organismes de formation et la région, nous travaillons sur les métiers qui vont émerger pour que les gens du cru soient en mesure, le moment venu, à l'occasion des départs en retraite, des mutations, des décès, d'entrer dans l'entreprise. Prenons une entreprise de 2.000 salariés, avec une rotation de 80 à 100 salariés par an. Si elle recrute entre 40 et 50 personnes du territoire, ce n'est pas grand-chose, mais c'est quand même 2 % de gagné chaque année. Dans vingt ans, ça se verra, enfin j'espère !

Par ailleurs, l'arrivée de ces grosses sociétés génère des emplois non qualifiés, de gardiennage, de nettoyage et de restauration. La frustration, on la gère en expliquant. Les gens ne veulent pas qu'on leur raconte d'histoires, ils comprennent. On a élaboré avec Plaine commune Promotion une charte entreprise-territoire par laquelle l'entreprise s'engage sur différentes actions, parmi lesquelles l'embauche. Les premières ont été signées en 2005. Trois ans plus tard, une soixantaine de sociétés étaient partie prenante : un peu plus de 2.000 personnes du coin avaient été embauchées. On est en train de finaliser le deuxième bilan 2008-2011 : on devrait avoisiner 2.500, voire 3.000 recrutements pour une centaine d'entreprises concernées représentant 30 % de l'emploi privé. Plaine commune compte encore 18.000 chômeurs. Mais, aujourd'hui, tout le monde connaît quelqu'un qui a réussi. Quelque chose s'enclenche.

**Essayez-vous de convaincre ces salariés du tertiaire de s'installer à proximité ?**

Environ 35 % des habitants de Plaine commune travaillent sur le territoire. En 2020, on espère atteindre 50 %. Cela passe par des opérations de logement, notamment avec le 1 %. Une entreprise d'intérim a demandé à un promoteur de construire pour ses personnels 130 logements à La Plaine. Generali a fait la même chose. Avec SFR et Veolia, on essaie aussi. Notre discours est de dire aux entreprises qu'elles ont intérêt à avoir des salariés qui mettent 20 minutes pour venir au boulot, à pied ou à vélo, plutôt que deux heures en transport en commun.

**Avec les mutations sociologiques, anticipez-vous un basculement des majorités communistes vers le PS ou EELV comme cela a été le cas à Aubervilliers et Montreuil ?**

Il n'y a plus d'électorat communiste traditionnel ouvrier. Cela fait longtemps qu'il nous a quittés. Les gens nous jugent en fonction de nos résultats sur les politiques locales. Certaines personnes viennent s'installer à Saint-Denis d'une manière militante. Des Parisiens qui étouffaient dans leur appartement sont contents de trouver ici le festival de musique avec les concerts devant la Basilique, les fêtes de quartier, des événements qui correspondent à une façon de vivre, à des valeurs opposées à celles du repli sur soi.

**Comment envisagez-vous la cohabitation entre les classes moyennes et les habitants installés de longue date ?**

Cette question se posait déjà il y a trente, quarante ou cinquante ans. Pour y répondre, je crois beaucoup en la culture au sens large, j'y inclus la fête, le sport, le partage de l'espace public.

**La politique municipale de Saint-Denis a échoué à enrayer la paupérisation de certains quartiers, par exemple au centre-ville...**

La crise est passée par là. Ce que nous vivons, beaucoup d'autres le traversent. La logique d'évitement se retrouve aussi à Paris, entre les différentes catégories socio-professionnelles.

**Constatez-vous les effets de la libéralisation de la carte scolaire ?**

Non, car il n'y a pas assez de places. Les établissements n'ont pas des capacités d'absorption infinies. Je pense néanmoins que la carte scolaire est la base de tout et qu'il faut y revenir.

**Quelle sera la pertinence de Plaine commune quand le Grand Paris sera opérationnel ? En empilant structures sur structures ne prend-on pas le risque du hors-sol démocratique ?**

La question qui se pose est celle de la gouvernance de Paris métropole ou du Grand Paris, quel que soit le nom qu'on lui donne. La disparition des départements en Ile-de-France est concevable, mais je suis hostile au rapprochement des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et de Paris, soit 7 millions d'habitants. En revanche, je suis favorable à la constitution de grandes agglomérations, de 500.000 à 600.000 habitants, avec des compétences plus vastes. Cela irait dans le sens du polycentrisme que je défends. Dans cette perspective, Plaine commune fusionnerait dans une agglomération plus vaste.

**Revenons-en à l'échelon du département. Comment expliquez-vous l'absence de maires issus de la diversité en Seine-Saint-Denis ?**

Il faut voir le chemin parcouru. Il n'y a pas de maires issus de la diversité, mais nous avons des maires adjoints, des conseillers municipaux et un conseiller général qui est vice-président du conseil général. Et puis, à Saint-Denis, il n'y a pas eu tant d'occasions : depuis 1945, il n'y a eu que quatre maires.

**Cela pose la question du renouvellement des élus et de la relève...**

C'est une question que je me pose, mais en l'absence de réponse, je me représente aux législatives. Je repars, alors que je voulais passer la main, car le parti communiste et moi-même n'avons pas su créer les conditions pour que la relève vienne de cette diversité.

## Pourquoi les taux d'abstention supérieurs à 70 % ne vous ont-ils pas davantage incité à changer la donne ?

Lors des trois dernières élections, régionale, cantonale et européenne, certains quartiers n'ont pas dépassé 20 % de participation. Les partis politiques ne sont plus du tout adaptés à l'évolution de la société. Quand j'ai monté ma liste en 2001, je suis allé chercher des candidats de la diversité dans la gauche alter, dans la démarche quartier. Une des raisons du non-vote ou de la non-inscription des jeunes sur les listes électorales est liée à l'absence de reconnaissance de l'investissement personnel de leurs parents dans la vie politique française. C'est pour cela que je défends le droit des étrangers aux élections locales.

Par ailleurs, les parachutages ne sont plus possibles. Je n'aurais jamais été élu ailleurs qu'à Saint-Denis. J'habite là depuis 43 ans. Il faut que les gens puissent vous voir dans la vie quotidienne. Enfin, le résultat de la dernière élection présidentielle a désemparé les jeunes électeurs qui s'étaient mobilisés et qui ont pris en retour le choc de la défaite avec l'élection de Nicolas Sarkozy. Dans les quartiers populaires, il risque d'y avoir en 2012 une abstention plus élevée qu'en 2007. D'autant que beaucoup ne mesurent pas forcément les effets dévastateurs de la politique de Nicolas Sarkozy sur leur vie de tous les jours. On leur a dit que c'était le diable... Mais, pour eux, qu'est-ce que ça a changé ? Les jeunes n'ont rien à perdre.

**À lire, l'ensemble des reportages et billets de blog écrits à partir de La Plaine dans le cadre de la campagne présidentielle.**

## Dans le quartier du Prepaou, à Istres, « la présidentielle, c'est du marketing »

PAR RACHIDA EL AZZOUDI  
LE LUNDI 2 AVRIL 2012

*De notre envoyée spéciale à Istres*

*«PS, UMP, c'est tous les mêmes. Ça sert à rien de voter. Ils viennent nous voir uniquement lorsqu'ils ont besoin de nous au second tour, et après il n'y a plus personne.»* C'est le refrain qui tourne en boucle, d'immeuble en immeuble, au Prepaou, à moins de vingt jours du premier tour. Dans ce quartier populaire à vingt minutes à pied du centre-ville d'Istres, dans les **Bouches-du-Rhône**, entre étang de Berre et Méditerranée, *«la masse de précaires»* a perdu la foi en la République et en ses hommes politiques.

Ouvriers, chômeurs, immigrés, retraités, espagnols, italiens, maghrébins, vietnamiens, lorrains, venus travailler dans l'industrie pétrochimique, grondent en silence, se réfugient dans l'abstention ou votent Le Pen de colère. **En 2002**, ils avaient sonné l'alarme. Dans la petite cité provençale de 43.000 habitants, le Front national était arrivé en tête au premier tour avec 22,92 %, loin devant Jospin (15,06 %) et Chirac (13,80 %) avant d'être écarté au second tour.



Dix ans et plusieurs crises plus tard, dans cette zone sous contrat urbain de cohésion sociale où le revenu médian par ménage stagne à 10.000 euros par an, les sentiments demeurent les mêmes. Quelles que soient la génération, la trajectoire, l'origine, on se sent *«oubliés»*, *«utilisés»*, *«stigmatisés»*, *«la dernière roue du carrosse»*, et on se moque de l'élection présidentielle. *«Ici, la priorité, c'est pas le débat sur la viande halal mais manger de la viande. Les gens veulent deux choses : un emploi et un logement»*, lance un acteur social, las des polémiques et des clichés qui poursuivent les banlieues de France.

Dans cette cité de 5.000 habitants, où les deux tiers des logements sont des HLM, on n'a pas attendu la crise pour vivre la crise. Depuis de longues années, le chômage bat des records comme dans les autres quartiers populaires de **la SAN Ouest-Provence**, l'intercommunalité qui fédère Istres, Fos-sur-Mer, Miramas, Comillon-Confoux, Grans et Port-Saint-Louis-du-Rhône. Il laisse sur le carreau un bataillon de jeunes, de mères seules, de pères. L'appartenance à une commune et à une intercommunalité parmi les plus riches de France grâce à la taxe professionnelle ne change rien à la donne. Carrefour industriel avec la zone industrialoportuaire de Fos, le pôle aéronautique d'Istres et le pôle logistique de transport de Grans-Miramas, le bassin de Ouest-Provence franchit allègrement les 11 % de chômage.



*«La France, ce n'est plus la France.»* Devant le centre social, assis à l'ombre sur des chaises en plastique, Fatima (\*), 45 ans, *«Française d'Alger»*, se plaint de la hausse du prix du carburant et du gaz avec les copains, *«une Algérienne, une pied noir de Tunisie et un Lorrain fils d'Espagnols, la France métissée»*. Elle n'ose plus ouvrir sa boîte aux lettres – *«il n'y a que des factures»* –, vit *«à six avec une paye de 1.600 euros»*, a forcé son mari à faire du covoiturage.

Le 22 avril, elle ira voter, *«c'est un devoir»*, mais elle votera *«ni Hollande, ni Sarkozy, tous pareils»*. Comme Frédéric (\*) qui regarde ses meetings *«sur Google»*, elle est séduite par Jean-Luc Mélenchon : *«Il a de l'énergie, la carrure d'un président qui peut donner du boulot à nos enfants.»* Des enfants appelés les JAMO, *«jeunes ayant moins d'opportunités»* comme on désigne dans les ministères les

jeunes des quartiers populaires, issus de l'immigration, ceux qui errent dans les allées à longueur de journées.

Mourad est l'un d'eux. Affalé quelques allées plus loin, sur les marches de la placette des Magnans, l'un des centres névralgiques du quartier, il tue le temps au soleil en roulant joint sur joint avec ses «frères». *«La présidentielle, c'est juste un rêve qu'on nous donne. On nous fait croire que notre vie va changer mais elle reste merdique. Pourquoi j'irais voter ? Qu'est-ce que cela changera ? On ne dira plus Mourad d'origine algérienne mais Mourad, Français ? On ne me regardera plus de travers à l'extérieur du quartier ? Les flics ne contrôleront plus mon identité ? Les portes s'ouvriront ?»*

Jogging blanc relevé au-dessus du mollet, baskets de marque, il fume pour «oublier» qu'il a 30 ans, «pas de boulot, pas de logement, pas de diplômes, pas de futur». Et s'il vote, prévient-il, *«c'est Marine Le Pen comme beaucoup d'enfants d'immigrés»* : *«Comme ça, c'est l'anarchie. La France sera démolie. Elle se soulèvera comme la Tunisie, l'Egypte et il faudra la reconstruire.»* Mourad en a «marre des politiques et des médias qui ne parlent que des 0,1 % de musulmans qui pêtent un câble, jamais des 99,99 % qui travaillent, galèrent».

Sa vie, c'est le foot, la fumette et les murettes du Prepaou, «une cité» entre guillemets. Bordé de pins, discrètement tagué, traversé de cours centrales, d'espaces verts, de jeux, ce quartier sud d'Istres, héritage des années soixante-dix, est sans comparaison avec les ghettos des «capitales», Marseille et Paris. Pas de tour de soixante mètres mais une succession de

petits immeubles ne dépassant pas quatre étages et huit appartements où dix-huit nationalités vivent bien ensemble.



On est très loin des clichés véhiculés par ceux qui n'y vivent pas, décrivant des barres délabrées, des dealers en Mercedes, des mamies retranchées dans leurs appartements et des parents dépassés par leur progéniture. Seules les rondes de la BAC, les caméras de vidéo-surveillance, disséminées autour «des zones problématiques», et l'annexe du commissariat, viennent rappeler que comme tout quartier populaire, qui concentre les problèmes sociaux, le Prepaou n'échappe pas à la délinquance, aux petits trafics, au système D.

### « On n'est pas une favela avec des kalachnikovs »

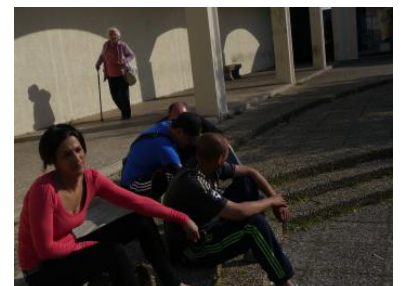
*«On n'est pas une favela avec des kalachnikovs mais un village tranquille !»* Halima, jolie brune de 25 ans, moulée dans un slim noir, débarque du centre commercial pour balayer les préjugés et secouer les abstentionnistes avec sa sœur aînée Linda. *«Il faut voter. C'est un devoir. Moi, je vote Mélenchon parce qu'il en vaut la peine et que Sarko, c'est pire que la Marine.»* Diplômée en comptabilité, elle est préparatrice de commandes à l'usine et vit «très mal» cette situation : *«Ici, pour avoir un travail en lien avec tes études, il faut être pistonnée. Moi, j'ai personne.»*



Sa sœur est l'une des premières mères célibataires du Prepaou. Maman de deux enfants, elle enchaîne plusieurs boulots, souvent au black et survit avec moins de 1.000 euros. Elle louerait bien une maison avec un jardin mais *«il faut être deux»*. A part un frère qui a commis quelques délits d'ivresse, dans la famille, ils ont filé «le droit chemin». Leur mère est agent d'entretien, leur père est contremaître. Elle hésite à voter : *«La présidentielle, c'est du marketing. Ils vendent bien leurs produits mais c'est de la mauvaise qualité et moi je reste précaire.»*

A part pour Chirac en 2002, Kamel, la trentaine, cariste, ne se souvient pas avoir sorti sa carte d'électeur. *«Le blabla des politiques»* l'exaspère. Il travaille depuis ses dix-huit ans, a connu une interruption : la crise de 2008 à 2010, deux ans de chômage, de galère. Une période sombre où il a dévié, dealé, volé. Aujourd'hui, il s'est rangé des voitures, fait les trois-huit chez le fleuron sidérurgique Ascometal, gagne 1.400 euros par mois et finit les semaines «à terre».

Sofiane, 29 ans, BEP vente, bac pro logistique, a voté Chirac et Royal en 2002 et 2007 «pour limiter la casse». Cette année, il ne votera pas : *«L'Etat ne fait rien pour nous. Toute la vie, il nous maltraite.»* Il est la dernière génération à avoir profité du centre social du Prepaou et contemple avec désarroi la jeunesse désœuvrée au pied des immeubles : *«Ils ne font plus rien pour les 18-25 ans. Le centre social est devenu une maison de retraite. Il n'y a des activités que pour les vieux.»* Magasinier depuis six ans, à la base aérienne d'Istres, payé 1.300 euros net, Sofiane n'a pas eu le choix : *«C'était l'armée ou le chômage, mon père venait de mourir, il fallait que j'assume la famille, ma mère.»*





Fille du quartier, partie pour y revenir, Melika Bettayeb, chargée des 4-18 ans au centre social, reconnaît *«un vrai problème avec les 18-25 ans, un public difficile, auquel on ne peut pas permettre n'importe quoi : il n'y a rien pour eux et personne pour s'en occuper»*. Elle a connu le Prepaou à l'époque où il n'y avait qu'une pinède entre le quartier et le centre-ville : *«La ville a explosé démographiquement et la cité a changé en même temps que la société. A mon époque, on jouait à la poupée. Aujourd'hui, on joue à la poupée nature à 12 ans et c'est vrai que les politiques fréquentent trois fois plus les quartiers populaires en période électorale»*, dit-elle en soupirant.

A part Olivier Besancenot, venu soutenir Adil Fajry, un enfant du quartier, candidat NPA aux législatives (à lire dans un prochain article), *«on n'a vu personne»* depuis le début de la campagne présidentielle au Prepaou. Pas une cravate dans ce quartier où la population réclame la réfection du terrain de foot *«pourri»*, du collège vétuste, le maintien de la Sécu. La buraliste, une Marseillaise tombée sous le charme istréen, il y a dix ans, n'est pas étonnée : *«C'est normal, c'est durant l'entre-deux tours que les politiques viennent nous voir quand il manque des voix, surtout pendant les élections locales.»*

### « Ici, la politique, c'est spécial, c'est le Far Ouest Provence »

Au Prepaou, le divorce est particulièrement prononcé avec la gauche, aussi bien au plan national que local. Baronnie socialiste, les Bouches-du-Rhône sont un département fameux pour ses guerres politiques, son cumul des mandats, son clientélisme, sa corruption. *«On en a marre de les voir s'en mettre plein les poches, faire de la prison et être réélu»*, lâche un turfiste au tabac, chômeur et absentionniste de longue date. *«Il n'y a aucune volonté politique pour les quartiers. Si t'as pas de réseaux, c'est*

*l'injustice sociale, l'inactivité»*, réplique son voisin qui jongle avec une petite retraite de 800 euros.



*«Ici, c'est le Far Ouest Provence. La politique, c'est une grosse salade qui te donne la nausée. On n'a pas forcément bac + 5 mais personne n'ignore le CV du maire, François Bernardini»*, abonde Mouloud (\*), un militant associatif du quartier, qui donne rendez-vous en ville et veut rester anonyme car *«on est dans une petite cité, où tout le monde se connaît et les pressions vont vite»*. Un temps exclu du PS en 2001 pour s'être présenté face à un candidat du parti, condamné la même année pour abus de confiance à dix-huit mois de prison avec sursis et cinq ans d'inéligibilité, l'ex-patron de la puissante fédération PS des Bouches-du-Rhône, réélu maire d'Istres en 2008, est l'un des encombrants adhérents de la rue de Solférino.

*«On n'est pas dupes. Le Prepaou est un quartier clé au niveau électoral. C'est comme aux Etats-Unis, si t'as pas l'Ohio, t'es pas élu. Pour les municipales, durant l'entre-deux tours, on fait le tour des immeubles avec la liste d'émargement. On frappe aux portes des abstentionnistes qui hallucinent : "Comment tu sais que j'ai pas voté ?" Ici, tu tapes une famille qui a de l'influence et tu retournes le vote,*

*tu l'achètes avec des rouleaux de papier peint, en lui promettant, un logement, un emploi »*, raconte Mouloud.



*«Dégouté»* par les récupérations et les instrumentalizations de la gauche, il concède, cependant, deux qualités au maire : *« C'est un bosseur, un visionnaire. Il n'a pas parqué les communautés, il les a mixées dans toute la ville. On parle du Prepaou parce que c'est le premier grand ensemble de la ville mais il y a des quartiers partout, au sud, au nord, dans le centre. Pour la mosquée, il a bien joué. Il l'a appelée centre culturel islamique pour pas choquer l'électorat blanc. Il a offert la location du terrain pour l'euro symbolique pendant 99 ans et il a mis l'église évangélique juste à côté. »*

Mouloud, qui gagne moins de 1.000 euros et vit encore dans le T4 familial, hésite entre Mélenchon ou Bayrou. Stéphane (\*), l'ami qui l'accompagne, un gamin du quartier devenu entrepreneur, défend le candidat centriste, *«le seul à aller dans les quartiers populaires hors période électorale, à ne pas traîner trop de casseroles et avoir prédit la crise. Mélenchon, c'est impossible. J'avais trois ans, il faisait déjà de la politique et il n'a pas écrit noir sur blanc "rupture avec le PS"»*.

Racisme anti-musulman galopant, traitement politico-médiatique *«scandaleux»* de l'affaire Merah, débats *«stériles»* sur l'identité nationale, la viande halal, les assistés... Pour Mouloud et Stéphane, *«deux Français, un Arabe né au bled et un Lorrain fils de Gaulois»*, la coupe est pleine. *«On ne se reconnaît pas dans les hommes à la tête de ce pays qui nous divisent. Il y a deux poids deux mesures. Pourquoi n'a-t-on pas plus parlé*

*des militaires maghrébins ? Ça n'aide pas les jeunes des quartiers. Ça les radicalise pas au niveau de la religion, mais de l'Etat, la République. Pourquoi ne dit-on pas Sarkozy d'origine hongroise mais Mohamed d'origine algérienne ?*



Devant l'entrée d'un immeuble, un homme massif vitupère «après les capitalistes et les patrons». Malgré les 25 degrés, Fredj Zarrouk porte son anorak d'hiver. Il a «toujours froid», ne décolère pas après Logirem, l'un des principaux bailleurs sociaux, qui gère une douzaine de blocs : «On paie nos charges mais ils ne réparent rien. Cela fait des mois que je leur signale des problèmes de chauffage, des murs cassés, des fuites. Ils s'en foutent et laissent pourrir. Par contre, ils ont ouvert un bureau dans le quartier pour leur représentant, eh bien lui, il a deux climatiseurs flambant neufs !»

Une habitante passe et lui tend un chèque de 22 euros, son adhésion à l'association de Consommation logement et cadre de vie qu'il a montée dans le quartier. «Une mécontente de plus», se réjouit-il. Arrivé de Sfax en Tunisie à l'âge de 18 ans, Fredj habite Istres depuis 1965. Il fait partie des premiers ménages à avoir rejoint le Prepaou dans les années 1970. Père de trois enfants, il a fait toute sa carrière dans la sidérurgie. Aujourd'hui, il voit la France «de pire en pire».

Il y a un mois, au pied de sa cage d'escalier, la police a contrôlé son identité pour la première fois de sa vie. «Une humiliation, un choc» pour ce Français, qui n'a d'yeux que pour de Gaulle. «En 1967, c'était la France. Aujourd'hui, ce n'est plus la France», déplore Fredj. Il votera, ne veut pas dire pour quel candidat car «après, il y a des ragots», mais à reculons : «Ils se foutent des quartiers, les politiques, les

sociétés HLM. Tout le monde veut la place mais une fois que c'est gagné, ils nous oublient.»

Passe un couple, lui vêtu de la «kamis», la tunique des salafistes, elle, en hijab. Fredj s'énervait un peu plus : «La religion, il faut la laisser chez soi. Si un jour, ma femme veut porter ça, je la ramène au bled.» Il est traumatisé par la récupération politique de l'affaire Merah : «Ils divisent les Français en montrant du matin au soir les fous de Dieu, une minorité, et attisent le racisme à l'égard de la communauté musulmane qui se comporte en bons Français.»



Assis sur un banc entre l'HLM où vit leur fils depuis vingt ans et l'école de l'autre côté de la route, Paul, 67 ans, et Annie, 66 ans, attendent la sortie des classes pour récupérer leur petite fille en bavardant au soleil. Ils ont vécu à Martigues dans des petites résidences à loyer modéré avant de migrer dans l'Aveyron à la mort des parents d'Annie, qui a hérité d'une grande maison avec 2.000 mètres carré de jardin, un bien inabordable dans la région.

Le Prepaou, ils y séjournent régulièrement. Ce n'est pas la cité de leurs rêves mais ils apprécient «le quartier plutôt calme compte tenu de la crise et relativement mixte». «La Canebière, c'est Alger. Ici, on n'en est pas encore là même s'il y a une forte concentration de Maghrébins», lâche Paul. Marseillais d'origine, il a fait carrière dans la chimie. Communiste, il pense voter Mélenchon bien qu'il soit «arrogant comme Marchais».

Annie, elle, voudrait que «les Français boycottent la présidentielle pour que les politiques réalisent la fracture sociale». Si elle se décide à voter, elle votera Marine Le Pen au premier tour «pour faire peur au

gouvernement». Son mari la réprimande : «Tu lui donnes de l'impulsion.» Elle ne décolère pas : «Voter Sarkozy qui s'est augmenté de 150 % à son arrivée au pouvoir et Hollande qui botte toujours en touche, jamais. Je veux un président qui interdit les paradis fiscaux et qui donne des sous aux quartiers populaires.»

## A Bruxelles, la campagne de Nicolas Sarkozy «l'anti-Européen» exaspère

PAR LUDOVIC LAMANT  
LE MARDI 3 AVRIL 2012

### A Bruxelles, de notre envoyé spécial

Ce sont quelques lignes à peine, d'apparence très technique, mais elles en disent long sur la mésentente qui règne aujourd'hui entre Nicolas Sarkozy et Bruxelles. L'euro-député Jean-Paul Gauzès (UMP) a déposé un amendement, qui pourrait être adopté dès la fin avril au sein d'une commission du Parlement, pour offrir aux Etats menacés de banqueroute, un ambitieux système de protection juridique.

De quoi s'agit-il ? Le temps de reprendre des forces, un pays au bord de l'asphyxie profiterait, par exemple, de taux bloqués sur les dettes qu'il doit rembourser. Ce dispositif s'inspire du «chapitre 11» dont bénéficient, aux Etats-Unis, les entreprises en faillite. En clair, il s'agit, ni plus ni moins, d'organiser le scénario catastrophe tant redouté depuis le début de la crise : le défaut pur et simple d'un pays de la zone euro. Au cas où...

Au même moment, Nicolas Sarkozy en campagne répète sur tous les tons, aux électeurs français, qu'il a vaincu la crise. «Nous sommes en train de tourner la page de la crise financière» (Bruxelles, 2 mars). «La crise grecque est derrière nous» (Villepinte, 11 mars). «Le danger, c'est qu'une fois les crises calmées, l'Europe retombe dans la routine bureaucratique» (Strasbourg, 22 mars). A écouter le président, la faillite de la Grèce n'est plus qu'une très lointaine menace.





Et pourtant, dans les couloirs du Parlement, Jean-Paul Gauzès, proche du commissaire européen Michel Barnier, s'active et convainc. Sa proposition, en totale contradiction avec le «storytelling» officiel du chef de l'Etat, est désormais soutenue par les présidents des quatre principaux groupes politiques. Elle a donc de fortes chances d'être adoptée, même si la Commission européenne déploie toute son énergie pour la contrer.

Interrogé sur cette divergence avec Nicolas Sarkozy, Jean-Paul Gauzès sourit, mais ne lâche rien : *«Je ne varierai pas d'un iota sur ce sujet. C'est une fausse anticipation de dire qu'il ne se passera jamais un tel événement de crédit (une faillite, ndlr)»*. Au fond, cette affaire prouve à quel point la gestion musclée de la crise par Nicolas Sarkozy ne convainc pas, y compris au sein de sa propre famille politique. A Bruxelles désormais, sa parole, au mieux, ne porte plus. Au pire, elle exaspère.

## « Qui est le candidat de l'extrême droite ? »

Si le chef de l'Etat continue de compter, durant sa campagne, sur le soutien appuyé des dirigeants conservateurs, de Londres (David Cameron) à Berlin (Angela Merkel), il en va en effet tout autrement des Européens en poste à Bruxelles. Ces derniers n'ont toujours pas digéré la conduite chaotique de la crise, confisquée depuis deux ans, par le «directoire» franco-allemand, et certains n'attendent qu'une chose : tourner la page Sarkozy.

«Nicolas Sarkozy est devenu un anti-européen», tacle Hannes Swoboda, un socialiste autrichien, président du groupe des Socialistes et démocrates (S&D) au Parlement, dans un entretien à Mediapart. *«Il cherche à affaiblir l'Europe, pour renforcer la France. Son slogan, c'est bien la France forte, pas l'Europe forte.»*

*«Sa position est d'une totale inanité»,* renchérit Philippe Lamberts, un élu belge des Verts, qui suit de près, et avec un certain désarroi, la campagne française. *«Il agite l'Europe tantôt pour se faire passer comme le grand sauveur de l'intégration européenne, et en même temps, il transforme l'Europe en un grand directoire franco-allemand. Il gesticule sur le dos de l'Europe, sans aucune conviction de fond.»*

A Bruxelles, les dérives droitières du candidat Sarkozy en campagne, et en particulier sa promesse, lors du discours de Villepinte, de durcir les traités de Schengen sur l'immigration, sont restées en travers de la gorge de bon nombre d'observateurs. Il avait menacé, ce jour-là, de sortir la France de Schengen, en l'absence de «*progrès sérieux*» d'ici un an. Oubliant de mentionner **qu'une réforme du texte est déjà en cours** (à partir de 32' 35").

Vidéo disponible sur [mediapart.fr](http://mediapart.fr)



*«A Villepinte, Nicolas Sarkozy n'a pas parlé comme le responsable d'un des plus importants pays d'Europe. C'est même assez gonflé, de la part d'un président membre du Conseil européen... La France ne peut pas suspendre seule sa participation à Schengen. Elle est liée aux traités»,* s'emporte Daniel Gros, un universitaire allemand, à la tête d'un des think tanks les plus influents à Bruxelles, le **CEPS**.

Lors d'une séance publique au Parlement, Guy Verhofstadt, patron du groupe des libéraux (troisième force politique), a lui aussi exprimé son agacement, allant jusqu'à s'interroger : *«Qui est en fait le candidat de l'extrême droite, est-ce que c'est Le Pen ou est-ce que c'est Sarkozy ? Quand je vois l'évolution de cette campagne, je me le demande. On n'a jamais vu ça...»*

Sur [mediapart.fr](http://mediapart.fr), une vidéo est disponible à cet endroit.

## « La dissolution de l'esprit européen »

Même le très mesuré Herman Van Rompuy, placé à la tête du Conseil européen par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel en 2009, s'est risqué à une critique voilée, lors d'un déplacement à Paris en mars : *«Comment voulez-vous que les gens aient une image positive de l'Europe (...) si leurs leaders ne montrent pas qu'ils croient dans le projet européen ?»* La commissaire aux affaires intérieures, responsable du dossier Schengen a, jusqu'à présent, choisi de ne pas polémiquer.

L'Espagnol Juan Lopez Aguilar est eurodéputé. Ancien ministre de la justice sous le premier mandat de José Luis Zapatero, il préside aujourd'hui la **commission** en charge des questions de libre circulation des personnes au Parlement, et suit donc de très près, lui aussi, la réforme en cours de Schengen. La sortie de Nicolas Sarkozy l'a stupéfait, car il voit dans cette convention l'un des *«symboles de ce que l'Europe a fait de mieux, ces dernières années, portée par un projet politique qui, aujourd'hui, fait défaut»*.

*«La conséquence la plus inquiétante de la crise en cours n'est pas liée à la gouvernance de la zone euro, ou au retour de la croissance»,* poursuit Lopez Aguilar. *«C'est plutôt le manque de consistance du projet européen, la dissolution de l'esprit européen et la crise du leadership qui préoccupent. S'en prendre à Schengen, pour aller concurrencer l'extrême droite, c'est faire totalement fausse route.»*

Le président des socialistes au Parlement, Hannes Swoboda, n'hésite pas, quant à lui, à comparer les promesses de Nicolas Sarkozy sur l'Europe avec celles des dirigeants les plus populistes de l'Union. *«De Nicolas Sarkozy, qui expulse des Roms, à Viktor Orban et sa politique en Hongrie, j'observe une tendance très dangereuse, qui consiste à affaiblir les institutions européennes, et donc le projet européen»,* assure l'Autrichien.





L'affaiblissement des institutions «communautaires» (le Parlement et la Commission) est l'une des critiques qui revient en boucle, associée à l'action du président français. Les dégâts du «couple Merkozy», passé en force, au sein du Conseil, pour gérer en binôme la crise de la zone euro, quitte à ignorer les voix des autres pays membres de l'Union, et contourner le président de la Commission, seront longs à réparer (lire **ici** et **là** les témoignages de députés grecs et polonais). Et au bout du compte, pour quels résultats, après ces «années d'épilepsie», selon l'expression du journal allemand *Tageszeitung* ?

«J'aurais voulu une gestion plus communautaire de la crise», reconnaît le Belge Philippe Lamberts. «Nicolas Sarkozy a essayé de rattacher son wagon à la locomotive Merkel, pour donner l'impression qu'il décidait. Mais sur tous les points où les Français ont essayé d'infléchir la position allemande, ils n'y sont pas parvenus. Je pense par exemple à l'idée, que nous les Verts défendions aussi, de confier au futur Mécanisme européen de stabilité une licence bancaire. J'aurais aussi espéré une capacité plus forte de Paris à influencer Berlin. Cela n'a pas eu lieu.»

### « Merkozy, c'est fini ! »

Pour le socialiste Juan Lopez Aguilar, «la responsabilité du directoire auto-désigné Merkel/Sarkozy est énorme : ils ont converti ce qui avait commencé comme une crise financière mondiale, en une crise spécifiquement européenne, parce qu'ils se sont trompés de politiques».

«Malgré les déclarations de Nicolas Sarkozy, la crise de l'euro est loin d'être finie», précise de son côté Daniel Gros, du CEPS. «Nous avons certes connu une accalmie. Mais M. Sarkozy n'y est

*pas pour grand-chose. Sans l'Allemagne, d'abord, il n'aurait rien fait. Ensuite, la fragile embellie des dernières semaines est davantage due aux deux Mario (Monti, président du Conseil en Italie, et Draghi, président de la Banque centrale européenne, ndlr) qu'à Nicolas.»*

D'après le titre d'un **article** du *Financial Times Deutschland*, publié à la mi-mars, «*Merkozy, c'est fini !*» (en français dans le texte). Le quotidien économique allemand faisait référence à la décision de Nicolas Sarkozy de ne pas inviter Angela Merkel à l'un de ses meetings de campagne, pour parler de l'Europe – **alors qu'il l'avait laissé entendre**, dans un premier temps. Le refus français **avait braqué la chancellerie**.

Le président candidat a donc changé de tactique en cours de route – et tant pis si les Européens ne suivent pas. Après avoir lancé sa campagne dans la peau d'un chef d'Etat sauveur de l'euro, s'affichant grand sourire aux côtés d'Angela Merkel au journal télévisé de France-2, le voici devenu euro-sceptique, braconnant sur les terres du FN, tirant à bout portant sur Schengen et l'«Europe passoire».

Certains, à Bruxelles, rappellent que critiquer l'Europe est un grand classique en période électorale. Pour d'autres, la stratégie du président candidat est inadmissible, et révèle la vacuité de son projet pour le continent. «Il n'a tout simplement aucune conviction européenne. Sa seule obsession est d'être sur la photo avec les Allemands. Mais s'intéresse-t-il concrètement à ce qu'il se passe en Irlande ou en Grèce ces jours-ci ?», s'interroge l'écologiste Philippe Lamberts.

En attendant d'y voir plus clair, Bruxelles travaille au ralenti, suspendu aux résultats du scrutin français. La présidence de l'Union européenne, assurée jusqu'à fin juin par le Danemark, ne devrait déboucher sur aucune grande avancée, beaucoup de dossiers étant repoussés à l'après 6 mai. Rien ne dit, en tout cas, que François Hollande, s'il était élu, avec sa promesse de renégocier le pacte budgétaire, ferait l'objet de davantage d'égards.

## Les ministres déserteurs de la campagne priés de s'activer

PAR MARINE TURCHI  
LE MARDI 3 AVRIL 2012

« C'était prévu comme ça », a prétendu François Fillon, le 31 mars. Grand absent de la campagne, au point de faire douter de son implication, le premier ministre a soudainement rempli son agenda. Toulon vendredi 6 avril, Clermont-Ferrand samedi, Troyes le lundi suivant : une série de dix meetings à venir avant le premier tour et un entretien dans *Nice-Matin*. S'il était à l'arrière-plan ces dernières semaines, c'est à cause d'« un certain nombre d'obligations liées à (ses) fonctions », dit-il.

Mais aussi parce que Nicolas Sarkozy a tapé du poing sur la table : « Si vous voulez que je vous trouve moi-même des interviews, dites-le ! », a-t-il lancé lors du précédent **conseil des ministres**. Le président-candidat reproche à ses ministres leur absence dans les médias ou à son côté dans les déplacements. « J'en vois certains qui font campagne, c'est bien. Mais d'autres, on ne les voit pas assez ! » « Les chiffres du déficit, c'est bien mieux que prévu. Pourquoi vous n'en parlez pas ? Allez-y ! » **Le 25 janvier**, lors d'un conseil des ministres, il avait pourtant déjà averti son gouvernement, en sortant une feuille recensant les récentes visites sur le terrain des uns et des autres. « J'ai décidé en accord avec le premier ministre d'assurer moi-même le suivi des déplacements », avait-il décrété, regrettant que « neuf ministres n'aient prévu aucun déplacement au mois de janvier ni en février ».

« Je me souviendrai de ceux qui ne m'ont pas soutenu », lâche-t-il **le 24 mars**, lors du meeting de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Dans son viseur notamment, Patrick Devedjian, qui avait émis des doutes sur ses chances de victoire, la veille, dans *Le Monde*. Mais au-delà du patron des Hauts-de-Seine, en guerre

avec le clan Balkany-Sarkozy dans le département, les ténors de l'UMP se sont faits bien discrets depuis le lancement de la campagne. Mediapart a fait le décompte des passages à l'antenne, entretiens dans la presse et déplacements des ténors de la majorité (recensés sur **l'agenda de l'UMP**).

Est-ce parce qu'ils craignent la défaite ? Parce qu'ils s'inquiètent pour leur candidature aux législatives (les quatre cinquièmes du gouvernement briguent un siège de député en juin) ? Parce qu'ils jouent une partition personnelle ? Ou encore parce que la stratégie arrêtée consiste à se placer à l'arrière-plan pour faire oublier le bilan et les dix-sept années de l'UMP à l'Elysée ? En mars, aucun poids lourd de la majorité n'a accordé une interview sur la campagne à l'un des trois principaux hebdomadaires (*L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Point*). Lors des premiers grands meetings (Annecy, Marseille, Lille ou encore Montpellier), seuls neuf des 33 ministres ont fait le déplacement pour soutenir leur candidat.

A côté de la porte-parole du candidat, Nathalie Kosciusko-Morizet (vingt et un passages radio/télé en mars), de Jean-François Copé, bien obligé de défendre son bilan à la tête du parti (dix-neuf déplacements et passages radio/télé), ou d'Henri Guaino (omniprésent dans les matinales, les meetings, et la presse – deux grands entretiens au *Monde* et à *Libération* en mars), les agendas de campagne des ministres paraissent bien vides. Les bons élèves se comptent sur les doigts de la main : Alain Juppé (dix interventions), Xavier Bertrand (neuf), Nadine Morano (six).

Premier des ministres, François Fillon a brillé par son absence. Selon l'agenda de l'UMP, le chef du gouvernement s'est cantonné à six interventions (trois matinales de radio et trois réunions publiques), avant de s'activer ces derniers jours avec trois meetings consécutifs. Lorsqu'il accorde un entretien au *Figaro*, c'est pour expliquer qu'« aujourd'hui, l'idée que Sarkozy peut gagner n'est pas une idée absurde. Mais ça reste très

*difficile... »*. Lorsqu'il signe, le 8 mars, **une tribune** de quatre pages dans *Le Point*, c'est uniquement pour défendre son « *credo pour l'Europe* ».



Les ambitieux quadras de l'UMP semblent eux aussi avoir disparu. Le ministre de l'enseignement supérieur, Laurent Wauquiez, qui fut, en 2011, l'un des ministres les plus médiatiques, n'a jamais été aussi silencieux que depuis que le candidat s'est lancé dans la campagne. Sur l'agenda de l'UMP, il n'apparaît que dans cinq réunions militantes, dont trois dans sa région d'Auvergne. Tout comme le ministre de l'éducation, Luc Chatel (mentionné une seule fois), ou la ministre du budget et porte-parole du gouvernement, Valérie Pécresse (trois fois).

François Baroin, le ministre de l'économie, s'est lui aussi longtemps placé en retrait. Invité, le 6 mars, du Club *L'Expansion-L'Express*, il se cantonne à une analyse des relations franco-allemandes à travers la crise. Interrogé par *Le Figaro* au cours d'une réunion publique, en Bourgogne, il justifie : « *Les ministres sont des fusibles. On doit savoir être présent et s'effacer quand c'est nécessaire.* »

### **MAM, Boutin et Dati en défenseuses hyperactives**

Faire campagne autrement, loin des premiers rangs des grands meetings sarkozystes : c'est aussi l'argument servi par Bruno Le Maire pour expliquer son absence. « *C'est important de ne pas se mêler de tout, de ne pas être partout* », explique le ministre de l'agriculture au *Figaro*, fin février. *Chacun doit rester à sa place, doit veiller à ne pas se mettre dans les pattes du président de la République. Nicolas Sarkozy a besoin d'être seul face aux Français* », affirmait-

il, assurant alors avoir participé à « *vingt-deux réunions publiques depuis le 10 janvier* ».

Il prétend assister à « *cinq à six* » réunions publiques par semaine. L'artisan du projet UMP 2012 n'apparaît pourtant qu'une seule fois dans l'agenda UMP de mars. Il a séché les deux premiers grands meetings du candidat Sarkozy (Marseille et Lille). Dans les médias, il a carrément disparu. Une mise au placard ? Un pas de côté pour se démarquer d'une ligne trop droitnière, bien loin du projet qu'il avait dessiné ? Ou bien un retrait stratégique pour ne pas être éclaboussé par une éventuelle défaite ?

Certes, pour les meetings de Nicolas Sarkozy, la consigne était passée : ne pas être trop présent, hormis à l'occasion de la grande réunion de Villepinte, et plutôt se « *démultiplier sur le territoire* ». Mais pourquoi une telle absence dans les médias ? Sur l'agenda de l'UMP, le décompte est sans appel : trois passages radio/télé pour François Fillon, cinq pour Claude Guéant, quatre pour Alain Juppé et François Baroin, sept pour Xavier Bertrand, deux pour Valérie Pécresse, un pour Laurent Wauquiez, zéro pour Bruno Le Maire. La ministre du budget a tenté une réponse à Nicolas Sarkozy, lors du dernier conseil des ministres : « *Mais si on s'exprime, c'est autant de temps de parole en moins pour toi.* » Sauf que cette règle du CSA ne s'applique pas aux journaux ou sur Internet.

Plus frappant encore : même les fidèles sarkozystes sont en retrait. Comme le secrétaire d'Etat aux PME, Frédéric Lefebvre. Membre de la « *Firme* » – la garde rapprochée de Nicolas Sarkozy en 2007 –, et spécialiste de la petite formule pour faucher l'adversaire, l'ex-porte-parole de l'UMP est aux abonnés absents. Aucune trace de lui dans l'agenda du parti. Trop occupé à faire campagne en Amérique du Nord, où il est candidat dans la première circonscription des Français de l'étranger ? On l'aperçoit seulement dans le « *Spécial artisans* » du *Point* du 8 mars, où il dévoile dans une petite interview... son plan pour l'artisanat.

Nadine Morano, d'habitude omniprésente, a elle aussi disparu des médias (deux interventions médias en mars). La ministre semble avoir été cantonnée aux **réunions militantes**, pour lesquelles elle ne ménage cependant pas ses efforts. Eric Woerth et Brice Hortefeux ont été remisés dans l'arrière-boutique. Le premier n'est apparu que dans une réunion militante dans l'Oise, où il est élu, et le second à Canal Plus, le 6 mars.

Pour trouver les hyperactifs de la campagne 2012, il faut aller chercher du côté des licenciés du gouvernement : Michèle Alliot-Marie, Christine Boutin, Rachida Dati. La première serait, selon *Le Point*, l'oratrice la plus demandée par les fédérations UMP et les candidats aux législatives. Depuis le lancement de la campagne de Sarkozy, elle enchaîne les réunions militantes à travers la France et on l'aperçoit très souvent au premier rang des meetings du candidat.

Christine Boutin était elle aussi au premier rang à Villepinte et accompagne régulièrement le président-candidat dans ses déplacements. Des voyages qu'elle prend soin de mettre en scène sur ses

comptes Facebook et Twitter, comme ci-dessous dans l'« Air Sarko one » ou encore au meeting d'Ormes (Loiret), le 26 mars.



On l'aperçoit encore derrière Nicolas Sarkozy en Loire-Atlantique, le 26 mars, et dans les Yvelines, le 28 mars. Une adhésion qui contraste avec ses discours virulents de candidate. Fin décembre, la présidente du parti chrétien-démocrate menaçait de lâcher une « **bombe atomique** » sur le candidat UMP si elle n'obtenait pas ses 500 signatures pour la présidentielle...

Candidate aux législatives, à Paris, face à François Fillon, Rachida Dati a bien compris que faire campagne sans ménagement pour Nicolas Sarkozy lui apporterait les projecteurs. L'ancienne garde des Sceaux a accompagné le président-candidat aux meetings de Lille et Nantes et multiplie les interventions médiatiques. Sans mettre fin à **ses attaques** contre le premier ministre.

Autre caution de Nicolas Sarkozy, sociale celle-là : Jean-Louis Borloo. Après un premier déplacement à **Valenciennes** (Nord) sous forme de retrouvailles, le

président-candidat s'est affiché au côté de son ancien numéro deux du gouvernement en Loire-Atlantique.

A partir de cette semaine, Nicolas Sarkozy espère pouvoir compter sur d'autres poids lourds de la droite, réveillés pas ses avertissements. François Fillon a sonné la « **mobilisation** » générale dans *Nice-Matin*. Samedi, il était entouré de Brice Hortefeux et Laurent Wauquiez à Clermont-Ferrand, et lundi de François Baroin et Luc Chatel à Troyes.

Le ministre de l'économie a entendu les reproches du chef de l'Etat. **Il a salué** la réduction plus importante que prévu du déficit public. Il pourrait aussi accompagner Nicolas Sarkozy dans ses deux déplacements outre-mer. Bruno Le Maire était à ses côtés dans le Gard, le 29 mars. Valérie Pécresse s'est exprimée dans une interview au *Monde*, Brice Hortefeux le 30 mars dans *Le Figaro*. Quant à Nadine Morano, elle a enfin pu s'afficher aux côtés de Nicolas Sarkozy à **Nancy**, lundi.

## **Vestric-et-Candiac: «Sarkozy est venu pour se faire mousser»**

PAR VALENTINE OBERTI  
LE MARDI 3 AVRIL 2012

### ***De notre envoyée spéciale dans le Gard***

Les quelque 1324 âmes de Vestric-et-Candiac, à une vingtaine de kilomètres au sud de Nîmes, s'éveillent tranquillement en ce lundi matin. Point d'affluence particulière à l'épicerie, près du rond-point à l'entrée de la ville. Des dames viennent chercher leur baguette. Point de foule au bar-tabac. Quelques ouvriers prennent leur café avant d'aller pointer. Des anciens lisent le journal en cochant une grille de jeux. Des hommes pressés achètent leur réserve de cigarettes pour la journée. Dehors, à l'entrée du village, des lycéens attendent le bus. Les rues sont vides.



Calmes et silencieuses. Un peu comme si jamais Nicolas Sarkozy n'avait foulé les pavés de cette bourgade tranquille.



Et pourtant. Jeudi, entre 14 heures et 17 heures, il en a été tout autrement. Trois heures de presque extase, d'euphorie fulgurante, de « *Sarkozy président !* » égosillés, de flashes intempestifs, de smartphones brandis pour filmer la visite président-candidat au bar-tabac L'Avenir. Pendant ces trois heures – des préparatifs à la fin de la visite –, le village a été transformé, bordé à chaque extrémité de gendarmes, policiers et autres messieurs en costume sombre, le regard concentré.

Trois jours après, qu'en reste-t-il ? Pas grand-chose ou presque. Comme une brioche sortie trop tôt du four, l'enthousiasme est retombé. La vie a repris son cours. Voire, pour ceux qui ne l'avait jamais interrompu, a tout simplement continué.

Encore eût-il fallu avoir été prévenu de cette visite. « *On n'était même pas au courant de sa venue !* », s'étonne Graziella, qui a repris en famille l'épicerie-dépôt de pain en août dernier. *Il paraît que ses gardes du corps seraient passés pour acheter des bouteilles d'eau, mais comme on n'ouvre qu'à 17h30, on n'a pas vu Nicolas Sarkozy.* »

Au bar-tabac L'Avenir, Dias, un habitué, retraité du bâtiment, n'en savait pas davantage : « *Le mot est passé deux heures avant, par le bouche à oreille.* » Pas étonnant, le secret a été gardé jusqu'à la

dernière minute. Un secret dans lequel même le maire, Jean-François Laurent, n'était pas.



Alain Peyro, le patron du bar, qui a troqué la chemise blanche de jeudi contre un polo décontracté, raconte le ballet de l'équipe de Nicolas Sarkozy : « *Ils sont d'abord venus lundi, me dire qu'un ministre allait passer. Puis ils sont revenus mardi soir. Là, ils m'ont dit qu'en fait, il s'agissait de Nicolas Sarkozy. Mercredi, ils sont passés une dernière fois. Je leur ai demandé si le maire était au courant. Ils m'ont répondu qu'ils avaient un rendez-vous avec le préfet et qu'ils verraient à ce moment-là.* » Le maire finit par être prévenu... le mercredi à 20 heures. « *Mon fils ne m'avait rien dit !* » confie Yves Peyro, qui donne un coup de main le matin derrière le bar.

Il se tourne vers le comptoir et attrape une photo : celle de son fils avec Nicolas Sarkozy et une dizaine de clients dans son café. Plutôt « *content qu'il soit passé* », il n'en reste pas moins circonspect. Il repose la photo. « *C'est de l'éphémère tout ça. Il ne se rappellera pas qu'il est venu à Vestric !* »

— *Moi je m'en rappellerai*», lui répond Dias.

— *Qu'il me donne 100 euros de plus pour ma retraite et on s'en rappellera !* » rétorque Monique Peyro, l'ancienne patronne, juchée sur un tabouret pour dépoussiérer les étagères de verres.

Pendant la visite de Nicolas Sarkozy, la septuagénaire était tranquillement installée chez le coiffeur. Elle montre sa mise en plis impeccable d'un fier geste de la main. Un fidèle client du matin finit son café. « *Sarko est bien brave, mais si on travaille pas...* » Et s'en va.

## « Mais qu'est-ce qu'il vient se perdre ici ! »

À quoi peut servir une visite éclair - une heure à peine - dans un village où Nicolas Sarkozy a été élu à plus de 64 % des voix ? Sans discours ni discussion publique, comment convaincre ceux qui n'avaient pas voté pour lui ? D'autant qu'il n'était pas question de rencontrer la population. Tout le monde n'était donc pas bienvenu. Faute de place, sans doute. Mais surtout, il fallait correspondre au casting. Trois jeunes professeurs du collège d'Alzon, à Vestric-et-Candiac, venus en curieux, ont dû sortir quelques minutes avant l'arrivée du président-candidat. « *Si vous n'avez pas reçu d'invitation, je vais vous demander de bien vouloir sortir* », leur avait dit un des gardes du corps. Et tant pis, si eux aussi avaient envie de discuter avec le Président.

Officiellement, il s'agissait de discuter avec des buralistes et quelques clients triés sur le volet. Officieusement, il s'agissait de faire passer des messages bien précis aux journalistes, au moyen de cette technique de communication désormais bien établie, le « *off* » (raconté [ici](#) par Mediapart).



Une mise en scène dont Carine n'est pas dupe. Elle, n'est pas allée « *voir le président* ». « *C'est une campagne électorale, c'est de la pub. Ils font des promesses. Bon, comment voulez-vous qu'ils tiennent leurs promesses !* » Eric, son mari, s'amuse avec distance et ironie de ce folklore politique. « *Mais qu'est-ce qu'il vient se perdre ici ! lance-t-il, rigolard. Se faire mousser, se faire voir... parce que si on lui avait demandé la veille s'il connaissait Vestric...* » Inutile qu'il finisse sa phrase pour qu'on en comprenne le sous-entendu.

Ce chauffeur de bus de métier est bien plus préoccupé par son invalidité due à une spondylarthrite ankylosante. À 47 ans, il ne peut plus travailler. Grimace en le disant. Nicolas Sarkozy ? En passant au tabac acheter des cigarettes, il a emmené sa fille le voir : à neuf ans, la fillette ne manqua pas d'humour lorsque de retour, elle dit à sa mère : « Maman, il est aussi petit que toi ! »

Chaque matin ou presque, à l'entrée de son jardin, il a l'habitude de discuter avec Ali, 51 ans, ouvrier aux Verreries du Languedoc de Vergèze, à quelques kilomètres de là. En repos hebdomadaire, il reprend les trois-huit mercredi. L'un comme l'autre ne se retrouvent pas dans la politique de Nicolas Sarkozy. «*Soyons sérieux*, dit Eric. *Il faut quand même dire qu'il travaille pour les riches, pour ses copains.*»

## Dans l'Essonne, Mélenchon veut mobiliser les quartiers populaires

PAR LÉNAÏG BREDOUX  
LE LUNDI 2 AVRIL 2012

«*Ici c'est pas Bagdad, c'est Grigny. Vous allez voir !*» Devant la gare du RER D, Basma Bensaïd s'enflamme, elle parle de «Jean-Luc» – «il me ressemble, il parle comme moi» –, de son quartier, la Grande Borne (Essonne) habitué à faire la une des journaux télévisés pour des voitures brûlées. Elle se souvient encore d'un article publié en 1998 dans *Paris Match*. «*Ça s'appelait "la cité qui fait peur". On aurait dit que j'habitais Bagdad.*» Depuis trois ans, cette «*Française de base culturelle tunisienne*» comme elle se présente, milite au Parti de gauche et tente de ramener la politique dans son quartier. «*Quand on sent des réticences des habitants, on leur dit d'aller voir les discours de Jean-Luc Mélenchon sur Dailymotion et Youtube. Il attire parce qu'il est cash. Ici on n'est pas gris, c'est noir ou blanc, et ça passe bien.*»

Vidéo disponible sur [mediapart.fr](http://mediapart.fr)



Jusque-là pourtant, le candidat du Front de gauche peinait à se faire entendre dans les quartiers populaires : il y a fait peu de déplacements, essentiellement au début de sa campagne. Cette semaine, Mohamed Bouklit, un militant montpelliérain, a même démissionné du conseil de campagne ([lire ici](#), ainsi que [sa tribune sur Mediapart](#)), jugeant trop minime la place laissée à cette thématique dans la campagne.

En se rendant dimanche à la Grande Borne, dans un département dont il fut pendant de longues années le sénateur et le patron de la fédération socialiste, Jean-Luc Mélenchon a voulu y apporter un démenti, alors que François Hollande prévoit plusieurs déplacements en banlieue dans les prochains jours. «*On voulait faire une démonstration après la petite musique sur les difficultés supposées du Front de gauche dans les quartiers populaires*», explique François Delapierre, directeur de campagne et candidat aux législatives dans la circonscription de Grigny.

Dans le petit gymnase du Labyrinthe, des tables, quelques rangées de chaises sont disposées. Le service d'ordre est sur les dents. À l'entrée, des barrières filtrent les arrivées. Ceux qui viennent pour la rencontre prévue avec le candidat, avant le meeting en plein air tenu deux heures plus tard dans le stade tout proche, ont dû s'inscrire pour rentrer. La «balade» dans le quartier du candidat a été annulée. En cause : la crainte d'incidents, renforcée par les appels à manifester contre Jean-Luc Mélenchon d'un petit groupe d'opposants municipaux, le Parti des gens (ou parti des Grignois). Une quinzaine de personnes ont d'ailleurs troublé la fête, à l'entrée du gymnase puis du stade, avec quelques pancartes «*Mélenchon d'avril, on nous*

*prend pour des tanches*» et des insultes («*Mélenchon, t'es un lâche*» ou «*espèce de communiste*»).



À l'intérieur du gymnase, l'assistance compte une centaine de personnes, beaucoup de femmes, souvent voilées malgré les prises de position très hostiles au foulard de Jean-Luc Mélenchon, quelques jeunes du quartier, des militants associatifs et des adhérents communistes et du Parti de gauche, très présent dans ce département de l'Essonne où le candidat a milité sous l'étiquette du Parti socialiste. C'est le maire communiste, Philippe Rio, qui organise les premières prises de parole.

Il y a Sandra qui était «*prête à mourir*» quand on lui a coupé l'électricité mais que «*des amis, des voisins et le parti ont aidé*». «*Aujourd'hui, je suis pour vous*», lance-t-elle à Jean-Luc Mélenchon. Il y a un syndicaliste CFDT, Jorge Goncalves, venu accompagner un petit groupe de grévistes d'une entreprise de transport, GLS, payés «*1.070 euros par mois et qui se battent pour le pouvoir d'achat*». Il y a un responsable du club de rugby, un jeune d'une association de cinéma, une médiatrice du quartier. Beaucoup demandent ce que le candidat compte faire pour eux.

Comme Orkia Benaïssa qui parle au nom de l'université populaire des parents d'élèves : «*Nous sommes ici pour témoigner que les parents des quartiers populaires sont porteurs de savoirs et d'idées*». Du candidat, elle pense qu'«*il a des idées très fortes. Elles reflètent nos besoins à nous... Et puis qu'un candidat vienne à la rencontre du peuple, ça nous permet de montrer ce qu'on fait*».

Un peu plus loin, Aïssata Diew papote avec une de ses amies. Elle est déjà convaincue de son bulletin Front de



gauche, elle vote pour le PCF sur la ville. Sénégalaise d'origine, elle a fait campagne pour Macky Sall ces dernières semaines et acheté «cinq exemplaires du programme» de Jean-Luc Mélenchon, *L'humain d'abord*. «Je les prête à tour de rôle. Avant, j'avais du mal à convaincre mes amis ou mes voisins. Ils me disaient toujours que les politiciens sont des beaux parleurs mais que ça n'allait jamais leur apporter un changement... Cette fois, Mélenchon me donne des outils pour expliquer. Je vois des abstentionnistes qui veulent voter.»

### « L'austérité, ça fait trente ans que les gens la vivent »



«Ces gens qui en avaient marre de la politique relèvent la tête parce qu'ils ont le sentiment qu'on parle d'eux», veut croire le maire Philippe Rio. Dans la ville, 95 % de la population vit en zone urbaine sensible, 44 % est en dessous du seuil de pauvreté et le chômage des jeunes atteint 40 %. «L'austérité, ça fait trente ans que les gens la vivent ici. C'est une concentration de tous les maux de la société capitaliste, dit-il. Aujourd'hui, c'est un mouvement de colère qui se transforme en engagement politique et qui nous surprend nous-mêmes.»

Pour espérer franchir un nouveau cap, à trois semaines du premier tour, Jean-Luc Mélenchon sait qu'il ne peut se passer des quartiers populaires. «Il faut que les quartiers où vit le peuple soient au cœur de la campagne, explique François Delapierre. Il faut appeler à la mobilisation populaire de ces quartiers dans la campagne.» Dans le gymnase, puis dans le stade en plein air à moitié plein, où il a tenu meeting, Jean-Luc Mélenchon a d'ailleurs multiplié les appels à «l'implication populaire» en rappelant

son projet de Constituante. «Ne permettez pas que nos quartiers, nos banlieues soient ce désert politique que les belles personnes espèrent voir. Dans l'isolement, le plus misérable est l'égal du plus puissant. Ne renoncez jamais à cette dignité. A ce moment là, chacun de nous est roi.»

Le candidat du Front de gauche a aussi insisté sur la richesse de l'immigration, parlant du «bled» et ironisant sur une assistance qui ne serait faite que de «blonds aux yeux bleus». «Si vous ne devez retenir qu'une seule chose de mon passage : apprenez à vos enfants que ce pays est à nous», a-t-il lancé. Pour le reste, il a déroulé son programme : gratuité de l'eau et de l'électricité pour les premiers mètres cubes et kilowattheures consommés, lutte contre l'austérité imposée par l'Union européenne, régularisation des travailleurs sans papiers, davantage de postes dans l'éducation nationale... Mais pas de mesure spécifique pour les banlieues.

«On ne fait pas une campagne dans les quartiers populaires pour demander un plan Marshall ou un ministère de la Ville, décrypte François Delapierre, qui devrait affronter dans cette circonscription législative Malek Boutih (PS) qui veut prendre la succession du député sortant Julien Dray. On ne peut pas traiter les quartiers populaires indépendamment des problématiques globales. Mais il faut faire des initiatives comme celle-là pour interpeller les habitants qui ont plus de difficultés pour venir à la Bastille que des gens d'Orléans... Les distances sont dans la tête.»

Vidéo disponible sur [mediapart.fr](http://mediapart.fr)



Dans le stade, Jean-Luc Mélenchon termine son discours et concentre ses tirs sur la presse et le PS. «Il ne faut pas se tromper de camp, il est très dommage (...) qu'au moment où le Front

de gauche passe au-dessus de Mme le Pen, (...) je vois se constituer contre moi un tir de barrage incroyable... Occupez-vous de l'extrême droite, occupez-vous de Sarkozy, fichez-nous la paix», a-t-il lancé. Avant de s'attaquer plus précisément à Gérard Collomb, le maire PS de Lyon, qui a jugé que «**le modèle que Mélenchon défend**» a déjà échoué au Cambodge... *L'Internationale* et la *Marseillaise* retentissent, Jean-Luc Mélenchon s'éclipse, le stade se vide peu à peu. En 2007, à Grigny, **l'abstention avait dépassé la moyenne nationale** (20 % contre 16 %), atteignant 35 % à la Grande Borne. Ségolène Royal y avait largement devancé Nicolas Sarkozy avec 65 % des suffrages.

• voir aussi dans le Club de Mediapart, le portfolio de Thomas Haley

## Pour les banlieues, Hollande veut créer un grand ministère de l'égalité

PAR STÉPHANE ALLIÉS  
LE LUNDI 2 AVRIL 2012

Dans les quartiers, François Hollande peut-il parvenir à se mettre dans les pas de Ségolène Royal ? Longtemps ignorée, y compris lors de la primaire socialiste, la thématique des banlieues est enfin prise en compte par le candidat socialiste. Considérant que c'est là que se retrouve le plus important réservoir d'abstentionnistes de gauche, le candidat du PS a décidé d'accompagner la vaste entreprise de porte-à-porte entamée il y a un mois (**lire nos articles**) d'une présence accrue sur le terrain.

L'ambition est de retrouver, voire d'amplifier, la dynamique électorale qui avait accompagné la candidate socialiste de 2007. A l'époque, Royal avait su remobiliser un électorat auparavant abstentionniste, et qui l'est redevenu depuis, y compris lors de la primaire socialiste. François Hollande, qui a mis en garde ce week-end contre l'abstention, jugée comme étant le danger principal, veut inverser la dynamique.



Après avoir abordé le sujet à Marseille (**lire ici**), puis avoir développé son discours sur la question à Strasbourg (**lire ici**), et avant un meeting à Rennes, reporté en raison des événements de Toulouse, le candidat PS s'est rendu en meeting éclair à Bondy, lundi dernier. Décidé la veille en milieu d'après-midi, le rassemblement improvisé devant l'hôtel de ville avait des airs de fin de campagne américaine : une petite sono, les marches de la mairie en guise de scène, et autour de 300 personnes, dont une bonne moitié de militants, tous drapeaux dehors.

Sortant d'une émission avec le **Bondy-Blog**, Hollande n'a pas fait de vieux os : un discours d'une vingtaine de minutes, tournant essentiellement autour d'une dénonciation de la politique de Sarkozy vis-à-vis des banlieues, et accompagné d'odes aux habitants des quartiers. *«Quand je vous vois, je ne vois pas une apparence, mais une évidence, celle de l'appartenance à une même communauté nationale»*, s'est-il ainsi exclamé sous les applaudissements. Plus encore qu'à l'accoutumée, Hollande entend jouer de l'effet miroir anti-Sarkozy pour engranger des votes dans les quartiers populaires.

Le moment pourrait se résumer à cette phrase d'introduction du président socialiste du conseil général de Seine-Saint-Denis, Claude Bartolone : *«Ici plus qu'ailleurs, nous avons besoin du changement maintenant !»* Guère de développements sur la rénovation urbaine et sur les moyens pour réparer *«l'injustice»* décriée. Mais un accueil chaleureux, les youyous se mêlant aux huées anti-Sarkozy. Quelques minutes de bain de foule derrière une barrière de sécurité, et le candidat clôt l'événement.

Une fois énoncé que la banlieue était *«une chance pour la France»* et mentionné quelques points de son projet, comme les contrats de génération, la création de postes dans l'éducation nationale ou la situation *«indigne»* du logement, on ne peut toutefois pas réellement parler de discours fondateur sur sa vision de la politique de la ville. Mais comme le fait remarquer le député de la circonscription,

Daniel Goldberg, *«dire qu'on a besoin de vous au lieu de vous accuser de faire l'aumône ou de vous stigmatiser sans cesse, c'est énorme»*. Tout en reconnaissant que cet intérêt pour les quartiers populaires *«aurait pu arriver plus tôt dans la campagne»*, Goldberg l'assure : *«Si on arrive à faire ce qu'il y a dans le projet, ce sera déjà fondamental.»*

### « France modeste » et « quartiers délaissés »

Ce projet plus spécifiquement tourné vers les banlieues, François Hollande devrait le décliner durant une demi-douzaine de déplacements en deux jours, les 6 et 7 avril prochain, à Vaulx-en-Velin et Creil, puis en Île-de-France (Trappes et Aulnay-sous-Bois notamment). Au QG parisien du candidat, mardi dernier, le pôle «Politique de la ville» de son équipe de campagne, composé d'une majorité de sénateurs, a présenté la vingtaine de propositions spécifiques concluant *«l'appel du printemps»* (**lire ici**), qui sera signé par des représentants du monde sportif, culturel et associatif. Étrangement, le texte fait le lien entre *«la France rurale»* et celle *«des quartiers populaires où le service public recule à mesure que le chômage progresse»*, comme *«les deux faces de la France modeste»*.

*«Cette transversalité permet d'aborder sous un même prisme les questions d'éducation, de santé ou de transports, sous l'angle de la réappropriation territoriale»*, explique Marianne Louis, secrétaire nationale du PS. Défendant l'idée d'en finir avec une vision spécifique de la banlieue, le groupe de travail est mené par le sénateur de Savoie Thierry Repentin, qui dit avoir consulté *«élus, préfets et sous-préfets ayant des états d'âme sur la conduite de la politique de la ville, et leaders associatifs à l'expression différente mais complémentaire»*.

Parmi la vingtaine de propositions s'adressant aux *«quartiers délaissés»*, si certaines ressemblent à des déclarations d'intention assez floues (comme les promesses de *«formation des forces de police à la lutte contre les*

*discriminations»*, de *«transparence dans le suivi des dossiers de demande de logement social»*, de *«tarification solidaire dans les transports»* ou de *«reconnaissance des cultures urbaines»*), d'autres sont défendues comme un changement de paradigme, *«une approche de reconquête républicaine»*, dit Repentin : *«Les politiques de droit commun se sont désengagées de certains territoires au prétexte de politiques exceptionnelles, dont il faut admettre qu'elles ont échoué.»*

La priorité est donc à la déclinaison du projet de François Hollande, en reprenant ses principales propositions pour le compte des quartiers abandonnés, à chaque fois érigés destinataires prioritaires. Ainsi la création de 60.000 postes dans l'éducation nationale, ou celle de 10.000 postes de policiers, ou encore celle des 150.000 emplois d'avenir. De même une filiale spécifique de la banque publique d'investissement promise par Hollande devrait être destinée aux *«projets d'entreprises des habitants du quartier»*.

En revanche, la mise en œuvre des *«emplois francs»* répond pragmatiquement à l'une des attentes les plus vives des habitants des quartiers. *«On rompt avec la logique des zones franches créant des effets d'aubaine pour des entreprises ne restant dans le quartier que le temps où elles sont exonérées de charges sociales, explique le sénateur et ancien maire de Clichy-sous-Bois, Claude Dilain, qui porte depuis longtemps cette revendication. Ici, l'exonération concerne l'emploi d'un habitant dans un quartier, il n'y a pas besoin de venir s'y installer.»* Autre dispositif imaginé, une *«clause d'insertion»* imposant aux entreprises postulant à un appel d'offres l'embauche d'une part (non déterminée) de chômeurs issus du quartier populaire concerné par le contrat public.

Pour Marianne Louis, *«si on crée ne serait-ce que 150.000 emplois au total dans des territoires prioritaires, cela signifie 100 à 150 personnes qui retournent à l'emploi dans chacun des*

quartiers identifiés, et souvent autant de familles. Ça c'est concret, et ça permet de changer le quotidien d'une banlieue».

### Un ministre pour « s'imposer à Bercy »

Hors de question donc de « céder à un slogan type "plan Marshall" ou "plan espoir banlieue" », dit Thierry Repentin. L'entourage du candidat socialiste préfère mettre en avant « un ensemble de mesures reposant sur le volontarisme », évitant ainsi « des promesses qui ne seraient pas tenues ensuite ». « C'est un exercice de lucidité », dit Marianne Louis, qui estime que l'éventail de propositions peut permettre « des effets de leviers pour enclencher une dynamique positive, basée sur la reconnaissance ».

Dans la même veine, ainsi que l'explique l'ancien maire de Cachan et désormais sénateur du Val-de-Marne, Jean-Yves Le Bouillonnet, un François Hollande élu président mettrait fin « à la politique du zonage permanent » (« On n'en peut plus des Zones urbaines sensibles [Zus], Zones d'éducation prioritaire [Zup], zones franches... »), au profit d'un « pacte territorial, incluant la rénovation urbaine, l'éducation et l'action sur l'emploi ». Celui-ci « engagerait tous les ministères concernés ».

Pour parvenir à mettre en œuvre une telle politique globale qui prendrait en compte la situation des quartiers populaires, l'équipe Hollande explique ainsi que le rituel du secrétaire d'Etat à la politique de la ville doit laisser la place à un « ministre d'Etat à l'égalité des territoires, directement lié au premier ministre ». Pour Claude Dilain, c'est un moyen de « retrouver l'âge d'or de la délégation interministérielle de la ville (DIV) dans les années 1980, quand le délégué Yves Dauge entraînait sans frapper dans le bureau de Mitterrand ». Et ainsi « s'imposer à Bercy » et avoir plus de chances de remporter des arbitrages lors de la préparation du budget.

Enfin, François Hollande promet la mise en œuvre d'une seconde phase de « renouvellement urbain », venant

compléter le premier plan imaginé par Jean-Louis Borloo avec la création de l'ANRU en 2003. Selon les socialistes, l'application de cette « ANRU 2 » devrait être plus transparente et concerner toutes les communes, et non principalement celles de droite comme jusqu'alors. Sur la méthode, ils préconisent également davantage de concertation participative avec les habitants.

### (Lire un article du sociologue Renaud Epstein dressant le bilan de l'ANRU - en PDF)

A en croire l'équipe de campagne, les engagements du candidat socialiste sont compatibles avec sa volonté de « donner du sens à la rigueur ». « Il a également dit qu'il donnerait du sens à de nouvelles recettes, comme par exemple avec le doublement du plafond du livret A », rétorque Marianne Louis. « Aujourd'hui encore, des mesures budgétaires favorisent le prêt à taux zéro ou les dispositifs Robien et Scellier d'aide à l'investissement locatif, conclut Jean-Yves Le Bouillonnet. Tout est affaire de choix politique. »

## MediaPorte: «Sarko et la génération jeunes pop»

PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART  
LE LUNDI 2 AVRIL 2012

Les Jeunes Populaires, Patrick Buisson et consorts au menu de la chronique hebdomadaire de Didier Porte.

**Vous êtes invités à l'enregistrement de cette chronique, tous les lundis à 9h15 au "138", 138, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris. Entrée libre et gratuite.**

## 2007-2012: le mirage de la « France de propriétaires »

PAR ELLEN SALVI  
LE LUNDI 2 AVRIL 2012

Être le président du pouvoir d'achat et faire de la France un pays de propriétaires. Les deux ambitions du candidat Sarkozy de 2007 se sont vite révélées incompatibles. Selon **une récente note de**

**L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee)** Première, les dépenses de logement pour les « accédants à la propriété » – ménages qui ont encore des emprunts à rembourser pour leur habitation –, avant déduction des éventuelles aides au logement, ont augmenté de 26 % entre 2005 et 2010.

Premier poste de dépenses, devant ceux de l'alimentation et des transports, le logement influe directement sur le pouvoir d'achat des Français qui, selon **une autre analyse de l'Insee**, devrait reculer de 0,3 % au premier semestre 2012. Remboursements d'emprunts, taxe d'habitation, factures d'eau et d'énergie... Que reste-t-il dans le porte-monnaie des accédants à la propriété une fois acquitté l'ensemble des dépenses liées à leur logement ? Pas grand-chose.

Dans son **17<sup>e</sup> rapport annuel**, la **Fondation Abbé Pierre** estime que plus de 4,2 millions de ménages vivent avec moins de 500 euros mensuels, une fois leur logement payé. Certes, ce chiffre concerne aussi les locataires du privé en proie à une hausse incontrôlée des loyers et des charges (50 % en dix ans). Mais les accédants à la propriété ne sont pas épargnés, bien au contraire, puisque leur taux d'effort – qui mesure la part du revenu consacrée aux dépenses de logement – ne

cesse d'augmenter depuis quinze ans (+ 0,6 point de 1996 à 2006, puis + 0,8 point de 2008 à 2010, selon l'Insee).



Les prix d'achat des logements anciens (sur le marché de la revente) ont plus que doublé au cours des dix dernières années, progressant trois fois plus vite que les prix à la consommation. Face à cette flambée des prix de l'immobilier, les facteurs de sécurisation et de stabilité, traditionnellement liés à l'accès à la propriété, se sont réduits comme peau de chagrin. À la baisse du pouvoir d'achat immobilier dans les grandes villes (entre 6 et 8 % à Lille, Paris et Rennes selon **un dernier indice de MeilleursAgents.com/Empruntis.com**), s'ajoute ainsi une baisse du pouvoir d'achat tout court.

« Il y a eu tromperie sur la marchandise », assure Christophe Robert, le directeur général adjoint de la Fondation Abbé Pierre. Sans pour autant remettre en cause l'objectif initial de Nicolas Sarkozy, qui souhaitait 70 % de propriétaires, l'association rappelle que l'accès à la propriété, quand il se réalise dans des conditions financières particulièrement tendues, peut être une source de déstabilisation pour les ménages. **La dernière grande enquête « Logement » de l'Insee** révélait qu'en 2006, 565.000 propriétaires ou accédants avaient rencontré des difficultés pour payer leurs charges ou remboursement de prêts immobiliers. Parmi eux, 70.000 s'étaient retrouvés en situation d'impayés.

## « Les gens essaient de tenir avec des crédits à la consommation »



« Est-ce que vous avez noté au cours des trois dernières années, en période de crise, une explosion des sinistres liés à la question de la propriété ? Des gens qui ne pouvaient plus payer ? demande le secrétaire d'État au logement, Benoist Apparu, à Mediapart. *La réponse est non. Autant aux États-Unis, il y a eu 4,5 millions de logements qui ont été saisis et les gens foutus dehors. En France, le taux de sinistres n'a pas augmenté pendant la crise alors que nous menions cette politique d'accès à la propriété.* »

Un optimisme que ne partage pas Jean-Louis Kiehl, président de la Fédération française des associations **Cresus**, spécialisées dans l'accompagnement des personnes surendettées : « Pour compenser les difficultés à rembourser leur prêt, les accédants à la propriété prennent des crédits à la consommation », explique-t-il, citant **une étude CSA/Cresus** parue en octobre 2011. Selon cette dernière, 72 % des personnes interrogées déclarant avoir contracté trop de crédits sont des accédants.

« Ce sont des gens qui sont à la limite du raisonnable, poursuit M. Kiehl. Nous sommes loin des subprimes américains puisque la France a effectivement veillé à avoir 33 % de taux d'endettement au maximum. Mais ce qu'on a oublié, c'est que lorsqu'on est accédant à la propriété, il y a des travaux complémentaires à faire, des taxes qui se rajoutent, des problématiques de transport... Les gens prennent du crédit à la consommation

et dépassent rapidement les 33 % d'endettement pour atteindre 45, 65, voire 90 %. Ces cas sont de plus en plus nombreux. Pour l'instant, les gens essaient de tenir avec des crédits à la consommation. Alors ils tiennent, oui, mais en augmentant leur endettement. »

A partir de 2007, **de multiples dispositifs d'accès à la propriété** ont été mis en place pour répondre aux objectifs des 70 % de propriétaires souhaités par le chef d'État. Le principal d'entre eux, le « **prêt à taux zéro plus** » (PTZ+), est entré en vigueur en janvier 2011. Copie presque conforme du PTZ mis en place en 1995 par le ministre du logement Pierre-André Périssol, et révisé en 2005, le PTZ+ avait pour seule différence de n'être soumis à aucune condition de ressources.



« Dans l'ancien, ce sont les classes favorisées qui en ont le plus bénéficié », regrette Emmanuelle Cosse, vice-présidente EELV (Europe Écologie-Les Verts) du **Conseil régional d'Ile-de-France**, également chargée des questions logement dans l'équipe de campagne d'Eva Joly. Pour elle, ce dispositif a surtout eu pour effet d'augmenter les prix et la spéculation. Pointé du doigt, le PTZ+ ne ressemble déjà plus à ce qu'il était voilà un an. **Victime du second plan de rigueur** exposé par le premier ministre, François Fillon, en novembre 2011, il a été supprimé pour l'achat des logements anciens, tandis que ses barèmes ont été revus à la baisse afin qu'il coûte 800 millions d'euros en 2012 (contre 1,3 milliard prévu en 2011).



« Le taux de propriétaires a progressé grosso modo de deux points durant le quinquennat, indique Benoist Apparu. Ça fait 1,3 million de personnes qui ont été aidées pour devenir propriétaires. Sur la seule année 2011, on a fait 360.000 prêts à taux zéro nouvelle formule. Ces résultats peuvent paraître modestes en pourcentage, mais dans l'étude du pacte que nous avons présentée au parlement, nous estimions que nous pouvions atteindre nos objectifs sur quinze ans. Entre-temps, il y a eu la crise, suivie en 2009 d'une chute importante tant sur la production de logements que sur l'accession à la propriété. »

De fait, l'objectif des 70 % est loin d'être rempli : le taux de propriétaires est passé de 57 % en 2007 à 58 % en 2011, soit une progression sensiblement équivalente à la période 2002-2007.

## En Europe, « être propriétaire est plutôt un signe de pauvreté »

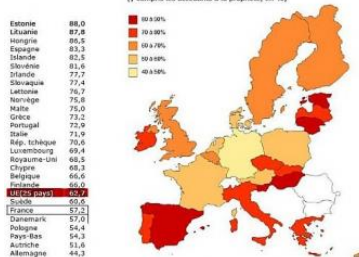
Pour Emmanuelle Cosse, l'échec de Nicolas Sarkozy en matière de logement réside dans le fait qu'« il a dessiné une politique essentiellement basée sur la propriété » : « En tenant ce dogme et en le privilégiant, il a complètement déshabillé les politiques locatives. Les avantages fiscaux qu'il a mis à la clef ne sont pas forcément mauvais, mais ils sont complètement en dehors des systèmes de marché. » « Il faut défendre une politique du logement qui réponde aux aspirations complexes et multiples de tout le monde, poursuit-elle. Par ailleurs, je ne suis pas certaine que l'accession à la propriété soit une priorité. Sans pour autant être négligée, je ne pense pas que l'action publique doive porter sur cette question précise. »

Un point de vue aux antipodes de celui de Benoist Apparu : « Quand vous regardez les sondages qui demandent si vous voulez devenir propriétaire une fois dans votre vie, 88 % des Français répondent oui, dit-il. Nous, on fixe un taux qui est très largement inférieur. Je sais bien qu'il faut faire le bonheur des gens malgré eux, mais enfin quand vous avez près de

90 % des Français qui veulent devenir propriétaires, votre job, c'est quand même de le faire. Un taux de 70 % est équilibré par rapport à la moyenne européenne. »

Emmanuelle Cosse, elle, porte un autre regard sur **cette moyenne européenne** : « Cette aspiration et ce modèle sont faux. En Europe, les pays où il y a le plus de propriétaires sont la Roumanie, la Lituanie, la Slovaquie... Le fait d'être propriétaire est plutôt un signe de pauvreté. Les pays très compétitifs d'un point de vue économique et qui ont une mobilité très forte sont aussi des pays qui ont très peu de propriétaires. En Allemagne, aux Pays-Bas ou dans les pays nordiques, la propriété foncière et immobilière n'est pas un domaine où l'on s'enrichit. »

Carte 1 - Proportion de ménages propriétaires de leur logement en Europe  
(y compris les accédants à la propriété, en %)



La vice-présidente EELV du Conseil régional d'Ile-de-France rappelle ainsi que la question de la propriété « a notamment un impact énorme sur les questions de mobilités professionnelles » : « Une étude du Crédoc montre qu'il y a plus de 400.000 emplois par an qui ne sont pas pourvus pour des questions de logement : parce qu'il n'y a pas de logements dans la zone de l'emploi, mais aussi parce que les gens ne sont pas mobiles car propriétaires », affirme-t-elle.

La question de la mobilité est d'autant plus liée à la problématique du logement que, pour devenir propriétaires, bon nombre de ménages ont choisi de s'éloigner des centres-villes et de leur lieu professionnel. Et ce, sans mesurer les conséquences financières d'un tel engagement.

En 2007, deux ménages modestes sur trois ont ainsi acquis un logement en zone rurale ou semi-urbaine, là où les prix sont les plus faibles. « Pour ces

ménages modestes, c'est souvent une source de fragilisation puisque le budget consacré aux déplacements quotidiens n'a généralement pas été pris en compte, ou a été sous-estimé », explique le dernier rapport de la Fondation Abbé Pierre. « L'augmentation du prix du pétrole en 2008, a apporté un éclairage nouveau en Seine-et-Marne et en Essonne sur des ménages qui étaient un peu ric-rac et qui n'ont plus pu ni se loger ni se déplacer, poursuit Emmanuelle Cosse. Ils se sont ainsi retrouvés face à un budget transport et essence faramineux, qu'ils n'avaient pas anticipé. »

Malgré les réformes engagées depuis 2007 à destination des accédants à la propriété, l'Insee précise que ces derniers n'ont guère bénéficié de l'allongement des durées d'emprunt ou de la baisse des taux d'intérêt : « L'accession (...) leur coûte malgré tout globalement plus cher, explique l'institut. Le montant de l'achat représente quatre années de revenu en moyenne pour les accédants récents de 2002 à 2006 contre trois années pour ceux de 1997-2001. »

Engagés sur le long terme dans des crédits immobiliers de plus en plus lourds, les accédants sont victimes de ce que le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc) a baptisé « l'effet pouvoir d'achat » dans **une étude parue en décembre 2011**. En exploitant l'enquête « Budget des familles » menée par l'Insee en 2006, le Credoc souligne que le sentiment de privations entre 1980 et 2010 « est beaucoup plus sévère chez les ménages éprouvant de lourdes charges de logement ». Ainsi, 81 % des personnes déclarant faire face à d'importants frais de logement disent régulièrement s'imposer des restrictions budgétaires.

## Précarisation des classes moyennes



Pour le Credoc, « le logement écorne tous les postes de dépenses, y compris ceux qui peuvent paraître incontournables » comme l'alimentation et la santé. « Le cap de 30 % des revenus consacrés à se loger semble constituer un seuil au-delà duquel le foyer est contraint à rogner très fortement sur ses dépenses », poursuit l'étude. Or, la dernière note de l'Insee révèle qu'en 2010, le taux d'effort médian des accédants appartenant aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> quartiles de niveau de vie (classes moyennes inférieures et intermédiaires) avoisinait ce seuil des 30 %.

Dans sa note intitulée **Les classes moyennes et le logement** (Fondapol, décembre 2011), Julien Damon, professeur d'urbanisme associé à Sciences Po, estime que « les classes moyennes (...) se sont rapprochées des catégories défavorisées » : « Leurs dépenses contraintes – que l'on dit aussi non arbitrables, pré-engagées – pèsent puissamment sur leur budget. L'augmentation passée, et pour certains postes (énergie notamment) très probablement encore à venir, des budgets liés au logement (loyers, prêts, eau, gaz, électricité, mais aussi assurances et impôts) est l'un des principaux moteurs de la pression ressentie et vécue par les ménages des classes moyennes. »

Tandis que la part des ménages modestes parmi les accédants n'a cessé de décroître au cours des quinze dernières années, les ménages intermédiaires se sont, eux, précarisés. Et bien que les objectifs de Nicolas Sarkozy n'aient pas été atteints, force est de constater que le rêve d'une « France de propriétaires » était incompatible avec celui d'une relance du pouvoir d'achat.

« Quand on regarde les profils des accédants, on remarque que les plus modestes ont plus de mal qu'avant à accéder à la propriété. C'est une vraie difficulté, reconnaît Benoist Apparu. Mais il y a une forme de contradiction : d'un côté, on nous dit "L'accession à la propriété, c'est pas bien parce que vous envoyez les gens dans le mur et vous leur créez des problèmes" et d'un autre côté, on répète : "C'est scandaleux, les plus modestes n'arrivent pas à accéder à la propriété". Il y a un moment, il faut juste choisir un camp : dire "Oui, on veut que les plus modestes accèdent à la propriété, c'est prendre un risque, mais on les aide". »

Pour Christophe Robert de la Fondation Abbé Pierre, la donne peut toutefois changer avec la mise en place d'une autre politique du logement : « Quand on plaide pour une intervention sur les prix, c'est aussi pour redonner de la souplesse au pouvoir d'achat », indique-t-il. Un avis partagé par Emmanuelle Cosse : « On nous dit tout le temps que c'est une question d'argent, mais ce n'est pas vrai ! Quand on voit des dispositifs comme le Scellier (qui disparaîtra fin 2012, également victime du deuxième plan de rigueur, NDLR), avantage fiscal de 60.000 euros qui n'a pourtant pas mis sur le marché des biens qui répondent à la demande, on constate qu'il y a eu beaucoup d'argent mis sur la question du logement. Le problème c'est qu'il a été engagé au profit d'un modèle ambigu et ambivalent, qui va créer des troubles sociaux assez importants. »

Du côté du gouvernement, on se félicite évidemment de la politique menée depuis cinq ans en faveur de l'accession à la propriété. Pour Benoist Apparu, cette

question reste aujourd'hui encore l'un des principaux enjeux de la crise du logement : « On peut ne pas aimer l'accession à la propriété, c'est le droit de chacun, conclut-il. Moi, il me semble qu'être propriétaire, oui, c'est risqué, oui, ça peut faire monter le taux d'effort. Mais en même temps, c'est aussi une façon de se constituer un patrimoine. Alors que quand vous avez payé pendant 40 ans un loyer, votre patrimoine est égal à zéro. »

## L'œil de Patrick Artinian. Nicolas Sarkozy, les jeunes et le « droit des victimes »

PAR PATRICK ARTINIAN  
LE LUNDI 2 AVRIL 2012

Patrick Artinian, photographe, poursuit sa route de campagne pour Mediapart. Samedi 31 mars, Nicolas Sarkozy était en campagne à Paris. Devant l'Institut de la justice pour « défendre le droit des victimes » puis l'après-midi pour un meeting face aux « jeunes ».

Les précédentes chroniques :

- François Hollande et l'« émerveillement »
- Nicolas Dupont-Aignan lance sa campagne par un meeting parisien
- Bayrou de Dailymotion à Epernay
- En Seine-et-Marne, Marseillaise et lutte finale
- Mélenchon en banlieue
- Rouge Bastille
- Eva Joly, jours de campagne
- Foule à Villepinte
- Le tout petit comité de soutien africain à Le Pen
- Nathalie Arthaud a trouvé ses 500 signatures
- Hollande en meeting à Dijon

## Pinocchio, conte défait

PAR DOMINIQUE BRY  
LE DIMANCHE 1 AVRIL 2012

Winshluss n'avait jamais imaginé voir son travail accroché dans une galerie d'art contemporain. Il refusait a priori cette démarche, et s'amusait même, lors de

précédentes expositions de son éditeur, les Requins Marteaux, à les « *détourner pour en faire autre chose* ». C'est le livre qui intéresse Vincent Paronnaud (son vrai nom), dessinateur, plasticien, réalisateur de longs métrages... Plus précisément, le rapport au livre, à l'objet fini. Il confesse même ne pas s'attacher plus que cela à ses travaux préparatoires, aux esquisses, aux planches.



Le jour du vernissage de l'exposition *La fin est proche !* – jusqu'au 7 avril à la galerie Georges-Philippe et Nathalie Vallois à Paris –, l'artiste confiait pourtant combien l'idée de voir son travail sortir du cadre de la seule bande dessinée l'intéressait. Pour le changement de contexte comme de registre. Crayonnés, dessins à l'encre et autres acryliques sur papier issus de *Pinocchio*, album paru en 2008 aux Requins Marteaux, sont donc présentés, avec certaines de ses sculptures, manière pour lui de montrer ce qui l'anime : un état d'esprit « *gitan* » revendiqué, qui viendrait « *sans désir ascensionnel* » montrer son œuvre à un autre public.

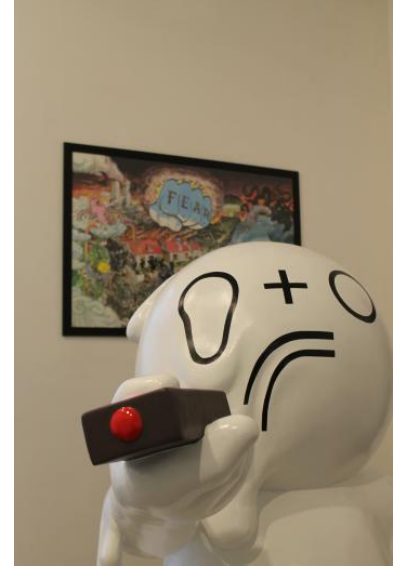
Vincent Paronnaud parle d'une lorsque le galeriste est venu lui proposer une première collaboration. D'abord réticent, presque réfractaire devant la démarche, Winshluss a appréhendé cette nouvelle expérience avec beaucoup de réserve. Mais il a été séduit par l'idée de changer

de contexte, sans renier la bande dessinée, d'avoir des moyens, un lieu pour présenter son travail.

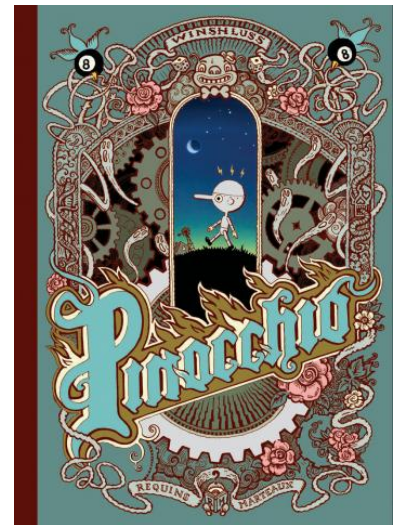


Winshluss avait été touché par le travail de Gilles Barbier (les super-héros vieillissants, *L'Hospice*, 2002), il a aimé cette sensation, devant une œuvre ou un tableau d'art contemporain, de devenir « *une victime* ». Être exposé dans la même galerie que Gilles Barbier est pour lui une manière de livrer une synthèse de son travail antérieur. Et, son art étant « *une expression de sa colère* », l'exposer ainsi lui donne la possibilité de dire, avec des dessins et des mots, tout le mal qu'il pense

de notre époque. À plus d'un titre, son *Pinocchio* est une manifestation de cette double motivation.



### Blanche Neige dans le coma



En 2008, lors de la parution de *Pinocchio*, on découvre la vision très personnelle que Winshluss donne de l'œuvre de Carlo Collodi. Revisitant l'histoire de la marionnette qui voulait être un petit garçon de chair et d'os, Winshluss emprunte des chemins tortueux pour ne pas dire torturés : Gepetto est marié à une femme plantureuse et portée sur le sexe, le petit pantin n'est pas de bois mais fait de métal et Jiminy est un cafard velléitaire alcoolique. Tous évoluent dans un monde en perdition



dans lequel nulle fée ne vient se pencher sur d'improbables berceaux. L'inventeur binoclard veut vendre sa création aux militaires afin de faire fortune, les sept nains sont d'affreux salopards pervers qui abusent régulièrement de Blanche Neige plongée dans le coma ; Stromboli est un fabricant de jouets sans scrupule qui kidnappe les enfants pour les faire travailler à la chaîne ; Wonder et Le Baron (figures de Grand Coquin et Gédéon) sont de pathétiques clochards également dénués de tout scrupule ; un énigmatique voleur d'organes sévit dans les ruelles... L'antithèse parfaite du conte de fées, s'il en est.



Winssluss s'est indéniablement nourri de sa pour construire cette histoire à la trame parfaitement maîtrisée. Constamment sur le fil du rasoir, l'auteur ose (et réussit) des ruptures narratives et graphiques incessantes. Oscillant entre le récit principal, analepses, prolepses et apartés savoureux, il met en avant et en balance méfaits et iniquité, vacuité et immoralité. Le tout baignant dans un cynisme rigolard où surnagent quelques rares moments de légèreté et de poésie tout en clins d'œil et références aux célèbres contes pour enfants.

Insolent dans le propos, Winssluss est plein d'assurance et particulièrement doué. Il suit les traces de Robert **Crumb**, de **George Herriman** – et peut-être même de **Charlie Schlingo** pour les scènes où Jiminy le cafard s'applique

consciencieusement à ne rien faire – et montre sa grande maîtrise technique. Le trait se fait tour à tour épais, dense, simplement crayonné, pour mieux exploser en pages d'aquarelles, vivaces, lumineuses et colorées – comme dans les différents hors-textes, dont celui où Pinocchio s'envole vers la lune sur un boulet de canon.

Simplement magistral. Passionnant, visuel et littéraire, *Pinocchio* de Winssluss est un extraordinaire conte de la folie moderne, qui joue avec les codes du roman populaire pour mieux les dynamiter, faisant du pantin originel bavard un robot mutique. N'ayant pas demandé à naître, contraint de vivre à son corps de fer défendant au milieu de la folie des hommes, Pinocchio est une sorte de Candide dénué du moindre affect, témoin et épiscène du malheur des hommes. Du grand art.



## Quand la BD rencontre l'art contemporain

*Sur [mediapart.fr](http://mediapart.fr), une vidéo est disponible à cet endroit.*

Interrogé sur sa rencontre avec Winssluss, Georges-Philippe Vallois nous a expliqué sa démarche et les raisons pour lesquelles il a voulu exposer l'artiste. Le galeriste nous a parlé de son coup de cœur pour l'homme et pour des œuvres telles que *Smart Monkey* et *Welcome to the death club*. Il a surtout évoqué des liens forts qui existent entre la bande dessinée et l'art

contemporain, la cohérence du travail de Winssluss avec celui des autres artistes que représente sa galerie.



Aujourd'hui, la bande dessinée s'expose de plus en plus (salons, musées, galeries qui se consacrent à la bande dessinée) et une telle exposition pouvait pourtant sembler incongrue et risquée. C'était, selon Georges-Philippe Vallois, sans compter sur les passerelles entre la BD et l'art contemporain, leurs échos et correspondances, influences réciproques. Gilles Barbier ou Paul McCarthy (comme Hsia Fei Chang, Keith Haring, Hyungkoo Lee, Erró, **Pierre La Police** présentés notamment lors de l'exposition **Vraoum** !) ont été inspirés par la bande dessinée.

Depuis les années 1970, la BD a cessé d'être destinée au seul public des enfants, la contre-culture s'est emparée du média pour mieux le transgresser, l'adapter, le transformer, le révéler sous un autre jour. Une contre-culture qui entre aujourd'hui,

à part entière, dans le domaine de l'art, comme le montre le seul exemple d'Art Spiegelman.



C'est donc dans cette volonté de croiser les genres et transgresser les barrières que le galeriste a proposé au bédéaste d'accrocher son travail sur ses murs. Parce qu'il ne voulait pas attendre qu'il soit (re)connu pour le faire découvrir à un autre public : « *Exposer Winshluss, c'est tenter une expérience, inciter les gens à partager cette expérience, essayer d'amener cette nouveauté et participer à une émancipation du goût. Et de ce point de vue, Winshluss est quelqu'un qui ouvre les yeux du public qui observe ses planches.* »

« *Winshluss, La fin est proche !* » Galerie Vallois - 36, rue de Seine, 75006, Paris. Du lundi au samedi de 10h30 à 13h et de 14h à 19h. Entrée libre.

## Le courant alternatif de la poésie peut-il se faire politique ?

PAR PATRICE BERAY

LE DIMANCHE 1 AVRIL 2012



Et si la poésie française contemporaine s'éveillait de son sommeil formaliste comme en d'autres temps elle sut se secouer d'un sommeil idéaliste et esthétique ? Quelques signes peuvent le laisser penser, dont un récent ouvrage collectif paru à **La fabrique**. Une énigmatique phrase au détour du *Journal* de Kafka, « *Toi aussi, tu as des armes* », et voici que neuf auteurs (J.-C. Bailly, J.-M. Gleize, C. Hanna, H. Jallon, M. Joseph, J.-H. Michot, Y. Pagès, V. Pittolo, N. Quintane) entreprennent de s'expliquer leur égal intérêt pour la poésie et la politique. Et surtout de voir comment celle-ci peut faire fond sur celle-là, la poésie, dont on sait, par-delà ses infortunes génériques, qu'elle résiste comme de toute éternité aux tentatives de définition.

Ces auteurs-là se gardent d'ailleurs bien de se présenter comme des poètes. En soi, leur ouvrage vise moins à saisir le geste créatif du poème que d'aider à percevoir le monde (le leur, le nôtre) à travers lequel il est amené à s'accomplir. En ce sens, cet essai collectif est un manifeste qui est pleinement le produit de son époque : c'est une réflexion, un retour sur le geste de la création, un après coup de dé jeté. Pour autant, leur objet même, la relation entre poésie et politique, met au défi ces auteurs de montrer en quoi « *l'action solitaire du poème* » (J.-C. Bailly) peut si

ce n'est trouver place du moins interpellier la société dans son ensemble au-delà d'un public captif, qui a son oreille.

Certes, l'éditeur a beau jeu de rappeler, en forme d'avertissement, « *qu'il n'a jamais publié de poésie* ». Autrement dit que c'est leur préoccupation politique qui vaut à ces auteurs d'être accueillis à son enseigne. Mais pour négligée et négligeable que la poésie soit en termes de marché, de lecteurs consommateurs, on peut aussi juger que dans une misère symbolique généralisée qui pourrait bien menacer la société tout entière, la poésie n'a rien à perdre à se souvenir qu'elle a des armes en propre. Ou à tout le moins qu'elle peut à nouveau marquer son territoire, en se saisissant des lieux publics pour y affirmer une qualité de présence au monde, ne serait-ce, pour commencer, que par le plus petit dénominateur commun lexical.

De ce point de vue, le texte d'ouverture de Jean-Christophe Bailly se veut d'une amplitude maximale convoquant le romantisme allemand (pour lequel il a fait beaucoup), Mallarmé, Mandelstam, Celan jusqu'à l'objectivisme nord-américain. Force lui est toutefois de constater, de quelque côté qu'il se tourne, une « *coupure d'avec le peuple* » où se glisse en contrepoint, symbole vivant d'une lutte, ailleurs, cette adresse interrogative de Mahmoud Darwich : « *T'ai-je nui, ô mon peuple ?* » (voir aussi [ici](#)).

Sur [mediapart.fr](http://mediapart.fr), une vidéo est disponible à cet endroit.

## L'action prescriptive du poème

Au texte de Bailly qui brille par son attention portée au langage, et que n'effraie aucun écart entre les diverses sensibilités rameutées, répondent les tirs nourris des autres contributeurs à la visée sciemment restreinte, bien en deçà des ambitions de la « *littérature engagée* » sartrienne. Il revient à Jean-Marie Gleize, auteur par ailleurs de *Tarnac, un acte préparatoire*, d'ancrer la portée politique de ces auteurs précisément en faisant lecture de *L'Insurrection qui vient*. D'où il apparaît que le geste de négation, de « *sécession* » du poème adressé à la société

peut être politique, en ce sens qu'il est un « *réalisme radical* », une « *opacité critique* ». Jacques-Henri Michot, par exemple, trace la ligne de ce front en citant Leslie Kaplan : « *Les assassins [...] sont ceux qui restent dans le rang, qui suivent le cours habituel du monde, qui répètent et recommencent la mauvaise vie telle qu'elle est. Ils assassinent quoi ? Le possible, tout ce qui pourrait commencer, rompre, changer.* »

Depuis l'avant-guerre du siècle dernier, toute l'histoire de la poésie française, à travers ses avant-gardes historiques, a consisté en une tentative de conciliation de l'éthique et de l'esthétique, faute d'adhérer aux mouvements révolutionnaires représentatifs. Pour l'essentiel, cet ouvrage collectif vaut surtout pour les vertus et pouvoirs prescriptifs qu'il loue et recommande (une nette distinction y est opérée par exemple entre fait et événement à la suite de Badiou). Le bain de langue auquel il convie s'inscrit dans une toute nouvelle levée d'énergie que l'on peut vérifier dans le sillage des importants écrits politiques de Bernard Noël (*L'Outrage aux mots*) chez des auteurs aussi différents que **Cédric Demangeot**, **Marie Cosnay** ou **F.J. Ossang** qui savent manier la **disjonction** (poétique ici) telle que définit par Paul Ricœur.

Poésie et politique mises ensemble ne seraient donc pas simplement ce lieu d'où l'on cesse de percevoir négativement, par opposition, l'humain et l'inhumain, le social et l'asocial. Mais plutôt le lieu où ces pôles seraient mis en tension, réunis dans une même et unique réalité, toujours mouvante, pouvant désigner une autre réalité possible.

Raison de plus pour y brancher à haute intensité le courant, tout intermittent qu'il soit, de la création.



« *Toi aussi, tu as des armes* » – poésie & politique, J.-C. Bailly, J.-M. Gleize, C. Hanna, H. Jallon, M. Joseph, J.-H. Michot, Y. Pagès, V. Pittolo, N. Quintane.

La fabrique éditions, 208 p., 12 euros.

## L'affaire Sarkozy

PAR EDWY PLENEL  
LE LUNDI 2 AVRIL 2012

L'incarcération de l'ex-chargé d'affaires de la très fortunée Liliane Bettencourt a brusquement souligné l'enjeu vital d'une réélection pour Nicolas Sarkozy : échapper aux juges grâce à l'immunité judiciaire du président de la République. Jamais un président sortant, dès son premier mandat, n'a été cerné par autant d'affaires dont l'argent est le seul ressort, entre financement politique et enrichissement personnel. Inventaire en forme d'alerte civique.

Ventes d'armes sous Edouard Balladur et financement illicite de la campagne présidentielle de ce dernier en 1995 ; immense cadeau accordé sur fonds publics à Bernard Tapie dès le début du quinquennat en 2007 ; liens d'affaires et d'amitiés noués dès 2005 et poursuivis jusqu'en 2009 avec le dictateur libyen Kadhafi, son régime et son entourage ; persistance d'un premier cercle d'entremetteurs où l'intermédiaire en armements Ziad Takieddine croise

l'obscur mais indispensable Thierry Gaubert, en compagnie du plus fidèle compagnon, Brice Hortefeux ; révélation en 2010 de sollicitations et d'assiduités auprès des Bettencourt dont la fortune cachée, notamment dans des comptes bancaires suisses, garantissait la générosité financière ; et cætera, tant il n'est pas certain que la liste soit définitive et exhaustive.



Le dossier spécial réalisé par Mediapart pour l'hebdomadaire *Marianne* (en kiosque depuis le samedi 31 mars) fait l'inventaire chronologique de toutes ces affaires qui concernent directement Nicolas Sarkozy et qui sont aujourd'hui des dossiers judiciaires en cours d'instruction. Entre la Cour de justice de la République (qui enquête sur les irrégularités de l'arbitrage en faveur de Bernard Tapie), le cabinet parisien du juge financier Renaud Van Ruymbeke (qui, avec son collègue Roger Le Loire, instruit les dossiers Balladur et Takieddine) et le cabinet bordelais du juge Jean-Michel Gentil chargé, avec deux collègues, de l'affaire Bettencourt (depuis qu'a été dessaisi le parquet de Nanterre qui l'étouffait, sous l'enquête préliminaire menée par Philippe Courroye), nombreux sont les professionnels de la justice qui ont besoin des explications du président sortant.

Chacun de ces dossiers est évidemment spécifique, avec des situations particulières et des protagonistes



différents. Mais tous remontent à Nicolas Sarkozy. Tous ont comme fil conducteur l'ascension politique d'un seul homme, comme acteurs des individus qui l'ont toujours soutenu ou qui l'entourent depuis longtemps, comme mobiles la circulation et l'accumulation d'argent pour des montants considérables où l'on compte en millions voire en dizaines de millions d'euros, bien au-delà des sommes habituellement déclarées par les formations politiques, lesquelles, qui plus est, sont désormais remboursées par l'Etat sous condition de plafonds.

En l'état actuel de nos connaissances, les affaires Balladur, Bettencourt et Takieddine sont les plus menaçantes pour Nicolas Sarkozy. Dans la première, sous-produit de l'affaire Karachi relancée en septembre 2008 par Mediapart, il est cité à propos du montage financier qui, via le Luxembourg, fut validé par le ministre du budget qu'il était à l'époque afin de récupérer d'importantes rétrocommissions sur des ventes d'armements au Pakistan. Dans la deuxième, lancée par nos révélations de l'été 2010, il est omniprésent via le trésorier de son parti, Eric Woerth, alors ministre du budget, et via ses rencontres directes, à l'Elysée même, avec Patrice de Maistre, le chargé d'affaires de Liliane Bettencourt.

Quant à la troisième, documentée de façon spectaculaire avec la publication, sur Mediapart, durant l'été 2011, des archives du marchand d'armes Ziad Takieddine, elle est potentiellement la plus explosive. Car elle révèle en effet les liens de proximité noués en secret, à partir de 2005, par Nicolas Sarkozy et son entourage le plus proche – Claude Guéant et Brice Hortefeux – avec la Libye de Mouammar Kadhafi. Des liens qui se sont traduits, en 2007, par la réception fastueuse du dictateur à Paris, incompréhensible dans l'instant mais que nos révélations éclairent comme une récompense pour services rendus. Des indices précis et concordants accréditent le soupçon d'un financement

libyen de l'aventure sarkozyste sur lequel la justice, si elle n'est pas entravée, devra forcément faire la lumière.

### **Trois affaires, trois non-réponses de Nicolas Sarkozy**

A de très rares occasions, dont l'exceptionnalité dit l'état de notre écosystème médiatique et de notre culture démocratique, Nicolas Sarkozy a été interpellé sur ces trois dossiers. Ses réponses n'ont jamais varié, entre le déni pur et simple, le recours au comique de répétition et à une grossière mauvaise foi, le secours du ridicule ou du grotesque, bref un répétitif « circulez, il n'y a rien à voir ». Ce fut d'abord le cas en juin 2009, à propos de l'affaire Karachi-Balladur, lors d'une question à laquelle il ne s'attendait sans doute pas, posée par un confrère de l'AFP à Bruxelles :

En juillet 2010, il s'invita sur France-2, comme l'y autorisent nos usages présidentialisés de l'audiovisuel public, pour dissiper les nuages de l'affaire Bettencourt-Woerth qui, s'il n'y avait eu l'acharnement du procureur Philippe Courroye à les repousser momentanément, auraient pu déjà tourner à l'orage. C'était l'époque où Mediapart se voyait attribuer des « méthodes fascistes » par la présidence de la République tandis que les services policiers de la DCRI étaient sommés d'espionner les journalistes trop curieux :

Enfin, tout récemment, en mars 2012, dans une audace inhabituelle sur TF1 au point que notre consœur Laurence Ferrari se la vit reprocher en coulisses par ses patrons, Nicolas Sarkozy fut interpellé sur nos révélations selon lesquelles il aurait été financé par la Libye de Kadhafi à hauteur de 50 millions d'euros. Le questionnement tourna rapidement court car le président sortant fit comme s'il s'agissait d'affirmations verbales du clan Kadhafi et non pas de faits cités par deux témoins français, dans des documents écrits dévoilés par Mediapart :

Dans cette même émission de TF1 du 12 mars 2012, Nicolas Sarkozy fut brièvement interpellé sur la succession

« inédite » d'affaires durant son quinquennat. Sa réponse aurait mérité bien des relances tant elle manquait de consistance. Il se contenta en effet d'invoquer deux scandales marquants de la présidence de François Mitterrand, sous son premier septennat, l'attentat contre le *Rainbow Warrior* en 1985 (navire amiral de Greenpeace coulé dans le port d'Auckland en Nouvelle-Zélande par les services secrets français sur ordre du pouvoir exécutif) et les écoutes de l'Elysée (contingent illégal d'une vingtaine d'écoutes administratives géré directement à la Présidence de la République, de 1983 à 1986, par une cellule dite « anti-terroriste » qui, en réalité, fit office de cabinet noir élyséen).

### **La différence avec les présidences Mitterrand et Chirac**

Rappelant celle de la gauche quand, confrontée à ses propres dérives, elle évoquait les scandales de la droite, la contre-attaque de Nicolas Sarkozy est évidemment un peu courte : les affaires d'hier n'ont jamais justifié ni excusé celles d'aujourd'hui. Mais, surtout, pour avoir bien connu ces deux affaires du *Rainbow Warrior* et des écoutes de l'Elysée – les avoir traitées et révélées dans *Le Monde* à l'époque –, je peux témoigner qu'elles ne sont pas du même ordre que celles qui nous occupent sous cette présidence-ci. Cela n'enlève certes rien à leur gravité au regard de la vertu républicaine, mais elles relèvent de la dérive d'une raison d'Etat identifiée à la personne présidentielle plutôt que d'un système financier aussi opaque qu'étendu mis au service d'une carrière politique.

Autrement dit, Nicolas Sarkozy ne réussit pas à trouver dans le passé d'affaires similaires à celles qui, aujourd'hui, le cernent. Les affaires financières du mitterrandisme, car il y en eut aussi, n'ont jamais réussi à mettre en cause François Mitterrand lui-même dans des circuits de financement ayant l'ampleur, la constance et le systématisme de ce que dévoilent les affaires Karachi-Balladur, Woerth-Bettencourt ou Takieddine-Kadhafi. Le

financement illicite du Parti socialiste avec l'affaire Urba, l'enrichissement de quelques proches avec l'affaire Pechiney, les corruptions attestées dans l'affaire Elf et soupçonnées dans celle des frégates de Taïwan, les notables égarés d'autres feuillets comme Carrefour du développement, etc. : les principales affaires de la présidence Mitterrand (1981-1995) sont évidemment accablantes. Mais elles n'avaient pas révélé au grand jour cette implication directe du président en fonction, à travers ses plus proches collaborateurs, dans des dossiers de financements illicites, de commissions occultes, de comptes off shore et de ventes d'armes.

La comparaison avec l'autre présidence précédente, celle de Jacques Chirac (1995-2007), souligne également l'exceptionnalité de la situation actuelle dont le tableau compose une seule et même affaire Sarkozy. Outre qu'ils concernent la famille politique qui est encore au pouvoir – la droite étant passée en bon ordre, Dominique de Villepin excepté, de Chirac à Sarkozy –, les scandales qui ont atteint Jacques Chirac, jusqu'à sa condamnation fin 2011 à deux ans de prison avec sursis, n'ont pas les mêmes caractéristiques que les affaires sarkozystes. Ces nombreuses affaires qui l'ont mis en cause, et dont la plupart n'ont, hélas, pas débouché sur un procès en bonne et due forme, n'ont concerné que son long règne de maire de Paris (1977-1995), avant son élection à la présidence. Dévoilant un politique professionnel qui n'a cessé de vivre au crochet des fonds publics, elles sont évidemment révoltantes, mais elles n'ont pas impliqué directement le président en fonction dans un réseau multiforme d'entremetteurs et de solliciteurs financiers.

L'argent, l'argent fou, l'argent roi, tant ce qui surprend au vu des dossiers que nous avons mis au jour et que les juges tentent de démêler, c'est l'ampleur phénoménale des sommes qui circulent à l'abri de ces paradis fiscaux dont la dénonciation n'est qu'un effet de tribune, tandis que leur usage se révèle

une pratique habituelle. Cette démesure est certes accablante pour la présidence sortante mais elle est aussi, sinon surtout, une alerte pour celles à venir. Le sentiment d'impunité et l'irresponsabilité politique dont témoignent ces faits ne relèvent pas des seules faiblesses humaines. Ils éclairent crûment les dérives toujours possibles du présidentielisme, cette réduction de la volonté générale au pouvoir d'un seul. Dans un mélange des genres qui brouille la frontière entre carrières publiques et jouissances privées, l'argent y devient le carburant d'une aventure exclusivement personnelle, dont le sarkozysme aura été le modèle le plus achevé parce que le moins contrôlé, le plus assumé et le plus revendiqué.

### Réhabiliter l'audace et la vertu républicaines

« *La République*, expliquait Jean Jaurès dans son fameux *Discours à la jeunesse* de 1903, *est un grand acte de confiance et un grand acte d'audace.* » Autrement dit, pour que nous retrouvions la confiance – dans la politique, ceux qui l'incarnent et les institutions qui la fondent –, il faudrait que l'audace soit au rendez-vous. Cette audace qui faisait dire à Pierre Mendès France, en 1954, devant le congrès d'une formation pourtant bien peu révoltée, le Parti radical : « *La République doit se construire sans cesse car nous la concevons éternellement révolutionnaire à l'encontre des inégalités, de l'oppression, de la misère, de la routine, des préjugés, éternellement inachevée tant qu'il reste un progrès à accomplir.* » Cette République de l'audace révolutionnaire est celle de la vertu : celle qui n'hésite pas à se revendiquer d'une morale publique qui l'élève et la grandit.

Telle est l'audace originelle que le désastre moral du sarkozysme nous invite à redécouvrir, cette audace qu'on aimerait tant entendre durant cette campagne présidentielle, anesthésiée par la prudence des uns ou rabaisée par la virulence des autres. Cette audace qui, en nos temps d'abandon civique ou de divertissement cynique, donne une portée radicale à

ces réflexions de Montesquieu dans *De l'esprit des lois* : « *Les politiques grecs, qui vivaient dans le gouvernement populaire, ne reconnaissaient d'autre force qui pût le soutenir, que celle de la vertu. Ceux d'aujourd'hui ne nous parlent que de manufactures, de commerce, de finances, de richesses, et de luxe même. Lorsque cette vertu cesse, l'ambition entre dans les cœurs qui peuvent la recevoir, et l'avarice entre dans tous. Les désirs changent d'objets : ce qu'on aimait, on ne l'aime plus. On était libre avec les lois, on veut être libre contre elles.* »

Restaurer la vertu, c'est réhabiliter la politique. La politique comme pédagogie nationale, entre exemplarité individuelle et élévation collective. Dans une des notes de Ziad Takieddine à Claude Guéant, à l'automne 2005, en vue de préparer sa visite à Tripoli destinée à organiser celles, qui suivront, de Nicolas Sarkozy et de Brice Hortefeux, il est suggéré que le bras droit du futur président de la République apporte au dictateur libyen, ici appelé « *le Leader* », comme cadeaux des « *livres de valeur : histoire/Révolution française* ». Cette mention d'un passé glorieux, au détour d'arrangements et de trafics qui ne le sont pas, illustre combien il s'agit, pour ces protagonistes-là, d'une histoire morte quand, pour nous, elle est toujours, ô combien, vivante.

Nous ne le savons pas mais peut-être y avait-il, parmi ces cadeaux livresques, une évocation de Robespierre. Robespierre dont même ses pires détracteurs n'ont pas réussi à effacer le beau surnom d'incorruptible. Robespierre dont la probité ne fut jamais mise en doute, inspirant au Danton imaginé par Georg Büchner cette sortie : « *Robespierre, tu es d'une probité révoltante.* » Oui, l'incorruptible dont le premier texte qui le fit connaître à Paris en 1789, son discours contre le veto royal, énonçait cette vérité, toujours actuelle : « *Celui qui dit qu'un homme a le droit de s'opposer à la loi, dit que la volonté d'un seul est au-dessus de la volonté de tous. Il dit que la nation n'est rien, et qu'un seul homme est tout. S'il ajoute que ce droit appartient à celui*

*qui est revêtu du pouvoir exécutif, il dit que l'homme établi par la nation pour faire exécuter les volontés de la nation, a le droit de contrarier et d'enchaîner les volontés de la nation ; il a créé un monstre inconcevable en morale et en politique... »*

Au-delà des personnes en cause, l'affaire Sarkozy continuera de nous renvoyer le portrait de ce monstre si la justice ne réussit pas à y mettre un terme. Ce qui

suppose que, par nos votes, nous mettions fin à l'immunité présidentielle qui protège son principal protagoniste et qui est en quelque sorte la version moderne du veto royal.

**Directeur de la publication :** Edwy Plenel

**Directeur éditorial :** François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS.

Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel :** [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone :** + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie :** + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés :** la Société Editrice de Mediapart,

Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr). Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.